

# LIBERTARIAN

4

OCTOBRE  
2014

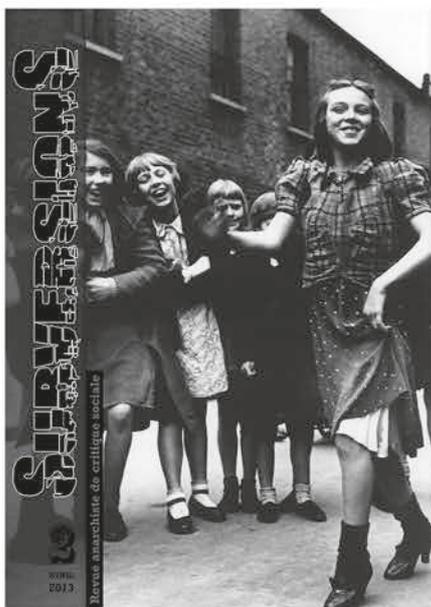
Revue anarchiste de critique sociale





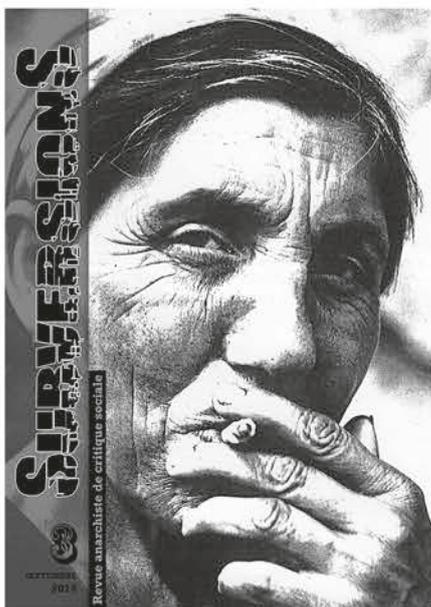
### SUBVERSIONS #1 – SEPTEMBRE 2012

- Discours sur la méthode (la lutte avec des harragas à Paris)
- Aux insoumis de la pacification sociale
- La répression et son petit monde
- A l'air libre
- Dans le marécage
- Démocratie blues
- Le criminel c'est l'électeur
- Des pavés dans les urnes
- Pourquoi parler de démocratie ?
- L'incendie
- Un retour sur l'insurrection et ses contours
- Sur quelques vieilles questions d'actualité parmi les anarchistes
- Quarante
- Blanqui ou l'insurrection d'État



### SUBVERSIONS #2 – AVRIL 2013

- L'ouvriérisme comme idéologie au service des patrons
- Notre-Dame-des-Landes : contre l'aéroport et son quoi ?
- Res communis ou res nullius ?
- L'enfer est pavé de bonnes intentions : l'Humanitaire à l'aune du 3e millénaire
- Critique de la société idéale
- Liberté ?
- Egypte. Comme la mer
- Invitation à la rencontre de Zurich
- Contribution barbare
- De court-circuit en black-out social
- Quelque chose qui manque
- Dépasser les frontières
- Un coup de lime : l'anarchisme autonome de G. Ciancabilla



### SUBVERSIONS #3 – SEPTEMBRE 2013

- Lille2004, une funèbre symphonie
  - Balade parisienne, Points de passage
  - Paris, La fin des transports en commun
  - Bruxelles, Maxi-taule et ville-prison
  - Bruxelles, Les artères de la métropole
  - Zurich, Société ou prison ?
  - Zurich, Sans illusions...
  - Les pestes religieuses
  - Pensées iconoclastes
  - Dieu Patrie Famille
  - Mosquées, églises et autres conneries
  - La grande messe
  - Pour régler les comptes
  - Pacification sociale & citoyennisme
  - Colères lisboètes
  - L'imprévu
  - Amnistie sociale et illusions démocratiques
  - Mierda siempre Comandante !
  - Oui, le Reichstag brûle !
- L'acte individuel de Marinus Van der Lubbe

**Encore une revue ?** Pas tout à fait. D'un côté, il nous semble qu'au moment où les idées tendent toujours plus à devenir des marchandises ou de simples opinions (virtuelles qui plus est), continuer à faire circuler par écrit quelques réflexions reste plus que jamais nécessaire. D'un autre côté, si on peut toujours tenter de disséquer à l'infini la énième restructuration en cours de la domination, la question serait également d'affiner nos angles d'attaque pour mieux lui porter des coups. Théorie, agitation, analyse ou propositions se mêleront donc en un mélange que nous souhaitons subversif.

Le fait que certains textes soient publiés ici ne signifie pas nécessairement que nous en partageons l'intégralité, car il nous importe davantage de susciter des discussions qui rompent avec l'activisme mouvementiste ou avec les spéculations autoritaires. Cela pourrait être aussi une manière d'explorer quelques pistes, tout en sachant que c'est dans notre vie même, au quotidien, que s'élaborent les hypothèses révolutionnaires avec toutes les conséquences qui en découlent.

**Encore une revue ?** Peut-être. Mais en tout cas un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale, de l'intérieur d'une conflictualité qui tend aussi à échapper aux récupérateurs traditionnels en se développant dans toutes les directions. Une petite contribution pour approfondir, en quelque sorte, les *mauvaises passions* d'une liberté démesurée pour toutes et tous.

## Pot-pourri

• Pour le bouleversement du monde	4
• Balade souterraine : flux et reflux	8
• Les murs de la ville	10
• Sur la deuxième ligne	12
• Par la fenêtre	14
• L'âge des fossoyeurs	15
• Je vous souhaite à tous de beaux cancers	16
• C'est la guerre...	18
• Otvet	19
• Pour une désobéissance incivile	21
• Nous vivons des temps de guerre...	25

## Focus

• Soyons ingouvernables	26
• Dix coups de poignards à la politique	28
• A bas la politique !	28
• De l'autre côté du miroir	31
• Nous sommes le 1 %	35
• Pour en finir avec le sacré	36
• Le palier du « voisin »	37

## Commentaires déplacés

• Consternations	38
• Bonnot et les évangélistes	39

## Fil de l'histoire

• La vengeance de Sacco et Vanzetti	44
• Face à face avec l'ennemi	49
• Mourir innocents est plus rageant	51
• Aux révolutionnaires... chrétiens	55



Subversions  
c/o Bibliothèque Libertad  
19, rue Burnouf  
75019 Paris  
subversions@riseup.net

A l'unité : 2 euros  
5 exemplaires : 7 euros  
10 exemplaires : 12 euros  
(Chèques à l'ordre de : Ce)

# Pour le bouleversement du monde

---

NN, Zurich, juillet 2013

---



De nombreuses personnes semblent manifestement n'avoir aucun problème avec les rapports existants. Que ce soit parce qu'elles se trouvent du côté de ceux qui en profitent, ou tout simplement parce qu'elles s'accommodent de cette mentalité servile et conformiste que l'économie insuffle aujourd'hui partout. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas à ces personnes que je veux m'adresser ici. Dans cet article, j'aimerais dialoguer avec celles et ceux que je ne cesse malgré tout de rencontrer, et qui ont encore au cœur un désir de liberté.

Comme je le constate souvent au cours de maintes discussions et conversations, les idées de liberté défendues par les anarchistes semblent être au fond largement partagées – du moins en théorie, en tant qu'idées, comme *un rêve inaccessible...* En fin de compte, nombreuses sont celles et ceux qui connaissent à travers leur quotidien les problèmes dont nous parlons. Notre rejet de maints aspects de la société actuelle, d'autres l'éprouvent aussi en leur for intérieur. En effet, à qui cela plaît-il de soumettre sa volonté et sa dignité à une autorité quelconque ? Qui aime être sans cesse commandé par des chefs, des fonctionnaires et des policiers ? Risquer d'être puni et enfermé pour chaque "faux pas" selon des lois établies par d'autres ? Devoir batailler contre l'Etat et sa bureaucratie qui s'immiscent dans tous les aspects de notre vie ? Qui aime devoir se vendre pour pouvoir survivre ? Faire exploiter ses capacités par quelque nabab qui s'enrichit sur nos efforts ? Finalement, à qui cela plaît-il de vivre dans un monde qui repose sur l'exploitation et l'oppression ? Qui ne préférerait pas vivre dans un monde de solidarité et de liberté ?

Et pourtant, une immense variété d'arguments sont employés pour se plier à ces conditions. Bon, je n'aborderai pas ici les arguments selon lesquels ces conditions ne seraient pas perçues comme de l'oppression et un manque de liberté. Si on ne les ressent pas ainsi, on n'a évidemment guère de raisons de lutter contre (mais pas plus le droit d'empêcher d'autres de le faire, s'ils le ressentent ainsi). Je laisserai aussi de côté les arguments qui affirment que même si tout cela est désagréable, cela n'en est pas moins nécessaire, puisque le principe d'autorité fait irrémédiablement partie de la nature humaine. La critique de cette affirmation mériterait d'être approfondie ailleurs.

Dans cet article, je partirai du constat que je tire, comme beaucoup d'autres, de cette réalité : que cela n'est certainement pas la liberté, que la liberté doit être quelque chose de complètement différent. Ce faisant, je m'adresse donc à celles et ceux qui partagent ce constat.

Par ailleurs, je pars aussi de la conviction que la liberté qui doit donc se trouver au-delà de l'existant, est néanmoins accessible, qu'elle peut être réalisée et gagnée. Si le premier constat est assez largement répandu, de nos jours cette conviction se fait en revanche bien trop rare.

Il s'agit pour moi de creuser ici cette possibilité d'un tout autre chemin, d'un combat vers la liberté.

#### JUSTE UN RÊVE INACCESSIBLE ?

Les rapports décrits auparavant, l'existence d'autorités de toutes sortes qui exigent notre soumission, d'exploiteurs de tout poil qui s'enrichissent sur notre travail, ne constituent pas qu'une réalité personnelle. Ce sont aussi depuis des lustres les fondements du monde social dans lequel nous vivons. Même si ces rapports apparaissent souvent aujourd'hui plus rationnels, plus subtils, plus finement entrelacés et plus démocratiques qu'auparavant, ils n'en sont pas moins, ou plutôt ils en sont d'autant plus profondément ancrés. C'est pourquoi je pense que si nous ne voulons tout simplement pas les accepter, nous devons concevoir un bouleversement qui soit tout aussi fondamental : une révolution sociale qui fasse disparaître toutes les institutions barrant le chemin à la vie libre dont nous rêvons. Lorsque je parle de la conviction que la liberté peut être obtenue par la lutte, je parle donc d'une immense tâche de bouleversement des rapports, de la destruction de structures et de la création d'une vie sur d'autres bases. Cette tâche ne pourra certainement pas être réalisée du jour au lendemain, mais si nous ne voulons pas l'abandonner au domaine des simples rêves inaccessibles, il nous faut l'entreprendre dès maintenant.

A peine ai-je dit cela, que déjà se font entendre, y compris chez celles et ceux qui au fond se reconnaissent dans les mêmes problèmes et dans les mêmes idées libertaires, les objections les plus diverses : *“Mais qu'est-ce que je peux faire ?”*, *“Nous sommes trop peu nombreux”*, *“Le changement nécessaire est beaucoup trop grand”*, *“Même si nous nous défendons, cela ne changera rien”*, *“Si nous attaquons les autorités aujourd'hui, elles nous puniront demain”*, etc, etc. Avec de tels arguments résignés, d'ailleurs entretenus par le modèle de pensée dominant, beaucoup tentent de se dissuader eux-mêmes de faire ce pas vers la révolte, qui est pourtant la condition nécessaire pour changer quelque chose.

C'est ainsi qu'on accepte trop souvent, y compris à contre-cœur, les conditions qui nous sont imposées, qu'on fait le choix du “moindre mal”, et qu'on finit par traverser péniblement l'existence. On se met un masque pour ne pas avoir à se regarder dans le miroir le matin, on enterre ses vieux rêves ou on s'y noie à coup de dépression, frustration, cynisme et oubli de soi dans l'étourdissement...

Voilà malheureusement des manières trop fréquentes de composer avec les conditions existantes (ou justement de ne pas faire avec). Un autre chemin, certainement pas plus simple, mais en tout cas plus fier, plus beau et plus riche de perspectives, consiste selon moi à oser faire ce pas vers la révolte. Un pas qui requiert certes du courage et de la volonté, mais donne en même temps de la force et de la confiance en soi. Ce pas surgit d'une décision intérieure et ne passe pas par des calculs. C'est la décision de ne plus juste subir et de ne plus simplement accepter, mais de prendre sa vie en main, de développer de manière autonome ses propres idées et d'aborder sa propre lutte vers la liberté – en partant d'où l'on se trouve.

Il s'agit donc de quitter le domaine des *rêves inaccessibles* pour les transformer en élan vers un agir concret dans la réalité.

« Ceux qui envisagent le but dès les premiers pas, ceux qui veulent la certitude de l'atteindre avant de marcher n'y arrivent jamais... Nous n'avons pas besoin de connaître si nous réussissons, si les hommes arriveront à vivre dans une harmonie assez grande pour assurer le complet développement de leur individualité, nous avons à faire les gestes pour que cela soit, à aller dans le sens que déterminent juste et notre raisonnement et notre expérience. »

Albert Libertad, 1908

#### LA RÉVOLTE

Ainsi, la révolte – comme acte mental et physique, souvent nécessairement violent, de rébellion contre les idées, les structures et les hommes qui permettent et maintiennent l'oppression et l'exploitation – me semble être le préalable indispensable pour pouvoir réellement changer les rapports existants. Mais ce n'est pas que cela. Il me semble important de souligner d'emblée ici qu'avant toute estimation des résultats qui peuvent être obtenus, la révolte est un acte de reconquête de sa propre dignité. C'est la confirmation que l'on est encore vivant dans un monde sans vie et empreint de docilité. La révolte renforce l'individualité au sein d'une société engluée dans une mentalité de troupeau. Elle n'est donc pas seulement “opportune”, mais constitue une *nécessité vitale* pour celles et ceux qui ne veulent plus se soumettre.

Vue sous cet angle, que ne comprendront jamais les sociologues démocrates analysant pour le compte de l'Etat les explosions sociales actuelles, la révolte n'a pas besoin de listes de motivations ou de revendications pour se justifier. Vue sous cet angle, que ne comprendront jamais non plus les comptables de la révolution, qui au service de leur idéologie et de leur programme condamnent les rebellions incontrôlées, elle n'a pas non plus besoin de présenter des résultats pour être précieuse. La valeur de la révolte réside en elle-même.

Cependant, pour pouvoir devenir une force transformatrice au niveau social, elle doit évidemment être liée à une perspective. Une perspective où nous nous dotons des idées, des analyses et des moyens nécessaires pour porter en avant ce projet révolutionnaire de bouleversement social. Les idées de la vie que nous désirons se développer à travers la discussion et le conflit, avec soi-même et dans notre rapport à la réalité. Nous analysons les raisons et les origines de ce que nous voulons combattre afin de pouvoir agir de manière appropriée. Nous cherchons les moyens pour pouvoir répandre socialement nos propositions, par les mots et par les actes.

Là, étant donné l'ampleur du changement nécessaire à laquelle se voit nécessairement confrontée une perspective révolutionnaire, revient de manière incessante l'objection que nous sommes peu nombreux.

Il est vrai que nous sommes peu à lutter pour un bouleversement de ces rapports, face à l'inertie des mentalités actuelles et la paix sociale qui tente de s'imposer entre exploités et exploités, entre pauvres et riches. Mais c'est aussi une vieille banalité que de dire que tout ce qui est devenu grand a commencé petit. Il serait donc absurde de ne pas agir, juste parce que nous sommes peu. Mais surtout, je tiens à souligner que le fait d'être peu ne signifie pas être isolés.

Même si rares sont celles et ceux qui se révoltent aujourd'hui dans ce pays, celles et ceux qui vivent dans leur chair le conflit de cette société ne sont par contre pas rares. Le principe d'autorité et de propriété sur lequel elle repose depuis toujours crée une séparation et une inégalité qui traversent l'ensemble du paysage social : entre quelques riches et une grande partie de pauvres, entre quelques privilégiés et une grande partie d'exclus, entre quelques dirigeants et une grande partie de subordonnés. Ces rapports contiennent un immense potentiel de conflit qui, aux cris d'Égalité et de Liberté, a mené dans l'histoire à d'innombrables soulèvements voulant mettre un terme à cet ordre de privilèges.

Conscients de ce potentiel conflictuel et soucieux de préserver leur position, ceux qui profitent de cette inégalité tentent de diverses manières de nous dissuader de nous révolter, de pacifier artificiellement ou de mettre ce conflit sous le tapis.

Mais tant que durera cette inégalité, je pense que ce conflit ne pourra pas être pacifié, qu'il continuera d'exister, y compris de manière larvée. Aujourd'hui, de par l'aliénation croissante, ses raisons semblent généralement être moins clairement identifiées, et cela le mène aussi à s'exprimer de manière souvent irrationnelle, à travers une violence indiscriminée, des dépressions, l'oubli de soi dans l'étourdissement ou le suicide. Je pense que ce conflit ne pourra être résolu qu'en étant porté jusqu'au bout. Jusqu'à ce que nous vivions dans un monde qui ne soit plus séparé, où plus personne ne s'enrichira aux dépens des autres, mais où la liberté de toutes et tous s'étendra à travers la liberté des autres.

La révolte, même d'une minorité, dans la mesure où elle s'inscrit dans ce conflit réel que beaucoup portent en eux, n'est donc pas isolée. Signe et manifestation de ce conflit social, elle peut contribuer à identifier plus facilement les causes et les responsabilités des rapports de domination, permettant ainsi de les attaquer. Même ponctuelle et limitée, la révolte contient toujours la possibilité de son extension en encourageant et en aidant d'autres personnes à se révolter à leur tour.

En fin de compte, l'histoire ne nous a-t-elle pas montré à maintes reprises que l'action courageuse et déterminée d'une minorité révoltée a réussi à faire sortir ce qui couvait à l'intérieur de beaucoup d'autres, précipitant des insurrections et des révolutions (les soulèvements de 2011 en Afrique du Nord en sont les exemples les plus récents) ?

### UNE AUTRE CONCEPTION DE LA FORCE

L'argument selon lequel nous serions trop peu et l'ennemi trop grand correspond souvent à une conception qui considère la lutte sociale dans une logique militaire : c'est une conception selon laquelle il faudrait opposer au colosse de l'État et ses forces de l'ordre un colosse tout aussi grand, capable de leur tenir tête. C'est également la conception de nombreuses organisations révolutionnaires, plus ou moins autoritaires, qui cherchent à recruter des membres partout et

visent à centraliser les forces en leur sein. Anarchistes, nous avons une toute autre conception de la lutte sociale et de la force.

À la force brute et quantitative du pouvoir qui s'exprime dans une logique militaire et centralisatrice, nous ne voulons pas opposer un "contre-pouvoir" reposant sur la même logique, mais la force sociale et qualitative de la liberté. Une force basée sur les principes de décentralisation et d'autonomie des individus. Nous n'avons pas pour objectif de transformer les individus en masse, mais souhaiterions que les masses deviennent des individus. Des individus qui ne suivent pas un quelconque guide ou l'idéologie du moment, mais qui se battent pour leurs propres idées, libération et épanouissement. La liberté, la lutte pour la liberté, doit venir de tous et de chacun, pas de quelque organisation prétendant représenter les individus, sinon il s'agit d'une nouvelle imposition (et combien de fois dans l'histoire avons-nous vu le désir de liberté ainsi trahi ?).

Au-delà de ces aspects, les anciennes organisations de masse, comme les syndicats et les partis aux tendances révolutionnaires, sont aujourd'hui manifestement dépassées. Non seulement leur forme centralisée est contradictoire avec toute perspective antiautoritaire, mais elle ne correspond en outre plus du tout à la réalité actuelle. La concentration des exploités dans des usines ou des quartiers ouvriers, qui a jadis favorisé cette forme d'organisation dans la mesure où elle pouvait s'appuyer sur une condition d'exploitation largement partagée et sur une certaine "conscience de classe", n'existe pratiquement plus aujourd'hui, du moins sous nos latitudes. Le spectre de la "classe ouvrière" a disparu du panorama social (ce qui ne signifie évidemment pas que les prolétaires, les exclus, les exploités aient disparu). L'ensemble de la production capitaliste, et donc l'exploitation par le travail et les conditions de cette exploitation, ont été massivement dispersées et fragmentées, principalement suite à l'introduction de nouvelles technologies. Nous nous trouvons donc face à une toute autre réalité qu'il y a seulement quelques décennies.

Contrairement aux organisations de masse centralisées, nous proposons la création la plus diffuse possible de groupes de base autonomes et auto-organisés. Des groupes qui peuvent être constitués partout où des personnes partagent une certaine condition d'oppression, mais de manière temporaire et évolutive. Ces groupes n'ont donc pas pour objectif de croître à l'infini, mais de mener une lutte active et auto-organisée dans un rapport de conflictualité permanente, sans négociations visant à alléger ou même supprimer certaines

« Les uns voudront une grande concentration de forces, les autres une immense dissémination de forces ; les uns proposeront la formation d'un corps colossal capable d'attaquer et de faire face à l'État, les autres défendront la création d'un nombre illimité de petits corps ou groupes au milieu desquels, comme dans une toile, le monstre finira fatalement par être pris. En d'autres termes, tout le terrain se trouvera divisé entre les révolutionnaires aux pratiques autoritaires, et les anarchistes, qui au problème de l'action répondront : Anarchisme. »

Carlo Cafiero, 1881

conditions d'oppression. Afin de conserver leur autonomie, ils reposent sur l'indépendance vis-à-vis de tout parti et de toute organisation politique, ainsi que sur le refus de la délégation. L'action directe et l'initiative individuelle constituent leur force motrice.

Cette conception diffuse de la lutte correspond aussi à l'aspiration d'une révolution *sociale* et pas seulement *politique*. En effet, on ne peut pas combattre la domination simplement en prenant d'assaut le Palais d'Hiver ou le Parlement. La domination se manifeste dans tous les domaines du quotidien, à travers d'innombrables institutions, fonctions, modèles de pensée, relations et comportements. Il faut donc la combattre avec de grandes comme avec de petites actions, partout et au quotidien.

Un autre facteur plaide en faveur d'une conception diffuse de la lutte sociale : l'évolution de la structure capitaliste elle-même. La flexibilisation et la décentralisation de l'économie par la liquidation des grands complexes industriels et une fragmentation de la production ont aussi pour conséquence que les artères qui assurent le fonctionnement du système (transports, énergie, communication etc.) sont massivement dispersées, et donc plus vulnérables et possibles à attaquer de manière décentralisée...

L'objectif d'une diffusion la plus grande possible de groupes et d'individus agissant de manière autonome (qui peuvent aussi naturellement se retrouver lors de moments massifs) repose ainsi sur une conception de la force qui s'oppose de manière asymétrique à la force brute, quantitative et centralisée du pouvoir.

#### AUTOGESTION

**S**i nous abordons la question de la révolution sociale, nous devons aussi nous poser celle de l'autogestion dans une société sans Etat et sans gouvernement. A mon avis, cette question doit également être reconsidérée à la lumière des changements de ces dernières décennies.

L'objectif des anciennes structures syndicales révolutionnaires, y compris anarchistes, était de construire les bases de la société libérée à venir, c'est-à-dire après avoir arraché les moyens de production aux capitalistes, en autogérant la production sans chefs et sans propriété pour le bien de tous. Aujourd'hui, l'introduction des nouvelles technologies dans pratiquement tous les domaines de la production a conduit, en plus des ravages mortels produits par l'industrie nucléaire, chimique et de l'armement, à une démultiplication de la spécialisation, de la hiérarchie et de l'aliénation. Nous devons donc nous demander si nous voulons réellement conserver cette production. Je pense pour ma part que la majeure partie des structures productives actuelles ne peuvent être organisées dans un sens libertaire et ne devraient donc pas être autogérées, mais détruites.

La liberté ne peut plus simplement signifier l'autogestion de la société sans Etat. Elle doit être l'autogestion d'une nouvelle vie sur de toutes autres bases, et ne doit donc pas avoir peur des ruines.

Et un des points de départ pour les bases autogestionnaires nécessaires à une société libre (selon le vieux principe communiste : à chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins) pourra justement être les expériences disséminées de groupes de base autonomes qui, dès aujourd'hui, expérimentent dans leur lutte l'auto-organisation autonome.



#### INSURRECTION

**C**omme nous aspirons à un bouleversement fondamental de la société existante, notre action, sous ses innombrables formes, en mots ou en actes, légale ou illégale, individuelle ou collective, vise à favoriser – à plus ou moins long terme – les actes insurrectionnels nécessaires à un tel bouleversement. Par bouleversement, j'entends le fait de secouer et de chasser l'habitude séculaire de l'autorité, de l'Etat et de ses institutions, au profit d'une auto-organisation directe dans tous les domaines, reposant sur le soutien mutuel et l'autonomie d'individus décidant librement de se regrouper. Ce bouleversement ne se produira évidemment pas comme par magie au moment de l'insurrection, mais une rupture violente du cours normal des choses pourra lui procurer l'espace et le temps nécessaires.

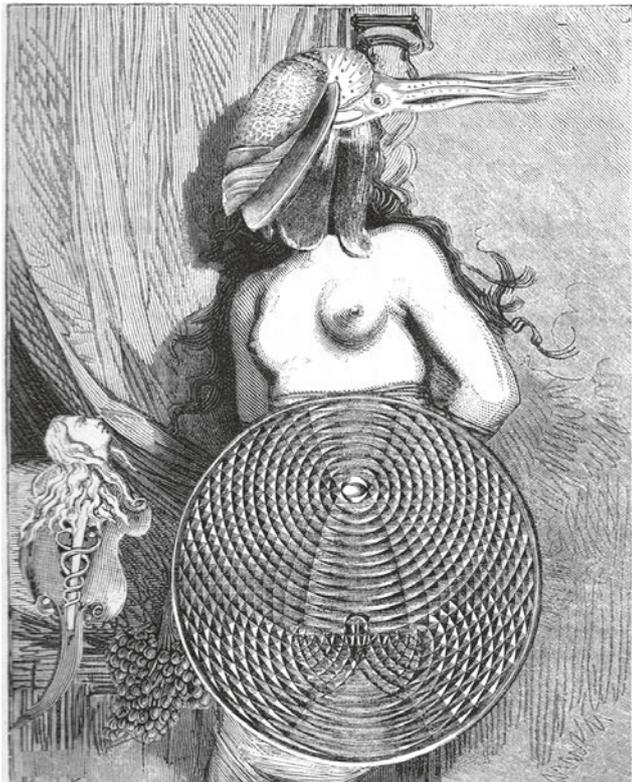
Par ailleurs, l'insurrection est également nécessaire pour attaquer concrètement ce qui rend l'Etat possible et éviter ainsi qu'il ne resurgisse : j'entends par là la destruction des services et équipements administratifs (archives, données d'identité etc.), financiers (registres de propriété, réserves d'or nationales, etc.) et répressifs (structures policières et militaires, prisons, tribunaux, etc.), ainsi que la fin du monopole de la violence (par l'armement généralisé)...

Il est évident qu'une révolution sociale n'est pas le fait d'une seule insurrection, de quelque Grand Soir quelque part dans le futur, mais qu'il s'agit d'un processus lent et permanent qui commence avec notre action aujourd'hui, et au sein duquel les insurrections ne constituent qu'une phase d'accélération, la phase d'un possible *saut*.

Je parle d'un processus permanent, dans le sens où la liberté n'est pour moi pas un état qui peut être installé et conservé au sein d'une "structure". C'est une tension, un élan des individus recréant constamment le monde. En ce sens, en cas d'insurrections et de révolutions, il est également nécessaire de continuer à combattre sans trêve ceux qui tentent d'imposer une nouvelle domination, un nouveau régime, un nouvel état figé, trahissant à nouveau l'élan vers la liberté. Car tant qu'il y aura des gouvernements, quelque soit leur forme et même s'ils prétendent agir au nom de la liberté, ils s'imposeront par la force à certains. Et comme le disait un vieil anarchiste : tant que tous les hommes ne sont pas libres il ne peut y avoir de liberté, et dans ce cas je ne le suis pas non plus complètement.



# Balade souterraine



# FLUX ET REFLUX

Un flâneur, août 2014

## Métropoles

*« Que signifient par exemple des phrases comme "la défense du quartier", "ma cité", "pas de police dans nos rues", sinon une appropriation de l'idéologie de la détention ? Comment peut-on définir "sienne" la taule qui a été construite contre nous ? Les quartiers sont le reflet de la détention à laquelle nous sommes condamnés, et des rapports qui nous ont été imposés. En tant que tels, ils appartiennent au pouvoir. Et de tout ce qui appartient au pouvoir, il n'y a rien à sauver. »*

Bref voyage dans la prison sociale,  
juillet 2009

On dit souvent que la ville est en train de devenir une grande prison à ciel ouvert, avec son urbanisme totalitaire et son architecture concentrationnaire où un bâtiment ressemble toujours plus à un autre. Grilles, sas, caméras, gardes armés, guichet où on justifie de son identité, couloirs impersonnels et portes closes configurent les HLM comme les hôpitaux, les tours de bureaux comme les universités, les usines comme les casernes, au sein d'un plus vaste espace quadrillé de check points à chaque carrefour névralgique (aéroports ou autres gares et places qui délimitent une zone pauvre d'une autre plus riche). Au fur et à mesure, la métropole parisienne est ainsi devenue un cadre géographique rigide parsemé d'entraves et de camps interconnectés, entrecoupé de systèmes de contrôle d'accès visibles ou intégrés, obligeant les indésirables à justifier en permanence leur légitimité à se trouver dans une zone réservée (au business, au shopping, au transit de marchandises, au stockage de main d'œuvre). Dans cet univers glacé où les rapports sont autant modelés par l'intégration citoyenne que par les flux organisés en zones d'affectation, la sensation de se retrouver enfermé dehors est toujours moins une métaphore de la critique radicale, et toujours plus la réalité de millions de pauvres.

En dehors des moments de fièvre, dans cet espace parisien où les interstices sauvages ont été considérablement amoindris de-

puis plusieurs décennies, la plupart des luttes urbaines de ces dernières années se sont généralement concentrées sur la solidarité active avec les derniers arrivés ou sur le phénomène de gentrification qui touche les quartiers dits populaires. Pour ne prendre que celui de Belleville à l'époque moderne, la première vague brutale date des années 50 à 70, lorsque les taudis et petits immeubles d'avant 1871 ont été remplacés par des copropriétés et des tours de logements sociaux, dont les nouvelles populations appartenaient déjà à des couches plus aisées que celles délogées (80% des anciens habitants de la Place des Fêtes ont été chassés entre 1958 et 1975). Depuis les années 80, Belleville subit une nouvelle gentrification, avec d'un côté la technique de rachat des vieux immeubles pour les laisser volontairement pourrir sur pied et justifier par la suite leur reconstruction, et d'un autre le remplacement de locataires pauvres par de petits propriétaires issus des classes moyennes. Ce n'est donc peut-être pas un hasard si c'est plutôt l'aspect nostalgique du vieux Paris populaire qui l'emporte jusque dans une partie de la littérature radicale, du livre sur la « destruction de Belleville » sorti à l'Encyclopédie des Nuisances en 1994 à l'article sur « Paris gentrifié Paris outragé » paru dans la dernière livraison de la revue *Amer* en 2014.

Pourtant, à ne voir que l'aspect « quartiers pauvres en péril » (avec ses jardins ouvriers ou ses bars), on en est vite réduits à se faire les défenseurs de l'existant précédent – malgré tous les problèmes qu'il posait déjà –, sans plus parvenir à voir le caractère structurant de la métropole, à savoir qu'elle a toujours été bâtie contre nous et qu'il n'y donc a rien à en préserver. Peu à peu, la vieille tension entre la réappropriation d'un environnement aliéné et sa destruction par les insurgés s'efface au profit du premier terme, comme en témoigne le fait de retenir à présent plus volontiers de la Commune de 1871 ses formes d'auto-organisation pourtant dominées par les républicains et les autoritaires (le paiement du racket locatif a par exemple été suspendu, pas aboli), plutôt que l'Hôtel de Ville ou le Palais de Justice livrés aux flammes. Et qu'on ne se méprenne pas ici sur l'ampleur de tels gestes qui visaient alors des lieux de pouvoir effectifs de l'ancien comme du nouveau pouvoir, car quelques décennies plus tard, en 1907, un Albert Libertad proposait encore dans des meetings publics de l'étendre aux usines comme aux logements infects, pour s'emparer des maisons bourgeoises (il fera deux mois de préventive à la Santé pour ces propos-là).

Le problème qui se pose ici, c'est qu'à force de pragmatisme et de repli, il est facile de glisser petit à petit d'une défense pié-gueuse de l'existant à son apologie. Et si cela est assez fréquent en matière de luttes sur des questions environnementales (qu'elle était verte ma vallée avant le projet de train, qu'elle était humide ma zone avant le projet d'aéroport), oubliant que la colonisation et le quadrillage total de l'ensemble du territoire par l'Etat et le Capital ne datent pas d'avant-hier, cette logique ne tarde guère à gagner les luttes urbaines. Là où rien n'est d'évidence assez esthétique pour justifier une telle préservation, c'est du coup la consistance des rapports sociaux –pourtant eux aussi pleinement forgés par la domination quotidienne– qui mène à ces positions. Dans « nos quartiers », on pourrait ainsi défendre sans vergogne le petit commerce ou prôner l'interclassisme face aux méchants spéculateurs, y compris à partir d'un anticapitalisme autonome transformé en logique de territoire. Pour ne donner qu'un exemple de ce pas vite franchi, la brochure récente d'un collectif de lutte de l'est parisien n'hésitait pas à écrire que la ville qui répondait à ses besoins était composée de « *la cantine d'un foyer, un taxiphone, une épicerie, les puces, le marché sauvage des biffins, un squat, un bar où l'on peut regarder un match sans consommer, une épicerie, etc.* », ou qu'« *un propriétaire, un locataire et un squatteur peuvent avoir des intérêts partagés face à ceux qui spéculent sur la ville.* »<sup>1</sup> Si cela peut sembler caricatural, il n'en demeure pas moins que l'absence même de perspective offensive –incluant notamment un regard destructif sur l'environnement urbain– conduit souvent à ce genre d'impasses, et ne permet en tout cas pas d'approfondir un dialogue au sein de la guerre sociale avec tous ces anonymes organisés sous forme de groupes affinitaires mobiles qui, comme en novembre 2005, étendent régulièrement leur horizon incendiaire non seulement aux bâtiments publics et autres zones industrielles, mais également aux repaires commerçants en tout genre. Au sein d'un espace comme la ville, organisé autour de la circulation marchande et du contrôle, il nous semble que c'est en s'en prenant directement à elle, plutôt qu'en spéculant sur le petit profit des uns contre le grand profit des autres, qu'on pourra mettre fin à cette logique.

Pour ce faire, au-delà de bâtiments spécifiques qu'on peut étudier pour y déceler des failles, au-delà des tentatives de « *débusquer des passages parmi les choses et des complicités entre les êtres* » comme le proposait la première partie de ce texte (*Points de passage*, voir numéro précédent), on peut même, une fois n'est pas coutume, baisser les yeux. On découvrira alors peut-être qu'une bonne partie de l'alimentation des infrastructures de cette grande prison à ciel ouvert transite par là. S'il ne fallait citer qu'un exemple, éclairage public, caméras de vidéosurveillance, transports en commun, conditionnement et distribution des aliments, distributeurs bancaires, réseau internet et de téléphonie mobile et même nombre de bureaux et d'administrations (portes et sas automatiques, appareils de reconnaissance biométriques, ordinateurs), sans même évoquer les commerces et leurs alarmes ou rideaux automatiques, dépendent entièrement des réseaux de distribution d'électricité...

## Etudes

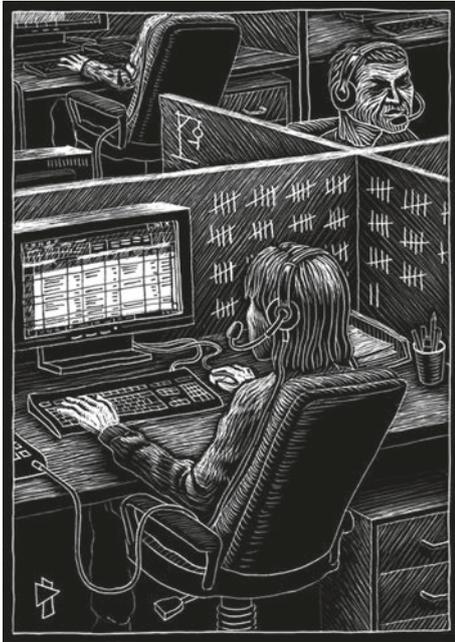
C'est en regardant où on met les pieds qu'on risque de s'apercevoir que le trottoir parisien est parsemé de plaques rondes, carrées, rectangulaires, noires ou grises, de fonte ou d'acier, isolées ou en couple, qui toutes portent d'étranges inscriptions. Une fois décryptées, on comprend vite que toutes ouvrent sur un autre monde, celui des réseaux souterrains. Forts de leurs 2400 kilomètres de galeries, les égouts de Paris doublent par exemple toutes les rues en sous-sol. Ils sont non seulement parcourus de canalisations, mais également truffés de réseaux de communication modernes installés les uns après les autres : poste pneumatique, téléphone et fibre optique (internet fait

souvent l'objet de couloirs spécifiques moins profonds, mais pas toujours). Lors de l'installation de plus de 1000 caméras dernier cri dans les rues de Paris en 2011, basées sur la technologie de la fibre optique, n'importe quel flâneur un peu attentif pouvait ainsi se concentrer un peu plus loin que sur leur emplacement immédiat (la carte avait d'ailleurs été rendue publique par les flics) et tenter de trouver les nœuds qui les reliaient entre elles, selon des bouches d'égout qui restaient ouvertes plusieurs jours d'affilée.

Pour comprendre l'organisation de ces réseaux souterrains, on peut paradoxalement se fier au premier d'entre eux, la télégraphie ou poste pneumatique, qui a fonctionné pendant près d'un siècle (entre 1868 et 1984) dans les égouts de la capitale. Basé sur un système d'air comprimé et de vide, ce système permettait de faire circuler des tubes contenant cartes-télégrammes et lettres d'un bureau de poste à l'autre (130 en tout) à travers un réseau de tuyaux de 467 km de long. Des facteurs tubistes se chargeaient ensuite à pied, à vélo puis en vélomoteur d'ache-miner en main propre le pli fermé à domicile. De l'intérieur de Paris, on pouvait ainsi envoyer un message écrit qui était délivré dans l'heure à son destinataire (jusqu'en proche banlieue). Initialement utilisé pour passer des ordres en Bourse, gérer des rendez-vous amoureux ou d'affaires dans la bonne société, il a été réapproprié massivement à l'heure où le téléphone était loin d'être généralisé, jusqu'à 30 millions de plis transportés en 1945 et encore 419 000 en 1984, avant d'être remplacé par le télex ou les services postaux de livraison en moins de 24h puis les livreurs à scooter. A une époque aussi où la plupart des téléphones accessibles (dans les bars, restaurants ou hôtels) des quartiers populaires étaient sur écoute, les *petits bleus* –rapides et sûrs– permettaient également à la canaille de s'organiser par le biais de messages normaux et anodins mais codés.

Ce qui nous intéresse ici, c'est que comme pour les flux actuels, le pneumatique était déjà organisé sous forme de réseaux (plusieurs étoiles connectées entre elles, dont chaque centre était lié à la présence d'ateliers de force motrice), et que le pouvoir disposait du sien en parallèle. Ce réseau autonome, qui est toujours entretenu en cas de crise majeure, dessert cinq ministères (Défense nationale, Affaires étrangères, Intérieur, Départements et Territoires d'outre-mer, Postes et Télécommunications), l'Assemblée nationale, le Sénat, le Journal officiel et le Service des transmissions de l'Armée. Mais comme d'autres, il est composé de *nœuds* qui peuvent le mettre à mal, comme l'ont par exemple montré ces astucieux braqueurs qui ont réussi à quinze reprises entre 2006 et 2010 à brancher un puissant aspirateur sur l'un d'entre eux –celui du réseau de tubes pneumatiques des supermarchés Monoprix qui collecte l'argent de chaque caisse jusqu'à un coffre central–, récoltant près de 600 000 euros au passage.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'Etat a planqué ses nouveaux systèmes internes derrière des noms poétiques comme Rimbaud (*Réseau InterMinistériel de BAse Uniformément Durci*) pour les 4500 dirigeants reliés par téléphone, ou Isis (*Intranet sécurisé interministériel pour la synergie gouvernementale*) pour son internet privé destiné à 1000 hauts-fonctionnaires ou militaires (deux cents ordinateurs dédiés sur trente sites à Paris, dont le principal est sous les Invalides, à côté de la Tour Mercure où se trouve le centre de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, opérationnel depuis juin 2013). Pourtant, comme le précisait benoîtement un article du porte-voix de tous les pouvoirs lors de son inauguration, « *ISIS et son réseau de fibres optiques emprunte les "chemins" souterrains déjà tracés par France Télécom* »<sup>2</sup>. Tout cryptés et sécurisés qu'ils sont, ils transitent comme les autres à l'intérieur de canaux particuliers... qui empruntent les mêmes égouts que les autres, même si ceux-là sont certainement un peu plus nauséabonds que d'ordinaire.



## LES MURS DE LA VILLE

La prison n'est qu'en apparence l'exception à la règle : le crime accompli ou l'innocence punie sont en fait la société toute entière, où chacun punit l'autre pour la faute d'exister, et où tout être pensant est au moins une fois par jour traversé par la question : « Pourquoi m'ont-ils mis ici ? Qu'ai-je fait ? » Et l'envie d'évasion, terriblement obsessionnelle, est la même que celle du détenu. Peut-être, même plus intense.

L'évolution du système pénitentiaire, avec la construction d'autant de nouveaux espaces de punition, a un sens qui n'est pas uniquement « plus d'humanité et de rééducation » au lieu d'infliger des souffrances. La distance, la séparation, qui a toujours été très forte, entre la ville et sa prison est toujours moins importante, parce que l'habitant de la ville ressemble toujours plus (travail, famille, université, hôpital, discothèques, théâtres, stades) au détenu d'une prison-modèle auquel on octroie des permissions de sortie (week-end, vacances) avec l'obligation de rentrer à jours fixes, auxquels on n'échappe pas.

Même la « promenade » est le reflet de la ville en prison, et de la prison à l'intérieur de la ville. Regardez les gens dans les zones piétonnières, fortifiées par la végétation comme des gardiens, leur triste va-et-vient dans les centres commerciaux, chargés d'achats inutiles et pourtant obligés, les gens surveillés par des caméras de surveillance dans les magasins et à l'extérieur, contraints de passer dans un détecteur de métal pour entrer dans une banque, contraints d'oblitérer leur ticket de métro, de cracher à tout bout de champ l'ignoble sécrétion de l'identité personnelle qu'est le numéro de sécurité sociale. Pensez-vous qu'il y ait beaucoup de différence avec une prison ?

G. C. , novembre 2000

### Explorations

« Dans un futur proche, disons d'ici dix ans, la majorité des informations qui voyagent aujourd'hui par ondes, voyageront par câbles. Avec le temps, les transmissions par ondes pourraient même entièrement disparaître. Ces câbles seront en fibre optique et se diviseront entre ceux de type terrestre et ceux qui sont sous-marins... La domination des télécommunications, en empruntant sa forme technologique toujours plus adéquate, se diffuse en réseau sur le territoire, c'est-à-dire qu'elle a pour objectif (nécessaire pour elle) de couvrir tout l'espace possible. C'est sur ce chemin obligé que nous pouvons l'attendre au tournant. »

Canenero (Florence), 3 mars 1995

Les rats et les cafards sont les véritables habitants de nombreuses villes comme Paris. Pourtant, ce ne sont pas les plus hostiles, en tout cas pas plus que les uniformes qui infestent les rues, pas plus que tous les marchands formels et informels qui prétendent en régir l'usage, et pas moins que l'armada de larbins qui prétendent administrer nos vies. Gardiens de parcs ou contrôleurs des transports, inspecteurs des poubelles ou vigiles de supermarchés, assistants sociaux ou concierges, patrouilleurs municipaux ou voisins vigilants, pions dans les bahuts ou maquereaux de quartier, services d'ordre ou videurs de bars, tous s'inscrivent dans un ordre placé sous le règne de la marchandise et de l'autorité. Un ordre qui ne fonctionne pas à travers la seule force, mais tout autant sur la participation volontaire de tous.

Interrompre le temps du capital pour ouvrir l'espace de la subversion, indispensable rupture de la normalité vers un possible bouleversement des rapports sociaux, signifie également comprendre comment il se matérialise. Bombardement d'informations, circulation effrénée de marchandises humaines plus flexibles que jamais, stocks en mouvement par containers entiers pour suivre une production à flux tendu<sup>3</sup>, consommation sans fin de biens aussi vite périssables qu'obsolescents, course à la nouveauté technologique et évasion éphémère dans des succédanés ludiques et culturels, l'utopie d'une vie sans temps mort d'il y a quelques décennies s'est transformée en survie à temps plein dans un océan de passivité. Mais comme cela a déjà été dit ailleurs, c'est aussi dans cette circulation accélérée et continue (de biens, d'informations, d'humains, de données) que réside sa fragilité, parce que sa réalité n'est plus uniquement concentrée dans quelques lieux névralgiques et surprotégés reliés entre eux, mais diffuse à travers tout le territoire, et à la portée de tous.

L'organisation en réseaux et leur interconnexion est certes censée garantir une souplesse en permettant la multiplicité de combinaisons et de trajets alternatifs en cas de blocages ou de pannes, mais elle suppose en contre-partie un nombre considérable de nœuds et de relais sur lesquels il est possible d'agir. De plus, la dépendance accrue à un maillage sans fin d'antennes et de câbles (électriques ou en fibres optiques) liée aux changements robotiques, informatiques et numériques de la production et du contrôle, introduit certes d'un côté une dépossession généralisée, mais rallonge d'un autre le temps du retour à la normale en cas d'extension des interruptions volontaires. Plus il y a besoin de spécialistes pour remettre en fonction n'importe quelle structure endommagée, et plus aussi leur savoir est parcellaire, c'est-à-dire qu'il nécessite toute une chaîne de coopérations pour être efficace, et plus ces concentrés de technologies sont fragiles.

Sans même aller jusqu'à prendre un système complexe bourré d'électronique comme un véhicule moderne (locomotive de train/tram, navire marchand, engins agro-industriels) ou une unité productive robotisée, la simple réparation d'une ligne à fibre optique (internet, télévision numérique, caméras de vidéosurveillance, données bancaires, signaux de commande, datacenters) nécessite non seulement de réinstaller des longueurs de câble dans des emplacements parfois souterrains, mais surtout de microsolder fibre-à-fibre chaque portion à l'aide de connecteurs (un tel câble normal dans les égouts de Paris contient par exemple 288 fibres, ceux de fibre optique "noire" pour les entreprises en contiennent jusqu'à 864). Vu la durée de ces réparations et ses contraintes en terme de maintien du trafic métro et RER (travail nocturne entre 1h30 et 4h30 du matin), la RATP a par exemple choisi d'installer à la fin des années 90 des câbles d'à peine 36 fibres chacun, quitte à les doubler de chaque côté des voies, afin de collecter ses données en temps réel, dont les images de ses 6000 caméras. Moins de fibres donc, mais du coup plus de lignes de câbles et d'armoires de connexion...

Outre la durée et la technicité nécessaires en cas de coupure, ces tentacules technologisées souterraines désormais indispensables au fonctionnement du capitalisme moderne rencontrent également un problème de déperdition en cours de route, ce qui oblige notamment à installer des relais sur les lignes électriques ou des répéteurs sur celles à fibres optiques, créant autant de nœuds vitaux intermédiaires. Pour amplifier le signal, un câble internet sous-marin comporte par exemple une ogive d'un mètre sur trente centimètres – à un million de dollars l'une – tous les cent kilomètres, tandis qu'un câble internet sous Paris comporte un boîtier de raccordement tous les 300 mètres. De plus, afin de contrôler leur stabilité, de pouvoir déterminer la localisation précise d'un problème et de procéder à une intervention, toutes ces longueurs enfouies sont également pourvues de milliers de regards, aérations, trappes et autres ouvertures (30 000 regards d'accès implantés tous les 50 mètres pour les égouts). Autant de dizaines de milliers de points d'accès impossibles à surveiller, pour qui sait observer.

Arracher du temps aux impératifs de la domination (travail, école, télévision, prothèses technologiques, etc.) ; transformer le temps social en un moment de rupture afin qu'il cesse d'être uniquement celui de la concurrence, des obligations et de l'ennui, et devienne celui d'une liberté qui permet imagination pratique et enthousiasme projectuel, discussion et auto-organisation ; disposer d'un temps différent et nécessaire par une rupture de la normalité du rythme quotidien du capital, tout cela n'est pas quelque chose d'abstrait. Qu'il s'agisse de se défendre, de survivre, de rendre des coups ou d'attaquer, l'expérience quotidienne d'une domination vécue sur sa propre peau nous fournit nombre d'indications sur cette réalité matérielle d'un temps vécu sous forme de flux continus à interrompre.

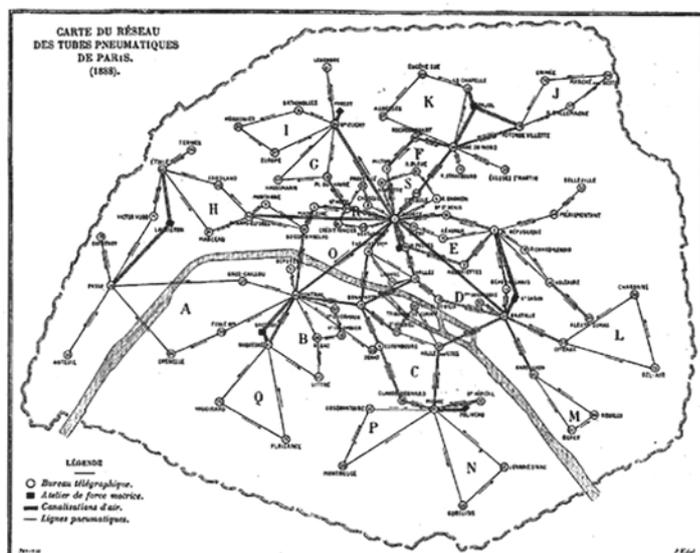
Lors de l'émeute d'un quartier de Valence (entre Lyon et Marseille) en juillet dernier, en plus de mettre hors-service telle ou telle caméra de vidéosurveillance, c'est le transformateur électrique du coin qui a été saboté, plongeant le quartier dans le noir, ce qui a offert plus d'agilité aux révoltés pendant trois nuits d'affilée. Le 23 juillet, l'incendie du poste d'aiguillage de Vitry-sur-Seine a totalement interrompu le trafic ferroviaire entrant et sortant de la gare parisienne d'Austerlitz (vers sa périphérie comme vers les villes d'Orléans ou Tours). Et le 23 février 2013 déjà, entre les gares de Sèvres et Ville d'Avray vers 4h du matin, l'incendie d'un poste-relais avait entièrement détruit les installations électriques et informatiques commandant les feux de signalisation, les aiguillages et les systèmes de sécurité des lignes U et L du RER de la capitale, bloquant leur fonctionnement pendant plus d'un mois. Le 28 août dernier à Sainte-Eulalie (Gironde), la section d'un seul câble stratégique de fibre optique le long de la

voie de chemin-de-fer a rendu muets la quasi totalité des nœuds de raccordement d'internet haut-débit (nommés DSLAM) de plusieurs réseaux concurrents (SFR, Free, Numericable) dans les cinq départements voisins : Creuse, Haute-Vienne, Corrèze, Dordogne et Lot. Enfin, au soir du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2007, les relais de télévision et de radio de Millau avaient été sabotés, interrompant dans cette zone rurale le flux du bavardage médiatique qui distille jour après jour la résignation et l'acceptation de notre place dans la société, celle de moutons qui travaillent, consomment, votent et obéissent. La grande foire aux opinions et le bombardement incessant de mensonges et de promesses des maîtres se sont tus, ouvrant peut-être un espace à d'autres types de discussions.

## Perspectives

En réalité, les exemples pratiques d'antagonisme, la quantité d'infrastructures du capital et de l'Etat en métropole comme ailleurs, ou les connaissances sur leur localisation diffuse ne font pas défaut. Ce qui semble le plus souvent manquer est plutôt le fil ténu entre les idées et le regard, c'est-à-dire la perspective. Etrangement, les deux premiers termes sont pour leur part déjà liés entre eux par une même racine étymologique (*idein* signifiait d'abord « voir » avant de donner « idée »), peut-être parce que la capacité visuelle, la vision, renvoie à une faculté imaginative de préfiguration, celle du monde que nous voulons ou en tout cas ceux dont nous ne voulons pas, à commencer par l'existant. Et c'est ainsi que nous pourrions nous regarder vivre jusqu'à la mort avec de belles idées en attendant que d'autres, ou que beaucoup d'autres selon les goûts, se mettent en branle.

Avoir une perspective nous semble par contre quelque chose d'encore différent, quelque chose comme la projection d'un possible chemin à parcourir vers un objectif, qui pourrait par exemple se donner sous forme de rupture insurrectionnelle. Nourrir des perspectives avec des analyses de la réalité changeante qui nous entoure et avec des projets de lutte, les alimenter en hypothèses subversives capables de débarrasser le terrain de la domination pour ouvrir celui de la liberté, est finalement aussi ce qui peut donner du sens à sa propre vie – une et unique –, sans tomber pour autant dans l'idéologie ou dans l'activisme. Certes, pour qu'idée et action aillent de pair sans séparation ni grand écart, pour porter son regard un peu plus loin que la surface des choses, efforts, expérimentations et fantaisie sont sans doute nécessaires, mais n'est-ce pas également ce qui permettrait d'ouvrir de nouveaux chemins où la passion de la destruction pourrait bien en même temps se révéler une passion créatrice ?



1888, Paris  
Carte du réseau pneumatique

1. Collectif Prenons la ville, *L'En-Ville* (Montreuil/Bagnolet), avril 2013, p.43 & p.6
2. *Le Monde*, 27 novembre 2007
3. Voir Soudain, *un inconnu vous offre un conteneur. Transport maritime & production mondiale*, Premier cahier, novembre 2012, 80 p.

# LA DEUXIÈME LIGNE



**DES CHEMINS BIEN CONNUS  
ET DES POSSIBILITÉS INCONNUES**

NN, Munich, avril 2013

Un nouveau projet de transports de proximité est prévu pour les prochaines années à Munich : en plus des nombreuses rénovations de gares de métro et de RER, une deuxième ligne doit être construite. Celle-ci doit permettre de transporter plus de gens plus vite et de décongestionner le reste du réseau, vu que Munich continue de s'accroître. Dès l'annonce de ce nouveau projet, il y a des années déjà, un certain mécontentement citoyen s'est exprimé contre les coûts à venir qui s'élèveraient à des milliards d'euros, et contre le chaos de circulation et le désordre que provoquent les chantiers dans le quartier. Plutôt que de protester uniquement contre leur planification et leur mise en œuvre, pour réclamer une politique de construction plus respectueuse et durable, nous voulons pour notre part questionner la fonction des transports publics et leur extension permanente.

Dans un quotidien complètement encadré, nous devons courir de lieu en lieu pour tenir notre emploi du temps et accomplir toutes nos obligations. Nous allons de notre domicile au travail, à l'école ou à la fac, pour ensuite nous rendre au supermarché ou au centre commercial, dans une institution ou une administration, dans un restaurant ou un snack, et s'il reste encore du temps, peut-être aller chez des copains, au gymnase, au parc, en discothèque ou dans la rue commerçante.

Pour la plupart de ces trajets nous devons nous en remettre aux transports en commun, à leur mobilité sécurisée, rapide et ponctuelle. Ce sont les transports qui font le lien dans notre agenda du jour avec nos obligations, ils nous garantissent l'exécution de tous les devoirs à accomplir. Ils sont donc essentiels à notre fonctionnement quotidien, et lorsque se produisent des retards ou des interruptions, c'est tout notre emploi du temps qui vacille. Nous arrivons alors trop tard ou peut-être pas du tout au travail, à l'école etc.

Mais les transports publics ne sont pas que fondamentaux pour notre quotidien et nos trajets du jour, ils structurent aussi la ville toute entière. Les employeurs, toutes les entreprises et institutions pour lesquelles nous travaillons, nos profs et directeurs, tous les gens ou administrations avec lesquels nous avons rendez-vous, tous ceux qui nous attendent sur le pont à une certaine heure, tous comptent sur nous et sur la fiabilité des transports. L'ensemble de la ville est reliée par ce réseau ; son agenda comme son emploi du temps dépendent de ce dernier. Il représente la logistique, le transport, l'infrastructure, le lien de l'économie urbaine, car c'est grâce à son fonctionnement que les travailleurs arrivent sur leur lieu de travail et que le quotidien de la cité se déroule sans heurt.

Tous ont donc évidemment intérêt à optimiser toujours plus les liaisons de proximité. Des connexions et des flux plus rapides, de meilleurs trains et bus, plus de lignes et de stations, des gares et des tunnels plus classes, sans compter une planification et une technique plus étudiées. Tout avance afin que nous travaillions plus vite, que nous consommions plus vite, que nous mangions plus vite, que nous apprenions plus vite, que nous dormions plus vite et que nous nous amusions et vivions plus vite. Ce progrès tente de nous convaincre que tout s'améliore en permanence et que nous nous trouvons sur une voie de perfectionnement qui nous procure toujours plus d'avantages. Nous semblons nous trouver dans un processus qui est à la fois le résultat de projets progressistes antérieurs et qui nous prépare sans cesse à de meilleures conditions de vie.

Pourtant, critiquer ce processus en ce qu'il nous vole notre liberté et notre auto-détermination ne peut se résumer à tenter d'influer sur sa réalisation pour lui faire prendre une autre direction. Critiquer les transports à cause de la surveillance ou des contrôles n'a pas plus de sens que de réclamer un système de transports gratuits sans surveillance. Si nous voulons aussi nous révolter contre le contrôle et la

surveillance, c'est sans perdre de vue la fonction générale des transports publics et leurs effets sur nos relations sociales. Nous évader de notre emprisonnement quotidien signifie interrompre ce processus du progrès et ouvrir ainsi de nouveaux sentiers.

Les transports de proximité ne nous contrôlent et ne nous surveillent pas qu'à travers leurs innombrables yeux électroniques et contrôleurs, ils ne se limitent pas à nous prendre du fric des poches et à ressembler à un terrain militaire avec leurs patrouilles de flics et les vigiles de métro ; non, ils reflètent aussi notre rapport à l'environnement, notre rapport au mouvement, spatial et temporel. La ville devenant un réseau de stations et d'arrêts, tout ce qui se trouve entre les deux se transforme en simple passage. Nous ne bougeons plus que d'un but à l'autre, en survolant aussi vite et efficacement que possible cet entre-deux. Il ne s'agit que de laisser le chemin derrière soi pour atteindre la destination. Mis à part le fait que ces destinations sont des endroits où nous faisons quelque chose pour de l'argent ou achetons quelque chose contre de l'argent, que ce sont donc des lieux du capital, nous renonçons sur ce chemin à toute possibilité autodéterminée de mouvement. Nous nous contentons de nous faire transporter sans pouvoir errer à notre gré, explorer et découvrir de nouveaux territoires, prendre conscience de notre environnement, le transformer et le laisser nous transformer. Protégé du dehors, le chemin n'est plus le but depuis longtemps, car il n'y a apparemment plus rien à découvrir en sillonnant le désert urbain. Tout est dominé par la circulation, et tous se pressent sans trêve ni repos pour aller quelque part, car chacun sait ce qu'il a à faire. La circulation devient un obstacle insurmontable pour les rencontres, car l'isolement ou la mise en cases des

individus dans l'espace rend impossible toute forme de participation ou de coopération.

D'ailleurs, la fonction de l'espace et donc du métro est si clairement définie que cela supprime la possibilité de lui donner un autre sens ou de l'utiliser à notre guise d'une autre manière. L'ouverture de l'espace, la profondeur infinie de ses possibilités sont détruites en même temps que nous sommes dépossédés de la capacité d'en décider, d'y participer, de le créer. La programmation comportementale obtenue par ce biais, les parcours démembrés et l'isolement des individus, des voyageurs, ne laissent pratiquement aucune marge pour donner un autre sens à cet espace. Cet affaiblissement et ce manque de liberté n'ont pas besoin de chef ou de directeur qui donne des ordres, puisque chaque personne attribue son insatisfaction à sa propre perception, à son comportement et à son interprétation de son environnement, se voyant confortée en cela par son voisin muet.

Notre emploi du temps imaginaire nous tient bien en main ou du moins nous sentons son haleine chaude sur notre nuque, et notre parcours à travers le no man's land citadin ne nous laisse aucun moment pour bouger à loisir, aucune spontanéité. Reste tout juste la décision impulsive de consommer quelque chose. Les chemins que nous suivons sont toujours liés et déterminés par un contexte social qui nous impose ses conditions. Nous voilà privés de la possibilité de concevoir nos mouvements comme un voyage, libre d'objectifs définis, de rendez-vous, d'unités de mesure, de chemins rectilignes et de plans fixes.

Les transports en commun sont l'expression de cette vie isolée, rationalisée et axée sur l'efficacité, où le temps manque

---

## Une indication pour tous

---

*Pendant une dizaine de jours en juin 2014, une partie des travailleurs de la SNCF s'est mise en grève contre l'énième réforme ferroviaire. Au cours de cette période, plusieurs sabotages diffus aux méthodes variées se sont produits en gare comme sur les voies, notamment contre des infrastructures du réseau : siège régional de la SNCF, câbles de signalisation ou poste d'aiguillage. Un exemple que lorsque les faits parlent d'eux-mêmes –malgré leur minimalisation par le pouvoir–, il n'est pas besoin de revendication, et qu'ils peuvent donc appartenir à tous.*

*Si la dernière attaque, celle de juillet à Vitry, a eu lieu la nuit même du vote définitif de la réforme à l'assemblée nationale, elle n'en reste pas moins significative : même en dehors des mouvements sociaux, saboter le train-train quotidien reste à la portée de chacun.*

**16 juin, Laon** (Picardie) : avant son départ à 6h30, plusieurs tuyaux d'air servant au freinage d'un train sont sectionnés entre la locomotive et le wagon suivant, et entre d'autres wagons du convoi, entraînant la fermeture du système de frein et immobilisant donc le TER 849908 Laon/Paris sur les rails. Les voyageurs ont dû en prendre un autre, deux heures plus tard. La SNCF signale d'autres sabotages en divers points du réseau de Picardie.

**16 juin, Oise** : peu avant 7h du matin, des câbles sont sectionnés à Champagne-sur-Oise ainsi que sur le tronçon entre les gares de Nointel et Presles, provoquant plusieurs pannes de signalisation. Les trains ont été contraints de ralentir fortement leur vitesse.

**19 juin, Paris** : 600 mètres carrés de la direction régionale de la SNCF partent en fumée vers 2h30 du matin. Situés au 2ème étage de la gare de Lyon, le long du quai A, ces bureaux sont gravement endommagés par un « *incendie d'origine suspecte.* »

**23 juillet, Paris** : l'incendie du poste d'aiguillage de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) provoque l'interruption totale du trafic au départ et à l'arrivée de la gare d'Austerlitz : RER C (entre Invalides et Juvisy-sur-Orge), Intercité et TER à destination ou en provenance de Tours, Orléans et Paris Austerlitz. Survenu vers 4h30 du matin, il a obligé la SNCF à couper l'alimentation caténaire par mesure de sécurité sur toutes les voies. L'entreprise parle d'abord d'« *incendie criminel* » avant de se rétracter.

pour les activités et les découvertes spontanées et autonomes, qui n'entrent pas dans le cadre d'un programme de travail ou de loisirs. C'est pour ces raisons que le système de transports a été installé ; vu la nécessité d'une infrastructure efficace et rapide pour l'économie, il a été construit et développé en lien avec ces exigences capitalistes. L'introduction des transports en commun reflète la société qui les a produits, en même temps que cet instrument technologique transforme les relations entre les individus de cette société et leur environnement. Ainsi, les transports reproduisent bien plus un rapport social, un système que ce que la société en a fait. Le système de transport n'est pas une infrastructure neutre, susceptible d'apporter un goût de liberté ou autre. Le bus qui doit nous emmener au travail a été construit selon les points de vue de l'efficacité rationnelle, du profit, de la discipline et de l'ordre et il empruntera toujours ces traits. Même si nous ne devions pas payer de ticket et si nous n'étions pas observés par les yeux méfiants des caméras et des contrôleurs, ce trajet en bus représente une perte de conscience proche du somnambulisme.

Mais il ne s'agit pas ici de fixer à l'avance si, dans un monde sans domination, sans capital et sans logique du profit, les tramways et les bus continueront d'exister. Nos rêves ne connaissent ni programmes ni prescriptions, pas plus qu'ils ne souhaitent mettre de limites à la destruction des structures de domination. Il s'agit seulement de considérer le système de transports en tant que lien et réseau logistique du capitalisme, de la domination et de nos contraintes quotidiennes. Si nous voyons les choses de cette manière et que nous nous posons également la question des possibilités d'attaque, de sabotage et d'action directe, nous pouvons regarder de plus près l'organisation des transports de proximité. Ils sont eux aussi composés de liens, de pièces interdépendantes. L'intégrité de chaque pneu, de chaque câble, de chaque rail, de chaque conduite, de chaque véhicule et de chaque voie est la condition nécessaire au bon fonctionnement des transports. Si un de ces éléments est endommagé, cassé, bloqué, rendu inutilisable ou détruit, cela amène immédiatement à des interruptions, à des retards, à un bordel qui va des petites altérations dans le flux des affaires jusqu'à l'effondrement possible de toute l'infrastructure. Les éléments de ce château de cartes peuvent se trouver partout, car le réseau s'étend à travers toute la ville, et ils sont donc attaquables partout de multiples manières, rapidement, simplement et discrètement.

Chaque attaque, chaque instant où quelqu'un a découvert comment interrompre cette circulation, chaque grain de sable dans l'engrenage provoque une décélération et occasionne une faille, un espace pour des actions qui sinon ne seraient pas possibles. Que notre métro ne marche pas ne veut pas dire que nous devions attendre qu'il refonctionne. Dans ce laps de temps où nous ne pouvons pas arriver à nos rendez-vous et où nous échappons à nos obligations, nous pouvons saisir cette interruption comme une possibilité d'utiliser l'espace libéré et lui donner un sens : étendre cette décélération dans l'espace et le temps.

Tout comme ces insurgés bloquent ailleurs la production, les transports, les autoroutes et les carrefours pour empêcher un retour à la normale et que tout reprenne son cours, ces moments d'interruption peuvent ici aussi, au quotidien, ouvrir pour nous la porte à toutes les possibilités et à tous les projets.

Alors faisons des plans et tramons des idées enflammées !



# PAR LA FENÊTRE

NN, juin 2013

**LE SIFFLET** du chef de train, l'alarme sonore, des portes qui se referment. On part. Le train avance lentement, laissant la gare derrière lui. Il y a une énorme métropole à traverser avant de déboucher dans la campagne. Je n'ai pas envie de lire, je n'ai pas sommeil : je regarde dehors par la fenêtre. Le regard erre un peu, et puis mon attention se concentre sur ce que je peux voir le long des voies. De longs murs et de puissantes colonnes colorées de dessins, remplis de tags. Il y en a pour tous les goûts. Déclarations d'amour, insultes, sigles, fanatisme sportif. Parfois apparaissent des slogans au son familier : « Liberté pour tous », « No Tav », « Bloquons tout »...

**PENDANT** que le train avance en paressant, je n'arrête pas de penser à ces graffeurs militants qui, à l'ombre de la nuit, escaladent les grillages et évitent les caméras de surveillance pour parvenir jusque-là, à deux pas des rails. Combien de temps doivent-ils passer pour figurer ces tags, pour tracer le contour de ces lettres en gros caractères ? Des heures ? Je ne sais pas. Je sais seulement qu'à côté d'eux, derrière et devant eux, au-dessus et au-dessous d'eux, s'étend tout un enchevêtrement de câbles, fibres optiques, vannes, boîtiers électriques... En se trouvant au bon endroit et au bon moment, il suffirait de quelques secondes pour passer de l'exhortation à l'action. Et pourtant... Peut-être que ces infrastructures sont trop fines pour écrire sa rage dessus. Personne ne la lirait.

**ON A DÉPASSÉ** la métropole, le train prend maintenant de la vitesse. Le paysage alentour a changé, il n'y a plus d'immeubles déprimants et de routes engorgées, mais plutôt des plaines, des bosquets et des sentiers. La beauté de la nature est devant mes yeux, mais ils sont désormais fixés sur les voies, couvertes en permanence de dalles de béton qui recouvrent des rigoles dans lesquelles courent des câbles et des fibres. De temps en temps, un transformateur électrique-relais passe devant mes yeux. Parfois petit, parfois grand. Parfois près d'une habitation, parfois perdu au milieu de la campagne. Puis des pylônes, des antennes, et tant d'autres objets et structures. Et cela tout au long du voyage, sur des centaines et des centaines de kilomètres.

**JE SUIS** sur le point d'arriver. Le train ralentit, pénètre dans une autre métropole. Là aussi les graffeurs se sont donnés du mal. Ici aussi les habituels slogans « Liberté pour tous », « No Tav », « Bloquons tout »...

**LE TRAIN** est maintenant arrêté. Le voyage est terminé. Je prends les bagages et j'attends d'entendre l'alarme sonore des portes qui s'ouvrent. Je descends, et tout en me dirigeant vers la sortie, je souris à l'idée que ça fait parfois du bien de rester à la fenêtre.

# L'AGE DES FOSSOYEURS

Homère, juin 2014

*Mercredi 4 juin 2014, 15 h 02. Paris. Palais de la Découverte. Une tentative de court-circuitage de la propagande radiieuse de l'Andra a été menée. Le noir total n'a pas été atteint. Le texte suivant a été abandonné dans ce temple français du scientisme.*

Au nom de la science, le Palais de la Découverte s'efforce de former les humains que la mafia nucléaire veut laisser à ce monde. Sa pédagogie voudrait formater des enfants qui joueraient au poker avec des cartes durcies au mercure radioactif sur un parquet du château de Versailles verni par le même procédé en avalant de la Vache-qui-rit ionisée.

Le Comité d'experts de l'exposition rassemble des membres du CEA, de l'IRSN, de l'ASN, un colonel du DICO (délégué à l'information des affaires nucléaires et à la communication de la Défense), d'EDF, de l'Académie des sciences, de l'Union des professeurs de physique et chimie par ailleurs directeur du département dudit Palais de la Découverte, etc. Mais c'est l'Andra (agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) qui signe le copyright.

La transformation d'uranium en énergie repose sur une idée simple et violente. On peut accélérer le temps en agitant un minimum d'espace. L'industrie nucléaire n'utilise pas une denrée énergétique naturellement à sa disposition ; elle la fabrique en séparant les noyaux atomiques. C'est ainsi qu'elle intensifie la productivité des machines, la circulation des échanges et l'aménagement du monde et son emprise sur nos existences. Mais l'histoire ne peut pas abolir l'irréversibilité du processus de désintégration. Le fantasme purement économique de faire beaucoup de choses avec trois fois rien tombe dans la réalité de tout son poids, non sans que ses dégâts n'ouvrent de nouveaux marchés.

La schizophrénie nucléaire poursuit sa fuite en avant. Du côté rayonnant, la France, ce pays fier et sûr de lui qui prétend contrôler toute la chaîne nucléaire, des mines aux déchets en passant par les armes, construit les EPR qu'elle ne sait pas achever et relance sa technologie explosive au sodium du surgénérateur dont le brevet est français avec Astrid. Cependant l'ombre avance après Tchernobyl et Fukushima. La pourriture du royaume nucléocrate voit revenir les prurits de l'espace à la gueule du temps programmé. Les nucléocrates ne peuvent rien à la contamination, qu'il n'est possible que de déplacer et qui ne se nettoie pas. C'est pourquoi l'exposition explique, sur le ton du brouillage scientifique, que la radioactivité est naturellement partout et que donc, ainsi soit-il, autant en rajouter.

Ils expliquent donc comment on peut vivre en contexte morbide, c'est-à-dire survivre, donc se surveiller mourant un peu chaque jour. Il leur faut désormais raconter aussi



qu'on tue les tumeurs grâce au Nuclear for Health sans se préoccuper de leurs origines. Pour effacer l'arrière-goût des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ils racontaient que le Nuclear for Peace avait remédié à la guerre qu'on disait froide. Au Japon, à l'avant-garde du désastre depuis 2011, le négationnisme emprunte le vocabulaire d'un psychiatre comme Shinichi Niwa : « *Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations.* »

L'effort pédagogique de l'Andra est évidemment lié à la décision politique de l'État français de vendre ses déchetteries à vocation mondiale, puisque au dépôt de La Hague est censée s'ajouter la poubelle en sous-sol de Bure, en Lorraine. Le démantèlement est un marché prometteur. Rappelons, par exemple, que l'Allemagne voisine, où 9 réacteurs tournent pour encore quelques années, s'apprête à devenir un gros pourvoyeur de déchets, que La Hague accueille des cargos poubelles du Japon et que les 58 réacteurs hexagonaux sont voués au démantèlement, non pas du fait d'une prise de conscience dont se targueront les écolocrates, mais à cause de leur péremption due à l'incapacité de n'importe quelle machinerie à échapper au processus de désintégration qu'elle contient.

Le déni de responsabilité porte la cause sur les phénomènes naturels. Il y aurait des erreurs non humaines, comme un tsunami... et des humains qui en subissent les effets. Et c'est comme tel que l'exposition s'adresse au visiteur en l'invitant à évaluer ses risques de morbidité radioactive en se mesurant sur un pèse-personne.

« Ô Muse, conte-moi l'aventure de l'Inventif »  
Chant I, L'Odyssée  
Homère



# Je vous SOULHAITE à tous DE BEAUX CANCERS

À la rédaction de *Science et vie*  
Aux sieurs Vincent Nouyrigat  
et Frédéric Pajak

Messieurs,

C'est avec un dégoût mêlé de pitié que j'ai aperçu la une de votre magazine [« *Accident nucléaire. Comment la France s'y prépare ?* », septembre 2014]. Afin de connaître plus en détail l'étendue de ce désastre culturel et politique – en attendant la catastrophe radiologique annoncée – je me suis forcé à lire cette chose.

Je sais depuis longtemps que le monde radioactif dans lequel les experts de la question entendent nous faire vivre se déploie inlassablement depuis Los Alamos, en dépit de tout. Je sais aussi que l'Etat, en France, est actionnaire majoritaire de l'industrie nucléaire, y compris et surtout de l'armement, dont les réacteurs fabriquent, entre autres, le plutonium et autres saletés qui lui sont nécessaires. Je sais aussi que les Français, en dépit de la terreur qu'une industrie de la radioactivité suscite chez tout humain un peu conscient de la vie et des enjeux, sont fiers comme des coqs de leur « savoir faire » nucléaire et de leur armement. Ils pourront toujours venir pleurnicher, le moment venu, sur leurs cancers et leurs beaux terroirs détruits avec le même savoir-faire.

Quelques mois avant Fukushima, *Science et vie* (juillet 2010) nous expliquait que « la vie reprend le dessus » à Tchernobyl. On y causait biodiversité et génomique de bazar, on traitait sur le même plan incendies de forêts et irradiation des territoires, la vie humaine et sociale était à peu près absente des doctes réflexions des pacificateurs

mis à contribution. Aujourd'hui dans un prétendu « après Fukushima » — comme si l'affaire était réglée — les industriels de la radioactivité ont décidé de changer leur missile d'épaulé. Depuis le temps que les Verts et autres citoyens avides de transparence et de consommation dans le confort hurlent à la désinformation, à l'omerta, les radieux experts font amende honorable : la catastrophe est non seulement fort probable, imminente mais, surtout, *elle est dans l'ordre des choses*. Ils ont fini par admettre qu'on ne pouvait plus le cacher. Et, bien sûr, les « acteurs » du nucléaire et la protection dite civile nous garantissent qu'ils sont prêts à gérer au mieux un Fukushima français.

Autre nouveauté, non des moindres, les grands manitous de l'atome ne garantissent plus rien du tout, simplement qu'ils feront, au fond, ce qu'ils pourront. C'est-à-dire pas grand-chose sinon nous confiner et organiser notre consentement à la vie en milieu irradié. Ce que tout observateur, même négligent, sait de longue date. Mais cet aveu seul suffirait à l'enterrement du nucléaire.

Ce changement d'attitude dont vous faites état dans votre dossier marque un achèvement dans l'habitude à l'horreur. Plutôt sexy pour une époque placée, paraît-il, sous le signe de la rationalité et de la « science » : vie assistée par ordinateur, OGM, surveillance tous azimuts, guerre spatiale, climatique, pillages hystériques des ressources etc. Après tout il est logique d'accepter enfin *officiellement* que l'industrie atomique est contre la vie puisque la majorité semble impuissante face aux armes à déchets « appauvris », au calvaire des mineurs d'uranium au Niger et ailleurs ou au

spectacle d'enfants-balises japonais élevés avec des dosimètres.

Vous me rétorquerez que vous ne faites là que votre travail de journalistes et, assurément, votre dossier est exhaustif. Vous jouez même avec quelques petites transgressions nécessaires, comme cette remise en question du modèle prédictif probabiliste officiel qui voulait nous faire croire, à l'aide d'une équation à deux sous, que l'éventualité d'une catastrophe était presque nulle. Ou les questions sinistres et évidemment sans réponse que vous posez ici et là, afin de montrer qu'on ne vous la fait pas. Vous donnez la parole à une horde d'experts et contre-experts, illustres ou non ; personne ne pourra vous accuser de ne pas être objectifs. Vous roulez même un peu les mécaniques en évoquant des « questions que jusqu'ici personne n'avait osé poser ». Comme si avant vous personne ne s'était jamais inquiété de rien, mais la mémoire historique n'est pas ce qui vous étouffe. Des décennies de mouvements antiguerre, antibombe, antinucléaire, une longue série de désastres civils avec leur cortège de médecins et de chercheurs, sans parler de la Guerre froide et de ses centaines de tirs nucléaires qu'il était convenu d'appeler « essais », tout cela n'est rien en regard de votre sottise prétention journalistique à révéler... ce que vos donneurs d'ordre consentent à révéler. Ce qui, au passage, rejette dans les ténèbres toute révélation antérieure, éclipsée par votre génie d'enquêteurs.

Mais la réalité est bien plus sordide : vous êtes salariés, aux ordres, vous n'avez de liberté de parole que celle consentie par vos donneurs d'ordre via votre rédaction. N'ayant pas cette limitation, j'ai ici le mauvais goût de

ne parler qu'en mon propre nom et celui de tout humain qui n'en peut plus de ce monde où seule la marchandise conditionne la vie et la mort, où la soumission à tous les diktats morbides de l'économie, aux impératifs de la guerre pour l'énergie, l'organisation de la peur et de la haine sont de règle.

Votre dossier est donc destiné à nous faire accepter l'inacceptable, puisque Jacques Repussart de l'IRSN l'a dit : « il

*faut imaginer l'inimaginable »*. Ceux qui posaient encore récemment aux maîtres de l'atome ont enfin compris qu'il leur fallait avouer une bonne fois pour toutes : qu'ils nous tiennent tous en otages, pro comme anti, au nom du « progrès » technique dont on nous rebat les oreilles et qui est désormais le seul horizon qui fasse sens pour une société qui n'en a plus. Que nous avons intérêt à filer doux et à accepter avec reconnaissance notre rôle de victimes

consentantes, puisque la majorité a déjà tout accepté au nom de la mythique *indépendance* énergétique.

Je vous souhaite à tous de beaux cancers.

*Un irradié non consentant,*  
Saclay, le 14 septembre 2014

## S A B O T A G E S



**Doel (Belgique), 5 août 2014.** Un sabotage met à l'arrêt la centrale nucléaire pour au moins six mois. L'ouverture volontaire d'une vanne sur la turbine à vapeur dans la partie non-nucléaire du site a fait s'écouler 65 000 litres d'huile vers un réservoir souterrain destiné à la récupérer en cas d'incendie. Manquant de lubrifiant après cette manœuvre, la turbine à haute pression a surchauffé et s'est automatiquement arrêtée, définitivement hors-service.

**Catalogne (Espagne), juillet 2014.** Dans une lettre, des opposants à la ligne à haute-tension MAT, qui reliera les centrales nucléaires françaises avec le marché énergétique d'Espagne et du Maghreb, rendent public de nombreuses actions diffuses et variées qui ont eu lieu pour saboter les travaux en cours. Destruction et sabotage de grues, de bulldozers, d'excavatrices et de véhicules tout-terrain des entreprises qui effectuent les travaux, blocage des routes menant aux chantiers, déboulonnage des pylônes en construction,...

**Bessines-sur-Gartempe (France), avril 2014.** Le musée de la Mine, propriété d'AREVA, multinationale française du secteur nucléaire, est touché par un incendie nocturne. Ce musée a précisément été installé là où l'AREVA a exploité pendant des décennies une mine d'uranium. L'action intervient aussi après une énième découverte d'irradiation dans la région. Déjà un an auparavant, le 12 juillet 2013, jour de l'ouverture au public du musée de la Mine, un train habituellement utilisé pour le transport de conteneurs d'uranium appauvri destinés à être stockés à Bessines avait déraillé à Fromental, une commune située à proximité. Une éclisse, pièce métallique reliant deux rails, avait été délibérément enlevée, et le sabotage revendiqué par des antinucléaires.

**Contentin-Maine (France), décembre 2013.** Des sabotages de pylônes en construction sont revendiqués : « *Electricité de France (EDF) érige une nouvelle ligne THT (Cotentin-Maine) en vue d'écouler l'énergie du futur réacteur « EPR » de Flammanville. Ceci marque la poursuite du programme nucléaire français. Nous nous y opposons, agissons et le sabotons en son point faible, son réseau de distribution. Il y a quelques jours, plusieurs pylônes de la ligne ont été déboulonnés. Tant que le nucléaire s'étendra, nous saboterons.* »

**Saint-Mihiel (France), octobre 2012.** Trois portes d'un barrage de régulation de la Meuse ont été sabotées. 40 000 m<sup>3</sup> d'eau se sont vidés, laissant deux bateaux de plaisance sur le flanc et faisant une vague de deux mètres de haut. Le ou les saboteurs ont dévissé les flexibles d'huile de deux énormes vérins hydrauliques qui commandent deux des trois portes du barrage. Après réparation, le niveau d'eau est revenu à la normale. La Meuse est particulièrement surveillée parce que ses eaux en aval servent notamment au refroidissement de la centrale nucléaire de Chooz, dans les Ardennes, qui doit être stoppée dès que le débit n'est plus assez important.

QUE D'IMAGES SPECTACULAIRES de la centrale de Fukushima en feu, que de mises en scène de «sauvetages» épiques, que d'angoissants nuages radioactifs doit-on gober sans réagir !

Que de débats stériles entre politiciens sur les différentes alternatives pour répondre aux appétits dévorants du développement industriel, que de prétendus discours raisonnables pour des mesurées qui ne remettent rien en cause ! Autant de mascarades pour recouvrir d'un voile opaque l'aberration du nucléaire. Il est grand temps de briser la vitrine qu'il représente et de mettre fin à toute cette merde. Derrière l'horreur de cette catastrophe sans précédent dont on a pas fini de compter les morts, c'est l'acceptation à un niveau mondial du nucléaire qui se joue.

(...) L'Etat tient le rôle du pompier pyromane. Il est celui qui a mis en place tout ce merdier et qui fait maintenant mine d'être le protecteur, le seul à pouvoir assurer la sécurité des populations.

Jamais le monde tel-qu'il-est-et-qu'il-ne-faut-surtout-pas-renverser n'avait trouvé de meilleur garant. Un possible figé qui, à part connaître l'empoisonnement et la militarisation de cette planète, verra à peu près toujours les mêmes en haut et les autres en bas, les mêmes qui « savent » et les autres qui suivent.

Ce qu'ils craignent réellement, ce n'est pas le désastre en cours et à venir, ce ne sont pas non plus les appels de leurs sbires citoyennistes à une « meilleure » gestion de l'existant, tous parlent encore la même langue du mal nécessaire.

Ce qu'ils ont par contre à redouter ce sont des luttes contre le nucléaire et le monde qui va avec.

Parce qu'ils nous voudraient tous cobayes résignés et désespérés. Parce que la liberté commence par le sabotage de ce monde qui nous détruit.

Ni cobayes ni moutons

*La routine du désastre, 19 mars 1911*

# C'EST LA GUERRE...



NN, 1er octobre 2014

Le 15 septembre 2014, lors de la « conférence de paix » de Paris, vingt-deux Etats ont lancé une nouvelle coalition de grande ampleur car, comme chez Orwell, « la guerre c'est la paix ». Cette fois, c'est en Irak et en Syrie qu'elle aura lieu, pour contrer le nouvel ordre d'un Etat non conventionnel (le califat) qui empiète sur certaines plates-bandes en s'imposant avec force lois, dollars, police et bains de sang. L'artillerie démocratique qui se déchaine contre Daech entonne le refrain de la *guerre au terrorisme*, pour bien souligner qu'il n'est pas question de mettre le nouveau venu sur le même plan que ses concurrents siégeant à l'ONU. L'occasion faisant le larron, et les circonstances des ennemis d'antan de nouveaux alliés, l'Iran ou les Kurdes – y compris le PKK qui figurait pourtant en bonne place sur la liste internationale des organisations terroristes – se voient quant à eux provisoirement inclus dans les rangs des armées du Bien au service des valeurs de la civilisation. La propagande d'Etat est au poste, chargée de nous faire entrer dans le crâne le bien fondé de ces revirements et la nécessité absolue de *nous défendre* contre ce qui constitue aujourd'hui LE danger, LA barbarie absolue. Faire de l'ennemi un monstre justifie d'ailleurs par avance au nom du « moindre mal » les « dommages collatéraux » dévastateurs qui, quoi qu'on dise, font partie intégrante de ces guerres « *justes et propres* ». Les pilonnages restent des pilonnages, et l'uranium appauvri des bombes tue toujours à petit feu en empoisonnant pour longtemps la terre et tous les habitants du coin.

Pendant ce temps, experts économiques et militaires nous expliquent à quel point ce type d'intervention constitue un espace d'entraînement et de démonstration de la qualité du matériel national (Rafale en tête). Il paraît même que cela fait augmenter les ventes en flèche, bien au-delà de tous les salons Satory, et que cela crée des milliers d'emplois.

Parallèlement à cela, le 16 septembre l'assemblée nationale a voté la nouvelle loi antiterroriste à la française, élargissant encore la notion de « menace », étendant la définition aux « *entreprises individuelles* » et reprenant le bon vieux concept d'« *apologie du terrorisme* » qui relevait de la législation sur la presse depuis la fin des lois scélérates. De manière générale, faire passer certains délits (tels que des dégradations matérielles) sous juridiction antiterroriste permet le durcissement des procédures policières, des peines et des conditions de détention. Les nouveaux dispositifs prévoient en outre l'interdiction préventive de quitter le territoire et la suspension administrative de sites internet. La figure bien pratique du « terroriste » – à géométrie variable puisque s'en excluent évidemment des Etats qui ne rechignent pas à appliquer la terreur de

masse – sert, comme vient de le souligner le sinistre de l'Intérieur Cazeneuve, à faire le lien pour mieux s'en débarrasser, entre ennemis extérieurs et intérieurs.

Cette nouvelle intervention militaire s'inscrit dans ce qui fait désormais partie de l'insupportable routine.

D'un côté, les commémorations de la grande boucherie de 14/18 viennent vendre la fin des conflits à l'ancienne sur le sol européen, à grands renforts de louanges sur les vertus de l'UE et de l'intégration en son sein – sans s'attarder pourtant sur la terreur nucléaire, pilier de cet équilibre plus que précaire (l'Ukraine nous le rappelle). De l'autre, les massacres de ces mêmes armées ailleurs sont soit totalement occultés, soit noyés dans le flux continu d'une succession ininterrompue d'événements mis à distance – ce qu'on appelle *l'actualité*. Sur les écrans et dans les esprits se bousculent les images de Syrie, de Palestine, du Soudan qui se voient brutalement remplacées par telle ou telle intervention des forces armées nationales accourant restaurer ou maintenir un ordre qui ne peut être que le meilleur possible – de l'Irak et l'Afghanistan jusqu'à la Centrafrique et le Mali.

Ce que recouvre la novlangue actuelle, c'est la fin de l'illusion de conflits limités dans le temps, marqués par la traditionnelle déclaration d'une guerre dont on célébrera cérémonieusement la fin. La plupart du temps, les interventions militaires « proprement » dites sont suivies par des opérations de « *maintien de la paix et de sécurisation* » qui durent des dizaines d'années (que l'on songe par exemple à l'ex-Yougoslavie ou à l'Afghanistan...). Ces occupations qui ne disent plus leur nom, n'en signifient pas moins la poursuite de l'écrasement à large échelle et nous renvoient à la sentence d'un agent reconnu du pouvoir : « *la guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens* » – et vice-versa...

En même temps que les limites temporelles et géographiques de la guerre s'effacent peu à peu, elle continue à envahir, insidieusement mais sûrement, nos vies.

Ce n'est peut-être pas un hasard si, en parallèle, la chape de plomb du fatalisme et de la résignation se fait toujours plus lourde. C'est elle qu'il faut aussi briser, sans pour autant tomber dans la dictature de l'émotion ou dans des interprétations qui reprennent les catégories et la langue des maîtres.

Trop souvent, la première pousse en effet à des réflexes conditionnés qui, au nom de l'urgence à sauver des *victimes*, conduisent à appuyer l'un ou l'autre camp dans la bataille pour le Pouvoir. Au passage « peuples », mouvements politiques de toute obédience,

voire dirigeants sont mis dans le même panier. Et cela peut aller jusqu'à accepter de fait, voire à réclamer des pressions – et parfois jusqu'à l'intervention armée ! – de certaines puissances, considérées soudain comme des « alliées » en vue du soi-disant règlement rapide d'un conflit particulier. Comme si elles avaient jamais pu apporter quelque solution qui puisse nous satisfaire... Quand aux conjectures géopolitiques à perte de vue, en ramenant tout à des enjeux qui nous dépassent sur le grand échiquier international où nous ne serions que des pions, elles entretiennent le sentiment qu'il faudrait avant tout percer les secrets des marionnettistes qui tirent les fils, et faute de mieux se contenter de commenter leurs mouvements (« soyons réalistes, nous ne pouvons influencer le cours des choses »).

Pour sortir des impasses vers lesquelles nous poussent les images choc, les sites complotistes et les stratégies de haut vol, il nous semble indispensable de retrouver les fils d'analyses et de pratiques qui nous permettent d'avoir quelque prise et d'agir selon nos propres perspectives sur ce qui nous entoure.

Dans ce sens, on peut noter que le prétendu chaos agité sous nos yeux comme un épouvantail correspond au délitement d'un certain statu quo post-colonial reposant lui aussi sur bien des charniers, certes moins médiatiques. Dans cette recomposition en cours, des forces réactionnaires – pas si nouvelles que ça – qui adoptent les oripeaux militaro-religieux ou brandissent l'étendard de l'ordre existant, ont profité de l'écrasement des soulèvements populaires de ces dernières années pour éliminer toute velléité de liberté. L'évolution de la situation en Syrie montre d'ailleurs comment pousser à la guerre civile fait toujours partie des stratégies des puissants pour mener des mouvements révolutionnaires sur des fronts qui marquent leur échec. Par delà les frontières, le message est clair : toute tentative de bouleversement social est condamnée d'avance et ne peut mener qu'à la guerre de tous contre tous. En s'imposant, la logique militaire vise et participe à la débâcle des perspectives et des rêves d'émancipation sociale. Dans un même mouvement, il apparaît toujours plus clairement que la paralysie des projets révolutionnaires contribue à l'avancée de ceux de la domination. Face à cela, ce serait évidemment une erreur de céder à l'air du temps et de mettre en sourdine nos as-

pirations. Les moments où des insurrections, venant se rappeler au bon souvenir de tous, secouent l'ordre établi, sont certainement plus enthousiasmants et plus favorables pour tenter d'y faire écho et de les étendre. Mais il importe tout autant de maintenir ces possibilités vivantes lorsque la répression sanglante tente de mettre tout le monde au pas. Le choix crucial qui se pose alors est soit d'opter pour une stratégie de repli ou d'évitement du conflit pourtant déclaré, soit de continuer à soutenir clairement et directement le combat contre l'autorité. Au milieu de la tourmente, en 1916, des anarchistes internationalistes déclaraient : « *Le seul moyen de mettre fin à la guerre, de prévenir toute guerre, c'est la révolution expropriatrice, la guerre sociale, la seule pour laquelle nous puissions, anarchistes, donner notre vie.* »

L'organisation et le règne de la peur auxquels on nous somme d'adhérer, ne serait-ce que par une passivité résignée, sont destinés à garantir la paix sociale, c'est-à-dire la guerre quotidienne de l'exploitation, le renforcement de la domination et son l'extension à tous les aspects de la vie. En cela, la guerre ne constitue pas une activité séparée et circonscrite dans le temps de l'Etat, elle fait partie de son essence même et de sa structure. Les interventions militaires à tel ou tel endroit doivent donc être abordées comme la polarisation – selon les contextes à une échelle légèrement ou considérablement plus vaste – d'une même guerre.

Alors que l'affrontement fait rage et que certains prennent les armes pour tel ou tel camp réactionnaire, la question qui se pose n'est décidément pas celle d'un pacifisme qui s'oppose aux conflits en cours en se revendiquant d'une certaine neutralité et en réclamant de manière absurde le retour à une paix aussi fausse que meurtrière. Alors que l'illusion du bien-être pour tous fait long feu, les fissures qui lézardent la façade consumériste doivent être creusées. La production de ce système repose structurellement sur le sang : celui des puits de pétrole d'Irak, des bagnes textiles du Bangladesh, des mines irradiantes du Niger, des champs de soja transgénique du Brésil, etc. Le sang de l'exploitation quotidienne, mais aussi celui qui coule sous les balles chaque fois que des révoltés relèvent la tête contre leur misère. Chaque tour de vis ici ou là doit aussi être compris comme une mise au pas supplémentaire dans cette guerre à outrance qui est livrée et que nous ne pouvons

## Otvét

Les auteurs du *Manifeste des Seize*\* n'arrivent-ils vraiment pas à comprendre que ce n'est pas seulement dans la guerre actuelle mais dans toute guerre qu'on peut trouver – de façon purement formelle – de supposés moindres ou plus grands degrés de responsabilité, et que parmi les belligérants il y aura toujours de moindres ou de plus grands degrés de démocratie ? Ils appelleront donc toujours les moins responsables à se défendre ; ils resteront donc toujours esclaves du slogan honteux : « Armez les canons et placez-les en position ! »

Même à présent, alors qu'ils passent de phrases générales sur le progrès et la menace allemande à des déclarations concrètes sur les possibles conséquences d'une victoire allemande, ils ne font qu'arborer la crainte que la France puisse perdre ses colonies et que l'Allemagne réduise ses

voisins à une oppression économique plutôt que de signer des accords commerciaux avec eux. Et après cela, Kropotkine et les autres auteurs du manifeste déclarent qu'ils sont anarchistes et anti-militaristes comme avant ! Ceux qui appellent la population à la guerre ne peuvent être ni anarchistes ni anti-militaristes. Ils défendent une cause qui est étrangère au peuple travailleur. Ils voudraient placer le travailleur sur la ligne de feu non pas au nom de son émancipation, mais pour la gloire du capitalisme national et de l'Etat. Ils voudraient démolir l'esprit de l'anarchisme et jeter ses morceaux aux laquais du militarisme.

Nous, au contraire, restons à notre poste. Nous appelons les travailleurs du monde à attaquer leurs ennemis immédiats, quels que soient leurs leaders – l'empereur allemand ou le sultan turc, le tsar russe ou le président français. Nous savons qu'en matière de corruption de la volonté et de la conscience du travail, la démocratie

n'a rien à envier à l'autocratie. Nous ne faisons aucune distinction entre des guerres acceptables et inacceptables. Pour nous, il n'existe qu'une seule guerre, la guerre sociale contre le capitalisme et ses défenseurs. Et nous répétons nos vieux slogans qui ont été rejetés par les auteurs de ce manifeste honteux :

A bas la guerre !

A bas le règne de l'Autorité et du Capital !

Vive la fraternité des hommes libres !

Otvét (Réponse)

Groupe d'anarchistes-communistes russes de Genève, août 1916

\* Notamment signé par les anarchistes P. Kropotkine, J. Grave, C. Malato ou C. Cornelissen le 28 février 1916, ce Manifeste reniait les idées anarchistes qui prônaient l'internationalisme et l'insurrection contre son propre gouvernement. Au nom de la logique du moindre mal, il prenait parti d'Etats contre d'autres (les Alliés franco-anglais-russes face à l'Entente austro-allemande-turque).

ignorer. Dans ce cas, il ne sert à rien de rentrer la tête dans les épaules en attendant des temps meilleurs, ni même de tenter de revenir à quelque statu quo antérieur. Au contraire, en laissant le champ libre à ces avancées, l'immobilisme ne fait que contribuer à la disparition progressive de nos marges d'action. Pour tenter de bouleverser cette donne, il s'agit donc bien de déterminer les terrains qui permettent d'étendre l'affrontement et d'attaquer cette logique d'ensemble. Pour cela, forts de nos idées et de nos aspirations de liberté, il est aussi nécessaire d'approfondir les analyses et les recherches afin de mieux connaître l'ennemi que nous voulons combattre, ainsi que de nous (rê) approprier les capacités et les instruments d'intervention directe dont il essaie de nous déposer.

Si nous souhaitons ici dégager quelques pistes qui nous permettent d'avoir quelque prise sur les logiques militaires qui sont à la manœuvre, il reste à celles et ceux qui veulent contribuer à un antimilitarisme antiautoritaire, subversif et révolutionnaire à les expérimenter selon leurs perspectives.

#### LES NÉCESSITÉS DE LA GUERRE

Comme cela a déjà été dit, l'ensemble de ce système repose sur une guerre permanente. Celle-ci prend des formes et des intensités différentes selon les nécessités et les contextes, mais elle n'a jamais cessé ses ravages sur l'ensemble de la planète, au point qu'il serait impossible d'en tenir la sinistre comptabilité. Si l'Europe a plus ou moins connu la parenthèse des « 30 Glorieuses » au sortir du carnage de la seconde Guerre mondiale, il semble bien que cette époque soit révolue et qu'elle ait décidé d'appliquer aussi le mode de gestion militaire sur son sol.

L'intervention de l'OTAN dans les Balkans de 1999 avec tous ses corollaires en terme d'occupation en a constitué un exemple frappant. Sous couvert d'une « guerre humanitaire », prétexte auquel n'ont pu croire que des cerveaux complètement lessivés, c'est la destruction en règle d'un des vestiges de l'ancien ordre international qui a été menée pour accélérer encore l'avancée du rouleau compresseur capitaliste. La captation et le transport des ressources énergétiques fait indéniablement partie des points névralgiques de ce système qui les dévore avec le même empressement qu'il broie des vies. En l'occurrence, l'accès au pétrole et au gaz de la Mer Noire et l'implantation d'oléoducs et de corridors paneuropéens était un des intérêts immédiats en jeu. Par ailleurs, qui dit destruction, sous-entend aussi, à plus ou moins longue échéance, reconstruction – quelques experts bien avisés ajouteraient que l'énormité des contrats de la seconde sera proportionnelle à l'ampleur de la première. Ainsi, le programme de reconstruction massive en ex-Yougoslavie a-t-il permis de donner un coup de fouet à l'économie de l'UE et quelques entreprises françaises n'ont pas manqué d'en profiter (principalement Bouygues et Vivendi, mais aussi Spie-Batignolles, ainsi qu'EdF, la RATP, la Générale des Eaux...). Le modèle Plan Marshall a aussi fait des petits, sur le mode « *civi-*

*lian military cooperation* », fournissant encore une belle part du gâteau façon nouvelle zone d'influence à nombre d'Etats en lice. A plus long terme, cette guerre a donc permis d'assurer le processus de modernisation et d'intégration (restructuration) des Balkans dans la zone européenne.

Les Etats eux-mêmes ne cachent pas le fait que les opérations militaires représentent un marché juteux. En même temps qu'ils se lamentent sur l'énorme quantité d'obus qui, depuis la Première guerre mondiale, continuent leur œuvre de mort en contaminant terres et nappes phréatiques avec leurs tonnes de métaux lourds, les médias –voix de leurs maîtres– se délectent de la hausse des exportations d'armes françaises (les commandes nouvelles d'armements à l'exportation ont grimpé de 43% en 2013, confortant la France à la quatrième place mondiale derrière les Etats-Unis, la Russie et le Royaume-Uni). Dans l'implacable logique des puissants, le « *plus jamais ça* » 100 ans après la grande boucherie (une fois le délai de prescription passé) va de pair avec l'essor de ce secteur d'avenir et du nombre d'emplois qu'il génère – 40 000 pour les seules ventes d'armes à l'export.

Cependant, au delà des intérêts immédiats à conquérir ou à défendre certains territoires (que l'on songe par exemple à l'enjeu pour l'Etat français d'une entreprise comme Areva au Niger), ce serait une erreur de réduire les objectifs de guerre aux seuls facteurs économiques.

Tout comme le patriotisme sert depuis des lustres de facteur de cohésion interne en rassemblant les troupeaux sous les drapeaux, le militarisme est une nécessité pour imposer le cours normal de la domination.

#### ENNEMIS EXTÉRIEURS/ENNEMIS INTÉRIEURS

Le parallèle entre ennemis intérieurs et ennemis extérieurs ne date pas d'hier. En France comme ailleurs, les conflits armés menés hors des frontières ont inmanquablement donné lieu à l'établissement (ou au rétablissement) de catégories de dangers potentiels sur le territoire. Être né-e du mauvais côté, ou susceptible d'altérer le moral des troupes, peut suffire pour se retrouver sous le coup de quelque internement administratif. Dès lors, barbelés et check-points ne sont plus fixes, mais peuvent se déplacer selon les nécessités guerrières du moment, au gré de quelconques décrets. Ce n'est pas un hasard si les premiers camps ont ouvert sur le sol européen pendant la Première guerre mondiale, permettant à l'Angleterre d'interner 32 000 étrangers, suspects ou Irlandais, et à la France d'enfermer 70 000 indésirables (femmes de mauvaise vie, étrangers, vagabonds, Alsaciens-Lorrains, repris de justice). La guerre d'Algérie a aussi démontré s'il en était besoin que la torture et l'assassinat peuvent officiellement s'appliquer en masse à toutes celles et ceux qui s'opposent à la sale guerre de l'Etat. C'est même un modèle d'une doctrine contre-insurrectionnelle (largement exporté par ses odieux spécialistes en Amérique Latine dans les années 70) qui vise à éradiquer tout soutien possible aux combattants ennemis. De 1957 à 1961, deux millions d'Algériens ont ainsi été internés de force dans des camps de regroupement, tandis que 14 000 autres étaient internés dans des camps en métropole. De larges pans de la population sont ainsi considérés comme ennemis et traités comme tels : ratissages de quartiers, arrestations de masse, terreur psychologique, éliminations physiques etc. Depuis, nombre de conflits armés dits « conventionnels » (en ce qu'ils opposent des Etats) se sont transformés en conflits « intérieurs », l'écrasement de l'armée adverse ne suffisant plus à établir un ordre satisfaisant. Cela a été le cas par exemple en Irak après 2003, en Afghanistan ou plus récemment en Libye. Par ailleurs, depuis 2003 l'Otan ne fait pas mystère de ses préoccupations contre-insurrectionnelles concernant les métropoles. Grossissant à une allure exponentielle, elles sont à la fois les endroits où se concentrent les nœuds et les infrastructures de la domination et les lieux où viennent s'entasser les miséreux chassés par les coups de boutoir capitalistes. Considérées comme des poudrières en puissance, elles sont donc clairement envisagées comme



les champs de bataille du futur. Leur configuration qui mêle plus ou moins représentations et intérêts du Pouvoir en place d'une part et de possibles concurrents ou adversaires de l'autre donne du grain à moudre aux partisans d'une certaine intervention « préventive ». Pour se préparer à d'éventuels débordements qui ne permettent pas forcément de tirer dans le tas (quoique cette option ne soit jamais véritablement écartée), il s'agit donc de détecter et de cibler les ennemis, non seulement en situation, mais aussi *par avance*. Ce qui se présente comme une adaptation aux nouvelles formes de guerres asymétriques, sans front bien défini, a des implications très concrètes aux quatre coins de la planète : en même temps que les codes pénaux élargissent les champs d'application des juridictions spéciales, les espaces urbains sont remodelés non seulement selon les nécessités de la marchandise, mais aussi pour les besoins militaires et de contrôle. L'usage extensif de la notion de « menace » vient donc justifier l'implantation et l'utilisation généralisée et constante d'outils de contrôle destinés à repérer et à pister les individus, les comportements et les déplacements « anormaux ». De l'arsenal de surveillance hautement technologisé déployé aux frontières de l'Europe à la multiplication des caméras plus ou moins « intelligentes » dans les villes ou de drones (inclus dans les 108 millions d'euros débloqués sur trois ans pour la modernisation de la police), en passant par les mouchards des cartes à puce toujours plus nécessaires aux actes de la vie quotidienne, les exemples abondent. L'argumentaire des autorités étasuniennes

suite aux révélations sur les écoutes de masse de la NSA est aussi éloquent : si on ne sait pas exactement où se cache le danger, il faut bien se donner les moyens de le trouver – logique implacable et malheureusement fort partagée.

Ainsi redouble la traque des individus ou des groupes « à risques », alors que les hiérarchies militaires définissent elles-mêmes le concept de « *conflit de basse intensité* » comme « *un espace ambigu entre la paix et la guerre* ». De manière toujours plus évidente, la guerre est « à la maison ».

#### MILITARISATION DE LA VIE

Le processus en cours de militarisation de l'ensemble de la vie quotidienne ajoute encore de nouvelles strates à l'exigence traditionnelle de rassemblement de la nation derrière son armée.

Cela se manifeste entre autre par la présence accrue de militaires dans les rues sous différents prétextes. Instauré en France à la faveur des attentats de 1995, le plan Vigipirate est désormais un dispositif permanent qui s'applique à « *tous les grands domaines d'activité de la société (les transports, la santé, l'alimentation, les réseaux d'énergie, la sécurité des systèmes d'information...)* ». Il vise « *à associer tous les acteurs de la Nation susceptibles de contribuer à la vigilance et à la protection contre la menace terroriste : l'Etat, les collectivités territoriales, les opérateurs, les citoyens* », néanmoins ce sont bien évidemment les autorités qui décident de son intensité.

## POUR UNE DÉSŒBÉISSANCE INCIVILE

Insoumis et déserteurs de différents pays, nous avons refusé le service militaire ainsi que son prolongement citoyen nommé service civil. *Sans nous\**, ça c'est clair. Mais pourquoi ?

... A une époque, lorsque le service militaire était obligatoire pour tous les citoyens et que la machine de guerre étatique et capitaliste avait besoin d'enrôler les pauvres dans ses armées, le refus de tout uniforme possédait une véritable force subversive. Pendant au moins un siècle, la pensée et l'action antimilitaristes ont représenté le terrain où se sont réalisées les plus sublimes insurrections (de mutineries en sabotages, de défaitisme subversif en fraternisations armées) ainsi que les pires abdications nationalistes. Il n'y avait, encore au milieu des années 80, que les amants de la liberté pour se solidariser avec tous les gestes d'insoumission et de désertion. *Du côté citoyen* – la « citoyenneté », cette idéologie typique de la classe moyenne –, la servilité était partout. Pour les uns, c'était un devoir sacré de défendre la « Patrie » (c'est ainsi que l'Etat se fait appeler lorsqu'il se prépare à massacrer) ; pour les autres, c'était l'idéologie de l'armée populaire « révolutionnaire ». En somme, il n'y avait guère d'intellectuels, en ces temps-là, pour défendre les réfractaires à tous les ordres, *et c'était tant mieux*. Les temps ont changé.

Aujourd'hui, l'armée a ses assassins de profession ; ses casernes se font plus « discrètes », ses appareils de recherche et de contrôle se confondent avec l'ensemble de la production marchande et étatique, ses massacres s'appellent « opérations humanitaires ». Des prisons aux centres de rétentions, du nucléaire à la surveillance informatique des populations, des narcotiques électroniques aux manipulations génétiques, cette société et sa propagande sont une immense machine de guerre. Cependant, aujourd'hui encore, ce sont ses esclaves qui la font tourner.

Qui paye ses impôts ? Qui construit toutes ses cages où l'on enferme les pauvres ? Qui produit ses mille poisons industriels ? Qui élit ses députés, ses administrateurs, ses syndicalistes ? Qui conduit les trains de l'abjection sur lesquels on embarque ses clandestins ? Qui permet à ses troupes de se déplacer ?

Refuser sa propre participation à cette entreprise de domestication nommée « société civile » : voilà l'insoumission, que l'on soit né avant comme après 1979, et quelles que soient les lois en vigueur. Seulement après ce refus on se rendra compte que *ne pas participer* (« sans nous ») ne suffit pas, puisque toutes les soumissions qui s'incarnaient en bloc dans l'armée se sont désormais autonomisées sous forme de technologies, appareils de contrôle, savoir répressif, cages... et qu'il faudra bien passer à l'attaque. Leur machine de mort marche déjà *sans nous*.

L'armée, d'ici peu, n'aura plus besoin de nous dérober dix mois de notre vie pour nous faire accepter l'autorité. Et alors ? L'école, le travail, la foire aux divertissements de masse se sont déjà chargés de prendre la relève. Les soumissions quotidiennes ne sont-elles pas un « oui, chef ! » continu ? Les rejets de la bourgeoisie qui ne veulent pas perdre dix mois de plus avant de passer aux affaires le savent bien. Les prolétaires récalcitrants à l'armée comme au salariat, aussi.

Si la non-collaboration ralentit le sablier, il n'y a que la subversion pour le détruire. Comment s'y prendre ? Pour l'instant, on ne sait qu'une chose. Dans une société d'arrivistes, l'important, c'est de ne pas partir.

*Des insoumis sans patrie,*  
30 septembre 2000

\* En novembre 1997, une nouvelle loi crée définitivement l'armée de métier en suspendant la conscription pour tous les jeunes nés après 1979 : elle est remplacée par la JAPD (*Journée d'Appel de Préparation à la Défense*). Par contre, ceux nés avant 1979 doivent continuer d'effectuer 10 mois jusqu'au 1er Janvier 2003.

En mars 2000 se crée le collectif « *Sans Nous* » afin que la conscription soit annulée pour tous ceux qui restent, en intervenant dans les médias et en organisant plusieurs manifs (ce tract sera distribué à l'une d'elles). En juin 2001, un décret met fin à la conscription, un an et demi avant le délai prévu.

Pour l'instant, aux patrouilles militaires désormais intégrées dans le paysage des métropoles (gares, aéroports, métro), se rajoutent surtout les contrôles accrus de certains bâtiments et le bouclage de zones entières, comme cela s'est par exemple passé à Toulouse au moment de « l'affaire Mérah ». Et ce modèle a de beaux jours devant lui, puisque 3000 militaires (parfois revenus d'Irak) patrouillent avec la police dans les grandes villes italiennes depuis 2008, et que le nouveau gouvernement belge a annoncé en octobre 2014 la création d'un Vigipirate local inspiré d'outre-Quévain.

On assiste par ailleurs à la multiplication d'interventions de l'armée comme réponse systématique à des situations « d'urgence » – définition qui peut s'étendre des inondations et incendies de forêt aux simulations d'attentat ou d'accident nucléaire... Outre les terrains d'entraînement en situation réelle qu'il offre, ce panel d'occasions sans cesse renouvelé permet d'accoutumer l'ensemble de la population à l'administration de pans entiers de la vie par les uniformes de différentes couleurs (du bleu au vert dans le cas de la gendarmerie) : confinement ou évacuations forcées, détermination de dangers annexes comme les potentiels pilliers, etc.

La délégation aux militaires de la gestion « de situations de crise » s'étend inévitablement aux conflits sociaux, dès lors qu'ils menacent le fonctionnement normal du système. Des grèves d'ampleur ne sont pas matées d'entrée « sabre au clair » comme il y a un siècle, mais l'armée s'impose une fois encore comme garante du soi-disant « intérêt commun », assurant le transport régulier du bétail humain lors de grèves de transports, comme en décembre 1988 à Paris (365 camions militaires bâchés assurant la navette des lignes A et B du RER), ou le nettoyage des déchets, comme en octobre 2010 lors de la grève des éboueurs de Marseille (150 militaires du Génie de Brignoles épaulés par la Légion étrangère de Laudun).

Nul besoin de s'étendre enfin sur la confusion croissante entre l'emploi de soldats dans des « missions de police » (ou de redressement de jeunes « inadaptes ») et la militarisation de la police. A grands renforts d'armes létales ou pas et de bouclages répétés, les différentes forces appliquent à des degrés divers la disciplinarisation des corps et des espaces, venant nous rappeler à intervalles réguliers ce que peut être l'état de guerre.

Ainsi, dans un savant mélange de coercition et d'habitation, la mobilisation permanente est décrétée.

Des années de lutte antinucléaire ont mis en évidence l'imbrication des secteurs civils et militaires dans ce domaine. Des Etats nucléaristes comme la France reposent sur la possession et le développement de la force atomique qui structure l'ensemble de l'organisation sociale comme arme et comme source principale d'énergie – les deux constituant d'ailleurs un motif de centralisation et une menace fort efficaces. Dans un pseudo recyclage particulièrement risqué, les progrès militaires ont d'ailleurs alimenté la construction des centrales, tandis que celles-ci fournissent à présent l'uranium appauvri (qui n'en reste pas moins hautement radioactif) servant au perfectionnement de la nouvelle panoplie de l'armement. Les deux font donc la paire pour moderniser les instruments de mort.

Au delà des liens pérennes et bien connus entre la grande industrie et le ministère de la Défense, l'accent a aussi été mis sur de sinistres nouveautés telles que les bio- et nanotechnologies et l'angoissante palette de leurs applications possibles. Cependant, il nous semble important de souligner ici que l'écrasante majorité des instruments utilisés couramment dans le mode de vie administré et assisté par informatique qui tend à se généraliser sont aussi des déclinaisons commerciales de technologies conçues à la base pour des usages militaires. Les infrastructures de géolocalisation ont d'abord servi à numériser la topographie mondiale pour le maillage militaire – et l'usage des armes « intelligentes » –, avant que le GPS ne soit utilisé à large échelle, aussi bien pour la mobilité personnelle que pour réorganiser l'agriculture, les transports etc. Une fois déclassifiés, ce genre d'outils continuent d'ailleurs à accomplir leur fonction première. Les gigantesques bases de données qu'ils alimentent à longueur de temps sont bien entendu mises au service du contrôle, voire de la « neutralisation »

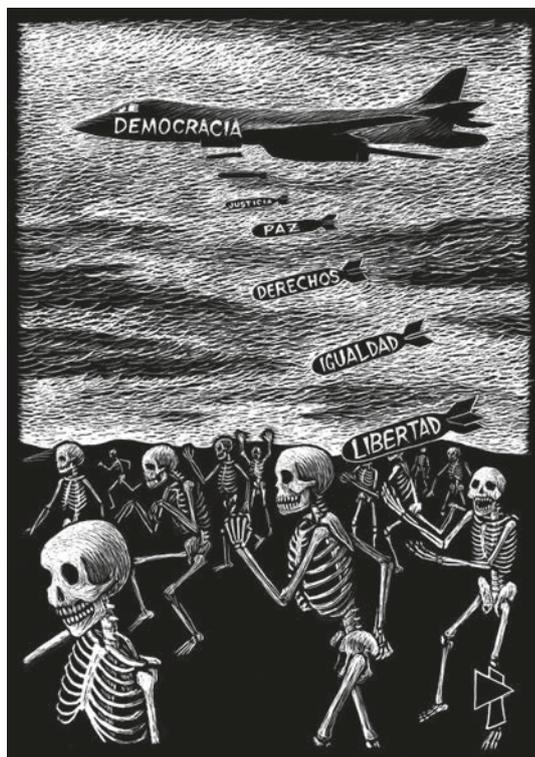
de tout suspect. Sans aller jusqu'aux assassinats « ciblés », dont la « précision » dépend souvent de téléphones portables, il n'est plus à démontrer que les réseaux d'information et de communication, avec internet en tête, constituent autant d'instruments de surveillance et de propagande. Rappelons à ce propos le spectacle médiatique particulièrement impressionnant lors de la guerre en Irak en 2003. Cette mise en scène, également coordonnée dans la sphère électronique (sites interactifs et 3D prêts à l'emploi à l'appui), a en effet donné une dimension supplémentaire – et planétaire – à la propagande habituelle, le pouvoir des images virtuelles accentuant encore une perception dématérialisée de la guerre, d'où la mort et la souffrance sont étrangement absentes.

Si nous insistons sur l'impossibilité de distinguer les secteurs civil et militaire, surtout dans le domaine décisif de la recherche et des applications technologiques, et sur le fait que celles-ci n'ont rien de neutre, ce n'est pas pour attiser le sentiment d'impuissance que l'Etat tente d'instiller en prétendant avoir la haute main sur tous nos faits et gestes. Il ne s'agit pas non plus d'entretenir l'illusion selon laquelle on pourrait se soustraire complètement à son emprise tant qu'il existe. Considérer un ensemble d'infrastructures et d'instruments comme les armes d'un ennemi qui nous fait la guerre, plutôt que de nous tétaniser, devrait nous pousser à trouver des manières de les neutraliser au lieu de nous livrer à lui pieds et poings liés. C'est aussi dans l'affrontement même que l'on peut et que l'on est en effet amené à expérimenter des pistes pour contrecarrer ces plans, pour tenter d'ouvrir des brèches qui rendent la destruction de ces infrastructures envisageable et possible.

#### POUR UN ANTIMILITARISME RÉVOLUTIONNAIRE

**A** l'époque de la conscription obligatoire, une proposition anarchiste a historiquement consisté à préconiser et à soutenir la désertion. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, tandis que le pseudo pacifiste et très patriote Jaurès refusait dès 1905 d'appeler à l'insoumission en cas de guerre avec l'Allemagne, alors que l'extrême-gauche à la Gustave Hervé défendait quant à elle la seule désertion en temps de guerre, des anarchistes comme Libertad proposaient de façon conséquente l'organisation de réseaux permanents de déserteurs de la conscription (alors de deux ans), car « *si la grève des soldats est bonne en temps de guerre, elle est bonne en temps de paix, face aux capitalistes organisés.* » L'antimilitarisme a ainsi occupé une grande part de la diffusion des idées et des réseaux plus ou moins formels se sont montés contre l'enrôlement forcé. Lors des interventions de l'armée dans différents conflits, des appels à la crosse en l'air et à la fraternisation se sont aussi multipliés, même si les enrégimentés ont en général plutôt répondu aux ordres de leurs chefs et écrasés les révoltes. Enfin, une des réponses envisagées contre la mobilisation générale était la grève générale – dans le meilleur des cas insurrectionnelle. Un des rares exemples où cette option a été portée jusqu'au bout a donné lieu à ce qui porte le nom de *Semaine tragique* ou *glorieuse* en Espagne, selon le point de vue. En 1909, aux débuts de ce qui allait devenir la guerre du Rif, *Solidaridad Obrera* appela à empêcher l'embarquement à Barcelone de soldats réservistes en partance pour le Maroc. Cette action et la grève générale qui l'accompagna donnèrent lieu à une véritable insurrection aux connotations clairement anticléricales (plus d'une centaine de bâtiments religieux furent incendiés). Elle ne put être écrasée qu'avec le concours des troupes venues du reste de l'Espagne, tant les mutineries et les refus de servir furent nombreux dans les garnisons de la ville. De la même façon en juin 1914, la *Settimana rossa* insurrectionnelle qui a débuté à Ancône pour s'étendre à d'autres régions italiennes (Marches, Romagne, Toscane,...) était partie de rassemblements pour protester contre le militarisme et la guerre, et notamment soutenir le compagnon Augusto Masetti, un appelé qui avait tiré sur son colonel en octobre 1911 alors qu'il devait partir pour la guerre de Libye, et crouissait depuis dans un asile psychiatrique.

Pour autant, nous n'allons certainement pas regretter le « bon vieux temps » du service obligatoire.



Certes, l'actuelle professionnalisation des armées dans diverses contrées pose très différemment la question des mouvements de désertion. Cependant, recevoir un salaire d'assassin appointé ne constitue pas forcément un motif suffisant pour massacrer à tout va et surtout accepter de se faire trouser la peau. Le recrutement peut donc connaître de réelles difficultés que nous pouvons aussi tenter d'accentuer, la force de conviction ne résidant pas que dans les mots. Toujours dans la perspective de mener nos propres combats, exprimer directement notre hostilité, en même temps que cela peut semer quelque trouble dans les rangs, est sans doute la meilleure façon de nous attaquer à ce qui participe à « l'effort de guerre ». Depuis quelques années en Allemagne, de nombreux véhicules militaires partent en fumée, l'entreprise de transports DHL a payé cher sa collaboration avec l'armée (pour le transport du courrier des bases de l'OTAN), des attaques de bureaux de recrutement ou des interventions diverses dans les écoles ou les Agences pour l'emploi sont aussi venues perturber la propagande belliciste. Enfin, des moments particuliers ont également été saisis pour mettre à mal les entraînements de la soldatesque.

Rappelons que dans un pays en perpétuelle intervention comme la France, les occasions de renvoyer un peu de leur haine à la face des militaires et de leurs auxiliaires ne manquent pas – les misérables levées de boucliers contre la fermeture de certaines casernes lors de la restructuration de 2013, auraient par exemple pu en être une.

Cependant, il serait dommage de garder le regard braqué sur ces lieux qui certes encombrant le paysage, mais sont aussi souvent peu accessibles, ou de ne fixer notre attention que sur certaines grandes entreprises sous haute surveillance. S'il implique une certaine centralisation de l'Etat, le militarisme n'est pour autant pas uniquement concentré dans une petite poignée de lieux, et le ravitaillement et l'entretien des troupes dépend par exemple de tout un réseau d'infrastructures. Cette question, aussi centrale que classique de la logistique, a été posée notamment en Italie au moment de la première guerre du Golfe en 1991. En même temps que des dizaines de pompes à essence étaient mises hors d'usage contre l'objectif de guerre du pétrole, des voies terrestres, ferroviaires et maritimes (ports) ont ainsi été bloquées de différentes manières pour empêcher la circulation et les transports d'armes.

Régulièrement, à l'occasion de tel ou tel conflit, on entend dénoncer la complicité entre différents acteurs politiques, ce qui conduit

en général à des jeux tout aussi politiques. Il arrive aussi qu'on s'intéresse de plus près aux intérêts économiques de tel ou tel pays, souvent dans une perspective de boycott consumériste. A l'opposé de cette manière généralement passive et politicienne d'envisager l'intervention, on pourrait changer de focale et commencer à se pencher réellement sur les mécanismes, mais aussi sur les acteurs, les intérêts et les structures qui, enchevêtrés, rendent concrètement la guerre possible. Sur ce terrain comme sur d'autres, chercher les rouages ne relève pas d'un effet de mode, c'est au contraire tenter de se donner les moyens de saboter la machine de guerre.

Certes, celle-ci continue de s'incarner non seulement dans un large éventail de spécialistes es-défense et sécurité et dans de grands consortiums tels que Dassault, Thompson, EADS and co qui méritent sans aucun doute tout notre courroux. Mais on remarquera rapidement aussi que ces derniers opèrent rarement sur le seul terrain de l'armement, et que leurs différents produits sont créés et mis sur le marché par toute une série de sous-traitants tout aussi indispensables et bien plus accessibles.

Une des caractéristiques du système actuel et de la guerre qu'il mène est la technologisation. Elle a pour effet de diviser à l'extrême le processus d'élaboration, en accroissant la distance entre la production et la capacité d'en percevoir les conséquences, permettant d'abstraire toujours plus le lien entre les actes et leurs effets. Cela mène à une dilution progressive des responsabilités, d'autant plus acceptée socialement qu'elle arrange beaucoup de monde et qu'elle offre une bonne conscience à bas prix. Ainsi, les assassins chargés de piloter les drones seraient de simples « opérateurs », les ingénieurs ne concevraient après tout que des programmes et des systèmes, tandis que d'autres décident de leurs diverses applications, les usines ne fabriquent souvent qu'une pièce de tel ou tel engin de mort et les ouvriers peuvent faire mine d'ignorer ce à quoi ils travaillent.

Au milieu d'une telle confusion, reprendre à notre compte le raisonnement selon lequel « si tout est la guerre, alors plus rien ne l'est » ne mènerait évidemment à rien. Il s'agit plutôt de capter les mécanismes de collaboration et de coopération, de pointer les intersections entre la production civile et militaire, pour imaginer les grains de sable à introduire dans cet engrenage bien huilé.

Ce n'est pas une surprise que les chantiers navals de Saint-Nazaire soient prêts à livrer des navires de guerre à des Etats en guerre. La chaîne de donneurs d'ordres passe des politiques aux bureaucrates qui transmettent les décrets, par exemple de « réquisitions »

s'appliquant aux entrepôts stratégiques comme aux entreprises de transports publics. Des compagnies aériennes collaborent avec les Etats, aussi bien pour expulser les indésirables que pour repérer et livrer les ennemis intérieurs et extérieurs – comme le fait en ce moment la *Turkish Airlines*. Les banques assurent les financements. Les entreprises de bâtiment font d'immenses profits sur l'édification du nouvel ordre, tout comme des boîtes comme Caterpillar sont au service des Ponts et Chaussées ici et de l'Armée ailleurs, pour raser ce qui fait obstacle à l'avancée de la domination. Tous peuvent être attaqués autant pour ce qu'ils sont que pour ce qu'ils font.

Au-delà de ces mélanges d'attributions, force est de constater plus largement que les technologies de pointe sont irrémédiablement au service de l'armée. Ce n'est pas un hasard si les systèmes de drones tant utilisés par l'Etat israélien – mais aussi déployés par la France en Afghanistan, en Libye, au Mali, et pour des missions intérieures comme le G8 à Deauville, la visite de Benoît XVI à Lourdes (et maintenant plus généralement à Paris) – sont le fruit d'une coopération entre Etats, notamment dans le cadre du programme *Horizon 2020* pour le financement de la Recherche et de l'Innovation, mais aussi entre Etats et Start-up qui ne cachent pas leurs activités militaro-policières. Si l'on peut se pencher plus particulièrement sur les centres de recherches qui participent à l'élaboration de ces outils – pensons aussi aux logiciels d'identification (visuelle, vocale) et d'analyse des données – en général, les laboratoires scientifiques des universités ne sont pas non plus en reste pour disséquer les matériaux, vivants ou non, afin de mieux tout gérer et contrôler. Empêcher ces travaux de se développer, *sans attendre* qu'ils ne donnent lieu à des applications qui démontreront bien vite leur côté mortifère, est sans doute une piste que nous

pouvons tirer de ce à quoi ont mené des décennies de recherches fondamentales en tous genres.

L'exigence de saboter le sale boulot des différents intervenants, experts, consultants, artisans et promoteurs de la logique militaire permet aussi de considérer d'un autre œil l'industrie du divertissement comme fabrique du consentement – avec par exemple ces milliers de films et séries basés sur la guerre au terrorisme ou ces jeux vidéos qui servent à la fois de moyens de diffusion de la guerre virtuelle et d'instruments de formation, par exemple pour le pilotage des drones. Sans oublier une fois de plus que le pouvoir fait le pari de la diffusion la plus large possible de ces instruments-là, qui elle aussi repose sur de simples réseaux de câbles.

Les angles d'attaque ne manquent donc pas, nous n'en avons esquissés ici que quelques-uns. Il appartient à chacun d'approfondir ceux qui semblent les plus pertinents pour dessiner et expérimenter des projets d'intervention qui tentent de saper, en mots et en actes, les mécanismes et les réalisations concrètes d'une vaste entreprise de dévastation et d'écrasement.

Nul doute en tout cas qu'en une période où on exige de toutes et tous de resserrer les rangs au nom de la « crise » et de l' « unité nationale », il est plus que nécessaire de recouvrer des capacités d'agir et d'intervenir de manière autonome. Aiguiser de telles perspectives au sein de la guerre sociale pour empêcher le fonctionnement normal de la machine à broyer, qui sait aussi bien utiliser la guerre civile que l'écrasement militaire pour continuer de se perpétuer, est plus que jamais indispensable pour ouvrir l'espace à des perspectives de liberté.

---

## Bonnes adresses

---

**Entreprises.** Un petit livre de 236 pages titré *Toulouse nécropole* est sorti en septembre 2014. Trouvable en pdf, il recense toutes les bonnes adresses de la production d'armement de cette région.

On peut aussi consulter le bulletin officiel (boamp.fr, puis avis de marché et « mindef » dans recherche) ou son équivalent européen (le TED, puis avis d'attribution et mindef dans recherche avancée) pour découvrir les coordonnées des fournisseurs du ministère de la Défense. On y apprend ainsi par exemple que depuis le 28 août 2014, l'entreprise Logoclub de Rillieux la pape (69) s'est fait de 400 000 à 800 000 euros (HT) sur quatre ans pour fournir les cravates « vert légion, de marin et noires » aux assassins en uniforme, que Taquipneu à Mérignac (33) s'est fait 275 000 euros le 22 août pour fournir des pneus aux véhicules militaires de la base aérienne du coin, ou que Visuamobile à Paris s'est fait 416 000 euros le 31 juillet pour développer une application Smartphone dédiée au recrutement de l'armée de terre, etc.

**Universités.** Des référents « enseignement de défense et sécurité nationale » au sein des universités et grandes écoles ont été institués par le protocole défense-éducation du 31 janvier 2007. Au nombre de 140, ils sont généralement professeurs, maîtres de conférence ou directeurs d'UFR : [http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Enseignement\\_su-](http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Enseignement_su-)

[perieur/12/9/liste\\_relais\\_defense\\_site\\_208129.pdf](http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Enseignement_su-perieur/12/9/liste_relais_defense_site_208129.pdf)

De plus, un protocole entre l'Etat (dont le Ministère de la Défense) et le Medef intitulé « *Intelligence économique et nouveaux risques du 21ème siècle* » se décline par des cours en licence, master et doctorat avec des pontes de l'armée et de la DSCI depuis la rentrée 2011. Les facs suivantes y participent à titre pilote : universités d'Avignon, de Corte Pasquale Paoli, Upec (IUT Sénart), de Reims, de Saint Etienne Jean Monnet, de Paris 2 Panthéon Assas, d'Aix Marseille 2, de Poitiers, de Caen Basse-Normandie, et Grenoble 2, Paris IX Dauphine, Lille 1, l'Université technologique de Troyes et le collège doctoral de Lyon mais aussi les écoles du collegium Ile de France et l'EBI de Cergy, l'ENSTA de Brest, Skema (Nice), les INSA de Lyon et Rouen, Grenoble Ecole de Management, l'IFMA de Clermont-Ferrand, l'Ecole des Mines de Nantes, l'I.N.P. de Toulouse, et l'ENSICAEN, l'université de Valenciennes. Enfin, de nombreux laboratoires de recherche sont liés au nucléaire ou à l'industrie de l'armement. Depuis 2000, Thales est ainsi liée à l'université Paris-sud (Orsay) au sein de l'unité mixte privé/public de physique ; depuis 1988, Safran (moteurs, électronique, drones, multibiométrie) est lié à l'université de Bordeaux-1 au sein de l'unité mixte des Composites Thermostructuraux et depuis 2013 à l'université Lyon-1 dans le Laboratoire Ampère. Safran a collaboré avec 110 labos du CNRS entre 2008

et 2014 ; le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) dispose de six unités mixtes comme le Laboratoire de génétique et biophysique des plantes de l'université Marseille-2 et cinq autres sur les lasers, matériaux et microanalyse (Bordeaux, Tours, Besançon, Ivry/Seine). Sa Direction des applications militaires (DAM) intègre toutes ces recherches, tandis que son Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information (LETI, 700 chercheurs), dédié aux micros/nanos technologies, systèmes de communication sans fil, biologie et santé s'est spécialisé dans les applications industrielles : Corima (roues en carbone pour le cyclisme), Prodways (impression 3D), Luciom (technologie Li-Fi), EnerBee (capteur autonome d'énergie), Teraillon (capteurs de pesage), Laboratoire infra-rouge (LIR, vision nocturne, qui travaille entièrement pour l'armée depuis 1978), Thales (pour les accéléromètres), Nokia (imageurs pour les caméras des portables)

**Sports.** De nombreux sportifs de haut-niveau sont des militaires (22 des 118 athlètes des JO d'hiver de Sotchi en 2014 et 34 des 332 à ceux de Londres en 2012). Le sergent Martin Fourcade (biathlon, ski de fond) ou le brigadier Florent Manaudou (natation) sont regroupés à Chamonix dans l'*Ecole militaire de haute-montagne* (EMHM) et à Fontainebleau sur les 52 hectares du *Centre national des sports de la défense* (CNSD).

# NOUS VIVONS DES TEMPS DE GUERRE...

NN, Hambourg, septembre 2013

...une guerre que personne ne peut prétendre ignorer. Même si de nos jours les politiciens l'appellent « opération de paix », c'est bien d'une guerre qu'il s'agit, qui commence ici, pour défendre ailleurs les frontières nationales, l'économie et la démocratie. L'apparente paix ici et le conflit militaire ouvertement porté ailleurs sont les deux faces d'une même médaille. Ici, on produit les engins de guerre, on développe les dernières technologies mortelles, on recrute et on forme les soldats, en tirant en fin de compte aussi profit de tout cela. Même si l'ignorance de mise nous fait percevoir la guerre comme quelque chose de lointain et d'insaisissable, elle commence près de chez nous, dans les institutions, les bureaux et les entreprises de la garnison d'armement de Hambourg, où cela grouille de postes de travail auxquels profiteurs et responsables des interventions militaires « ne font que leur boulot ». C'est précisément là qu'il est possible de saisir et d'attaquer la guerre.

C'est certainement ce que pensaient aussi ceux qui, dans la nuit du 31 juillet, ont attaqué le bâtiment situé au 61-63 Elbstrasse, un grand complexe de bureaux près du marché aux poissons de Hambourg. Les portes d'entrée ont été défoncées, la maison recouverte de peinture et des barricades enflammées montées devant. Le siège de *ThyssenKrupp Industrial Solutions AG* se trouve aussi dans ce bâtiment. Dans un communiqué revendiquant cette action, il était expliqué que *ThyssenKrupp* est non seulement le principal producteur de navires de guerre pour la marine allemande, mais aussi le premier producteur mondial de sous-marins non nucléaires. *ThyssenKrupp*, comme beaucoup d'autres entreprises qui participent à l'industrie de l'armement à Hambourg, ne se contente pas d'être pour la guerre et la cruauté, elles font partie de cette machine de guerre qui fonctionne et perdure grâce à elles.

Intervenir ici, marquer, bloquer et saboter ces lieux qu'on ne remarque pas, c'est intervenir activement pour une rupture et l'attaque des rapports existants. Cependant, la guerre ne fait pas que commencer ici, elle s'y déroule aussi. Même si c'est avec d'autres moyens et à d'autres échelles, la violence et la répression nous touchent aussi. La logique militaire reposant sur l'obéissance, la discipline et la soumission traverse cette société comme un fil rouge, et la militarisation de tous les aspects de la vie ne cesse de progresser. Une surveillance toujours plus poussée et permanente, un Etat qui expérimente l'intervention militaire à l'intérieur, afin de garder sous contrôle les troubles sociaux, des institutions qui sanctionnent toute « transgression de la règle », des millions de personnes criminalisées, enfermées dans des taules ou expulsées, un armement généralisé et la tentative d'empêcher toute remise en question directe des autorités. Une oppression et une manipulation permanentes, qui frappent



plus durement encore si l'on est considéré comme des « ennemis du système », dans la ligne de mire de la stratégie préventive contre-insurrectionnelle. L'Etat se prépare, avec ses exécuteurs armés jusqu'aux dents, pour les cas d'urgence qui l'effraient, comme une révolte généralisée et le durcissement des conflits sociaux. Les interventions dans les villes et les « ghettos » sont expérimentées, l'état d'urgence est préparé et, les unes après les autres, des lois sont promulguées pour justement permettre de telles interventions à l'intérieur du territoire. Cependant, la stratégie contre-insurrectionnelle commence bien en amont : lorsque chaque écart, chaque violation de la loi, chaque comportement non conforme, chaque critique sont recensés, enregistrés et punis. Cela correspond à la tentative de nous faire tous marcher, nous intimider ou nous enfermer avant de devenir vraiment une menace.

Voilà la paix qui règne ici depuis près de 70 ans, sous le monopole de la violence d'Etat. Cette paix a besoin de la guerre dans d'autres parties du monde, tout comme ce système a besoin de la guerre contre ses propres sujets – c'est ce qui garantit que les rapports existants perdurent.

Malgré tout, celles et ceux qui sont exposés à cette guerre et à ce terrorisme permanents des dominants – nous y compris – semblent pacifiés et continuent de fonctionner. La morale imposée a pénétré trop profondément nos têtes, le pacifisme est trop enraciné, nos mots et nos actes sont trop facilement intégrés par l'existant, nos idées et nos actes de révolte sont trop isolés et perdus, nous nous laissons trop facilement embobiner et enchaîner par le Spectacle, le compromis et de pseudo alternatives. Pourtant si les choses se mettent en branle et que nous sommes suffisamment résolu pour dire ce que nous pensons et agir en conséquence, nous n'avons rien à perdre – hormis nos chaînes.

Faire face à cette réalité guerrière de manière pacifique revient à renforcer cette guerre qui nous est faite.



# SOYONS INGOUVERNABLES

**POLITIQUE** [politik] adj. et n. m. – 1361 ; lat. *politicus* adj., du gr. *politikos* « de la cité (*polis*) » 1. Art et pratique du gouvernement des sociétés humaines (Etat, nation). « *La politique, art de tromper les hommes* » (d'Alembert). « *Quant à la politique ? [...] – Ah ! c'est l'art de créer des faits, de dominer, en se jouant, les événements et les hommes* » (Beaumarchais). « *La politique consiste dans la volonté de conquête et de conservation du pouvoir* » (Valéry).

*Le Petit Robert*, février 2001, p. 1929

La critique de la politique n'est pas chose aisée, tant règne en maître une confusion intéressée autour de ce mot. Au premier abord, on peut souvent entendre des lieux communs du genre « *quoi, vous prônez donc l'apolitisme, le désintérêt et l'indifférence face à un monde pourtant pétri d'injustices ?* », ou bien encore « *mais si la politique ne vous plaît pas, présentez-vous donc aux élections pour la changer* », avec parfois sa variante new look, « *même en dehors des institutions actuelles, il est important de défendre le bien commun/les services publics/les droits de l'homme/les intérêts du peuple, etc.* » Pourtant, qu'on la prenne par le haut, par le bas ou même en biais, la politique reste *l'art de gouverner la société* avec ses droits et ses devoirs, ses lois et ses normes, c'est-à-dire à la fois la science de la domination et ses différentes pratiques : répression et contrôle, récupération et médiation, intégration et participation, mais surtout représentation et séparation. C'est tout ce qui permet d'administrer une masse d'humains en l'enfermant dans un présent perpétuel au sein duquel les rapports directs et horizontaux entre individus sont réduits au strict minimum, ceux nécessaires au maintien de l'existant (y compris en tolérant au besoin des explosions sociales en guise de régulation collective). C'est tout ce qui prétend réduire les individus à une masse, les singularités à un ensemble, l'unicité de chacun et l'hétérogénéité qui s'en suit à du collectif et de l'uniformisation. A ce titre, aucun projet alternatif qui entend modifier le système actuel en continuant à se baser sur la masse –qu'elle se nomme par exemple peuple, communauté de croyants ou classe ouvrière– ne peut se passer de la politique, malgré ce que peuvent en dire tous leurs beaux programmes émancipateurs. Même parés des oripeaux de la radicalité, ces projets seront

inéluclablement confrontés à des mécanismes de gestion quantitative où la délégation se transformera rapidement en hiérarchie et en bureaucratie, où l'autorité redorera son blason grâce à une légitimité venue d'en bas, où le moins pire collectif s'érigera rapidement en mieux individuel, et où la vie même –cette exubérance qui échappe si facilement à tout calcul– redeviendra la cible privilégiée des nouveaux pouvoirs.

Pour gouverner, c'est-à-dire diriger le navire collectif (de cette étymologie perdure le mot *gouvernail*), il faut que chacun reste volontairement à bord, et sinon qu'il soit enrôlé de gré ou de force, par la grâce du chant des sirènes ou par le fouet du maître. Que ce navire soit ensuite de bois ou de fer, placé sous le commandement d'un seul, de quelques uns ou de tous, divisé en compartiments séparés ou doté d'une vaste cabine commune change certainement les conditions du voyage, mais pas le fait que ce dernier soit organisé malgré nous. Sous le règne de la politique, la vie n'est plus une aventure passionnante qui pousse à s'abandonner sans contre-partie, mais une succession de non-choix dans une prison sociale aux barreaux plus ou moins palpables. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas pour rien que les capitaines de tous bords sont parvenus à faire croire à la plupart des passagers que leur traversée est désormais placée sous le signe de l'individualisme rampant, alors qu'elle se conjugue en réalité entre massification et atomisation.

A l'opposé de cette conception autoritaire de l'existence, l'anarchie n'est pas une idéologie politique, parce que c'est justement la possibilité d'une vie pleine débarrassée de toutes les séparations, dont celle entre la pensée et l'agir n'est pas des moindres, activités qui une fois morcelées à l'infini et cloisonnées dans des sphères isolées, peuvent justement devenir la proie de la politique. C'est une idée qui part de l'individu et de son unicité, de la réciprocité et de l'auto-organisation. C'est une tension où la liberté des uns étend celle des autres à l'infini, où les conflits comme les accords se règlent de manière directe, sans aucune médiation (morale ou étatique). C'est le « *rêve non réalisé mais non pas irréalisable* » comme le disait Déjacque, l'hypothèse d'un monde littéralement *inimaginable*, parce que jamais encore vécu. Un monde



sans gouvernement où personne ne commande parce que personne n'obéit.

Dans le « moins pire » des systèmes actuel, pourtant ravagé par le terrorisme d'Etat, la démocratie marchande et le totalitarisme technologique, la politique emprunte parfois des visages inattendus. Alors que son petit personnel traditionnel est toujours plus discrédité, elle se renouvelle bien sûr ici ou là sous forme de leaders populistes, mais elle assoit surtout son empreinte de l'autre côté de la barricade. Même en laissant de côté tous ceux qui sont animés par une « *volonté de conquérir ou de conserver le pouvoir* », on ne peut qu'être frappé par les mécanismes assembléaires qui jalonnent les luttes de ces dernières années, du CPE au mouvement des retraitées, de Valognes au Val Susa, des Indignés à Notre-Dame-des-Landes. L'Etat et son exécutif, le Parti et son comité central, le syndicat et ses délégués, le collectif de lutte formel et ses porte-paroles peuvent facilement être identifiés et reconnus comme des parties qui prétendent représenter le tout. A l'inverse, on considère souvent l'assemblée, qui est (ou devrait être) l'espace commun ouvert à tous, comme la forme par excellence de la confrontation directe et horizontale qui garantirait la liberté de chacun.

Pourtant, même lorsqu'elle n'est pas décisionnelle (écrasant les dissidents du poids de sa majorité), même lorsqu'elle ne s'aligne pas sur un plus petit dénominateur commun nommé consensus (arasant toute fantaisie et toute cohérence personnelle), elle demeure un des instruments privilégiés de la politique. Depuis la Grèce antique et ses joutes de tribuns qui produisaient une égalité de spectateurs au sein de l'agora, jusqu'aux formes contemporaines où les beaux parleurs les plus habiles livrent bataille épaulés par leur faction pour gagner l'hégémonie de l'assemblée, cette dernière n'est en effet souvent que le théâtre d'un mini-parlement où le dialogue et la confrontation sont mimés, où des idées opposées se transforment en simples opinions divergentes.

Dans une assemblée, il n'y a pas de réciprocité possible, parce qu'il est impossible de discuter *tous ensemble*. Certes, on est assis ou debout côte à côte, certes on dresse l'oreille en même temps, attentivement ou pas, mais seul un petit nombre d'individus peut *de fait* y intervenir, tentant alors de vendre sa soupe (agora signifiait d'ailleurs à la fois *place* et *marché*) pour la faire passer comme la raison collective. Mais comment pourrait-il en être autrement ? Comment peut-on discuter tous ensemble à plusieurs centaines ou milliers de personnes comme sur la place de la Catalogne à Barcelone, place Tahir au Caire, place Maïdan à Kiev ou encore en Val Susa ? Comment trouver de possibles complices dans un espace central régit par les mécanismes politiques de la délégation (de parole), de la représentation (d'idées) et du calcul (emporter le morceau) ?

Par contre, si dialoguer en masse de façon réciproque et donc sans médiation est impossible, cela n'empêche bien sûr pas d'imaginer des formes ponctuelles de coordination, c'est-à-dire des prises d'accords techniques élargies sur la base de propositions concrètes. Mais dans ce cas, cela suppose que les discussions ont pour leur part déjà été menées en dehors de l'assemblée, à des échelles plus réduites, multiples, riches et fluides, au sein d'*espaces d'informalité* qui laissent toute leur place aux jeux de compositions et de recompositions permanentes entre individus et groupes affinitaires. Si on souhaite pousser la critique de la politique jusqu'au bout, c'est-à-dire y compris dans nos manières de

lutter, c'est notamment en expérimentant d'autres formes que les assemblées que nous pourrions à la fois trouver de nouveaux complices (le dialogue en réciprocité étant une des bases de la libre action) et utiliser des moyens anti-autoritaires cohérents avec nos fins. S'il est logique que ceux qui aiment l'odeur des troupeaux et que les aspirants bergers de tous poils privilégient des formes politiques en défendant des instruments comme les assemblées, l'*auto-gestion* ou la démocratie directe –réintroduisant par la fenêtre ce qu'ils prétendaient parfois chasser par la porte–, à nous de trouver d'autres formes d'*auto-organisation* (comme la proposition de nourrir des espaces d'informalité). Des formes qui puissent partir de l'idée de libres expérimentations et associations entre individus comme base de nouveaux rapports, rendant possible un bouleversement social complet.

Ce n'est qu'en abandonnant toute idée de centre ou de concentration qu'on pourra s'aventurer sur les chemins de la liberté. Et c'est de là aussi que part la proposition de l'attaque *diffuse* en groupes affinitaires, qui n'est pas un simple expédient tactique, mais une méthode de lutte qui laisse déjà entrevoir la vie pour laquelle nous nous battons, celle d'un monde différent, à travers une reprise en main de nos propres vies face à la dépossession généralisée.

Enfin, un dernier aspect que nous souhaiterions esquisser brièvement dans ce panorama incomplet –aspect qui se manifeste également ici ou là des deux côtés de la barricade–, est la question de la représentation, avec l'illusion entretenue par une partie du mouvement qu'il est possible de transmettre un contenu subversif à travers le spectacle de la politique. Vanités personnelles mises à part, comment expliquer autrement le fait qu'un critique radical de la démocratie aille présenter son ouvrage sur les ondes d'une radio d'Etat, ou que des groupes anarchistes qui mènent des attaques en règle contre la domination utilisent non seulement un sigle répétitif, mais envoient également parfois leurs communiqués aux porte-paroles du pouvoir ?

Le spectacle est pourtant l'inverse exact de la communication directe et de la recherche d'affinités. Non content de participer à la réification fragmentée de tout et de tous, de transformer les idées en opinions ou de s'ériger comme la médiation par excellence entre la vie et sa perception, il prétend en plus incarner l'ensemble de la réalité. Face à ce totalitarisme moderne, la tension vers l'autonomie et la volonté de briser les règles du jeu ne nous semble pas un aspect secondaire de la question révolutionnaire. La participation opportuniste à ces mécanismes –justifiée au nom de l'efficacité ou de la tactique– est non seulement contradictoire et dangereuse en tant que telle (parce qu'elle renforce leur légitimité), mais relève également d'une carotte théorique : la forme n'influerait pas sur le contenu, et il existerait des instruments plus ou moins neutres de la domination...

En réalité, seul le dialogue des révoltés *entre eux* dans un espace de lutte où les mots et leur sens ne sont pas mutilés par les besoins de contrôle et de consensus du pouvoir pourra dépasser la confusion organisée. C'est là, loin de toute représentation, que les idées sans maîtres ni propriétaires qui nous animent pourront alors enfin appartenir à tous ceux qui s'y reconnaissent.

Brutus

# Dix coups de poignards à la politique

Il Pugnale (Italie), mai 1996

La politique est l'art de la **séparation**. Là où la vie a perdu sa plénitude, où la pensée et l'action des individus ont été sectionnés, catalogués et enfermés dans des sphères séparées, là commence la politique. Ayant éloigné certaines activités des individus (la discussion, le conflit, la décision en commun, l'accord) en une zone en soi qu'elle prétend gouverner, forte de son indépendance, la politique est en même temps séparation parmi les séparations et gestion hiérarchique du cloisonnement. Elle se révèle ainsi comme une spécialisation, contrainte à transformer le problème en suspens de sa propre fonction en un présupposé nécessaire pour résoudre tous les problèmes. C'est justement pour cela que le rôle des professionnels de la politique est indiscutable – et la seule chose qu'on peut faire c'est les substituer, en changer de temps en temps. Chaque fois que les subversifs acceptent de séparer les différents moments de la vie pour changer, en partant de cette séparation, les conditions données, ils deviennent les meilleurs alliés de l'ordre du monde. C'est justement parce qu'elle aspire à être une sorte de condition première de la vie même que la politique insuffle partout son haleine mortifère.

La politique est l'art de la **représentation**. Pour gouverner les mutilations infligées à la vie, elle contraint les individus à la passivité, à la contemplation du spectacle mettant en scène sa propre impossibilité d'agir, la délégation irresponsable de ses propres décisions. Alors, tandis que l'abdication de la volonté de se déterminer soi-même transforme les individus en appendices de la machine étatique, la politique recompose en une fausse unité la totalité des fragments. Pouvoir et idéologie célèbrent ainsi leurs propres noces funestes. Si la représentation est ce qui enlève aux individus la capacité d'agir, leur fournissant en contrepartie l'illusion d'être des participants et pas des spectateurs, cette dimension du politique réapparaît toujours là où une quelconque organisation supplante les



## A BAS LA POLITIQUE !

NN, Zurich, mars 2014

*« Il est dégoûtant pour le véritable humaniste ayant gardé quelque caractère, quelque honnêteté et quelque conscience au milieu de la corruption actuelle, de considérer le borbier empoisonné de ce qu'on appelle la politique. Empli de répugnance et d'un mépris sans limite, il doit s'en détourner car la puanteur qui en remonte est trop grande, laissant deviner une pourriture réellement effrayante. Là, aucun rafistolage, aucune amélioration ne sert plus à rien. Le mal doit être complètement supprimé. »*

*Der Anarchist n°4, St Louis, 1889*

I

**D**ans la logique de la politique, les individus n'existent, je n'existe, que comme citoyens, comme sujets politiques. Mes décisions, je dois les remettre, les déléguer aux institutions et aux personnes qui établissent le cadre légal dans lequel ma vie a l'autorisation de se dérouler. Je dois pouvoir mener ma vie à l'intérieur de « mes quatre murs », mais je suis prié de payer pour ça, de travailler pour ça et de me faire exploiter. Si tel n'est pas le cas, je peux peut-être toucher des aides sociales, à condition d'être prêt à supporter patiemment l'humiliation des services administratifs. Si je trouve tout cela trop bête, alors je dois au moins rester tranquille, me laisser juger, laisser docilement les fonctionnaires de l'adaptation rentrer chez moi, et me satisfaire d'une existence misérable, entre la pauvreté et la taule. C'est mon affaire privée et si cela ne me plaît pas, alors je peux rentrer dans une organisation politique quelconque qui représente « mes intérêts », « exprimer librement » mon opinion, lancer des pétitions ou manifester bien pacifiquement. Bref, j'ai le droit de participer à la politique, oui, c'est même souhaitable. Je dois accepter cette logique qui rend impossible toute décision dépassant les limites du « privé » qui m'enferment entre « mes quatre murs ». Je dois accepter l'aliénation entre ma vie et le fait d'en décider, je dois accepter que toutes les choses importantes soient réglées par une structure institutionnalisée et légale, et si je veux participer à cette structure, je dois reléguer mon individualité à un « sujet politique ». Si ... oui, si ... Mais je ne veux absolument pas. Ce que je veux se trouve à des années lumière de la politique...

## II

Je suis contre la politique, mais je ne cesserai pas de me mêler de ce qui nous concerne toutes et tous. Je refuse de ravalier ma rage et de me résigner à ne plus m'occuper de rien. Je veux au contraire m'approprier mon autonomie et attaquer cette réalité, afin de chasser la politique de notre vie à tous. Cela en trouble plus d'un qui pense « *Si l'on s'occupe de ce qui se passe dans le monde, c'est qu'on s'intéresse à la politique et on est donc prié d'en faire* ». C'est justement parce que je m'en préoccupe beaucoup que je sais que la politique est là pour reproduire la domination, que la manière de procéder politique ne cherche qu'à maintenir l'essentiel, l'ordre étatique. Et cette société, dont les yeux sont rivés sur le spectacle de la politique, est tellement prise dans ses nasses que la logique institutionnelle en est venue à empoisonner chaque relation. Le cirque politique appelé Parlement est un stratagème sournois qui fait preuve de ses effets dévastateurs depuis plus de 150 ans. Certes, le régime parlementaire a dans un premier temps certainement égratigné l'orgueil de quelques monarques, mais cela a été une immense victoire pour le perfectionnement de l'ordre étatique. Car beaucoup de gens qui refusent l'Etat tel qu'il existe, ne sont acceptés comme opposition qu'à condition de suivre les règles du jeu et finissent donc par imiter les politiciens et les parlements (en grand ou en petit). Ce faisant, ils n'hésitent pas à prétendre changer quelque chose. Pourtant, quoi qu'ils changent, ils reproduisent la délégation et l'institutionnalisation des rapports, ils reproduisent la foi dans les lois et le fait de demander la permission, bref la stupide obéissance du sujet soumis/du citoyen.

En effet, toute politique monopolise les décisions sur nos propres affaires dans une structure qui règne sur nos vies. Cette structure décisionnelle peut avoir une forme participative ou pas – de toutes manières ça ne change rien. Car le monopole décisionnel a pour effet que chaque décision autonome, chaque accord ne rentrant pas dans les définitions de la politique et se soustrayant aux institutions devient illégal. La politique s'immisce dans notre vie et croit pouvoir établir des règles et des lois obligatoires pour tout le monde. Peu importe ici si ces décisions sont « bonnes » ou « mauvaises » ou encore qui les prend. Que le maître saisisse un sucre d'orge ou un fouet, son intention reste sans aucun doute la même : nous lier à lui et nous soumettre.

## III

C'est là qu'intervient la police. Car la politique ne peut rien sans ses soldats : la police. La proximité des deux mots (Police et Politique) en témoigne déjà. En effet, il faut empêcher les gens – que l'Etat aimerait voir comme ses sujets (citoyens) – de vivre tranquillement leur vie comme ils l'entendent. Ils doivent travailler, payer des impôts, faire le service militaire, respecter les lois etc... Les organes politiques, dont les parlements, ne seraient que de ridicules clubs de discussion que personne n'aurait de raison de prendre au sérieux si leur monopole décisionnel ne s'appuyait pas sur le monopole de la violence. Les citoyens s'enorgueillissent que cet appareil exécutif (flics, fonctionnaires et militaires) soit aujourd'hui séparé du législatif et du judiciaire (juges, scribouillards et autres bureaucrates). Il ne s'agit pourtant que d'une réforme ridicule, qui en cas d'urgence serait d'ailleurs immédiatement supprimée. Je ne vais pas répéter indéfiniment l'hypocrisie de cette séparation. La politique n'est pas séparable de son application, de la police comme de tous les services administratifs, institutions et bureaucrates qui perfectionnent les détails de sa mise en œuvre. Et l'ensemble de l'appareil d'Etat n'est pas séparable de la société capitaliste, de l'exploitation qu'il soutient, des bonzes qu'il protège. Le changement qui m'importe se dirige contre tout cela. Je veux mon autonomie individuelle, je veux décider moi-même de ma vie et pouvoir vivre avec d'autres en liberté. Cela n'est pas possible tant qu'existe la politique, tant que ces gens décident et se mêlent de notre vie, tant que perdurent les institutions et que nous de-

individus et un quelconque programme les maintient dans la passivité. Elle réapparaît toujours là où une idéologie unit ce qui est opposé dans la vie.

La politique est l'art de la **médiation**. Entre la totalité présumée et la singularité, et entre les individus. Tout comme la volonté divine a besoin de ses propres interprètes et représentants terrestres, la Collectivité a besoin de ses propres délégués. Tout comme il n'existe pas dans la religion de rapports entre les hommes mais seulement entre les croyants, ce ne sont pas les individus qui se rencontrent dans la politique, mais les citoyens. Les liens d'appartenance empêchent l'union, parce que ce n'est que dans la différence que disparaît la séparation. La politique nous rend égaux parce qu'il n'y a pas de diversité dans l'esclavage – égalité devant Dieu, égalité devant la loi. Au dialogue réel qui, lui, nie le pouvoir en niant la médiation, la politique substitue son idéologie. Le racisme est l'appartenance qui empêche les rapports directs entre les individus. Toute politique est une simulation participative. Toute politique est raciste. Ce n'est qu'en démolissant ses barrières dans la révolte qu'on peut rencontrer les autres dans leur et notre singularité. Je me révolte donc nous sommes. Mais si nous sommes, adieu révolte.

La politique est l'art de l'**impersonnel**. Toute action est unique et particulière. Toute occasion est comme l'instant d'une étincelle qui fuit l'ordre du vague. La politique est l'administration de cet ordre. « Quel sens veux-tu qu'aie une action face à la complexité du monde ? » C'est ainsi qu'argumentent les endormis par la double somnolence d'un *Si* qui n'est personne, et d'un *Plus tard* qui n'est jamais. La bureaucratie, fidèle servante de la politique, est le rien administré afin que Personne ne puisse agir. Afin que d'aucun ne reconnaisse jamais sa propre responsabilité dans l'irresponsabilité généralisée. Le pouvoir ne dit plus que tout est sous contrôle, il dit au contraire : « Si même moi je ne réussis pas à trouver des remèdes, imaginez quelqu'un d'autre ». La politique démocratique se base désormais sur l'idéologie catastrophiste de l'urgence (« C'est nous ou le fascisme, c'est nous ou le terrorisme, c'est nous ou l'inconnu »). Le vague, même celui qui est antagoniste, est toujours un événement abstrait, un événement qui n'arrive jamais et qui efface tout ce qui advient. La politique invite chacun à participer au spectacle de ces mouvements en arrêté.

La politique est l'art de l'**ajournement**. Son temps est le futur, c'est pour cela qu'elle nous emprisonne tous dans un misérable présent. Tous ensemble, mais demain. Quiconque dit « Moi et maintenant » ruine, avec cette impatience qui est l'exubérance du désir, l'ordre de l'attente. Attente d'un objectif qui sorte de la malédiction du particulier. Attente d'un groupe dans lequel ne pas mettre en péril ses propres décisions et cacher ses propres responsabilités. Attente d'une croissance quantitative adéquate. Attente de résultats mesurables. Attente de la mort. La politique est la tentative permanente de transformer l'aventure en avenir. Mais c'est uniquement si « moi et maintenant » le décide que peut exister un nous qui ne soit pas l'espace d'un renoncement réciproque, le mensonge qui fait de l'un le contrôleur de l'autre. Celui qui veut agir tout de suite est toujours vu comme suspect. Si ce n'est pas un provocateur, dit-on, il en a certainement l'apparence. Mais c'est l'instant d'une action et d'une joie sans lendemain qui nous porte au matin suivant. Sans le regard fixé sur les aiguilles d'une montre.

La politique est l'art de l'**accommodement**. Attendant toujours que les conditions soient mûres, on finit un jour ou l'autre par s'allier au patron dans l'attente. Au fond, la raison, qui est l'organe de l'échelonnement et de l'ajournement, offre toujours une bonne justification pour se mettre d'accord, pour limiter les dégâts, pour sauver quelques détails d'un tout que l'on méprise. La raison politique a des yeux perçants pour dénicher des alliances. Tout n'est pas égal nous dit-on. *Rifondazione comunista* n'est certes pas comme cette droite rampante et dangereuse. (Aux élections on ne vote pas pour elle – nous sommes abstentionnistes, nous – mais les comités citoyens, les initiatives dans la rue, c'est autre chose). La santé publique sera toujours mieux que les assurances privées. Un salaire minimum garanti sera toujours préférable au chômage. La politique est le monde du moins pire. Et en se résignant au moindre mal, on accepte pas à pas ce tout, à l'intérieur duquel ne nous sont concédées que des préférences. Celui qui en revanche ne veut rien savoir de ce moins pire est un aventuriste. Ou un aristocrate.

La politique est l'art du **calcul**. Afin que les alliances soient profitables il est nécessaire d'apprendre les secrets de ses alliés. Le calcul politique est le

vons nous y conformer. Cela n'est pas possible tant que demeure le droit à la propriété selon lequel le monde appartient à quelques nababs, tant que nous nous laissons enfermer à l'intérieur de « nos quatre murs », tant que les individus délèguent leurs affaires et acceptent les limites qu'on leur pose, tant que le règne de la passivité n'est pas brisé !

#### IV

La politique est menée par tous ceux qui décident des affaires de l'Etat et de la société ou qui ont l'intention de parvenir aux positions nécessaires pour le faire. Tant qu'existeront ces postes-clef –les institutions–, elles nous déposséderont de nos vies. Grands et petits politiciens prendront toujours des décisions sur des choses qui ne les regardent pas –notre vie par exemple–, ou du moins tenteront de le faire. Et même si au quotidien nous n'avons généralement à faire qu'à l'exécutif, aux flics et leurs pendants, et guère aux politiciens –ce qui n'en rend leur prétention à nous représenter que plus ridicule encore–, nous ne devons pas oublier que les politiciens et autres décideurs et institutions, ont des noms et des adresses. En effet, ils prennent et appliquent des décisions, et si nous les laissons faire, ils trouveront toujours quelques idiots pour imposer l'autorité de leur politique, ou ils pourront toujours inventer une version réformée de la police, peut-être déguisée en travailleur social insignifiant. Bref, ils disposeront encore de leurs institutions, dans lesquelles ils pourront se (ré)former afin de consolider leur pouvoir. C'est pourquoi il ne suffit pas de chasser la police de notre vie et de continuer à vivre sans nous soucier des valeurs de la domination. Il nous faut aussi détruire toutes les institutions, même lorsqu'elles prennent l'apparence d'institutions révolutionnaires (ce qui n'existe pas). Je pense ainsi à quelque chose de plus qu'un simple désintérêt pour la politique : ce n'est pas du désintérêt, mais bien de l'inimitié que nous devons exprimer, une hostilité sans trêve, lorsque des gens arrivent en prétendant nous représenter. Toute représentation est un mensonge que nous ne pouvons réfuter qu'en transformant notre dégoût de la politique en actes.



**LE RÉALISME POLITIQUE** se fonde sur deux formules qui ne se complètent qu'en apparence. « Tous les moyens sont bons », nous disent les réalistes. Et ils ajoutent l'instant d'après : « Il faut savoir s'adapter aux circonstances. » L'antinomie qui rend ces deux maximes inassociables, ne saurait retenir longtemps l'attention des réalistes. Pour ceux-ci en effet, il n'est pas d'antinomies définitives, pas plus qu'il n'est d'antagonismes irréductibles. Seul leur importe de développer à partir de certains aphorismes primaires, une philosophie du camouflage destinée à leur procurer la liberté de manoeuvre la plus confortable. A la rigueur, on concevrait qu'ils disent : « Tous les moyens sont bons pour adapter les circonstances. » Mais adapter les circonstances, au lieu simplement de s'y adapter, implique une volonté de changer le réel, de faire pression sur l'obstacle et non de se laisser modeler par lui.

Non, tous les moyens ne sont pas bons ! Il est certains moyens, précisément les plus recherchés des réalistes, qui ne sont bons qu'à fausser l'engrenage normal des événements et à introduire dans les plans d'action que l'on s'était tracés, une déviation telle, qu'elle suffit généralement à tenir en échec les forces de redressement accourues en vain au carrefour. Tout comme ces plaies qui défont toute cicatrisation, les angles ouverts par les « déviations réalistes » deviennent, à partir d'un écart donné, bien difficiles à refermer.

Georges Henein,  
Pour une conscience sacrilège, juillet 1944

# DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR

NN, juillet 2013

« Je ne sais pas ce que vous entendez par "gloire" », dit Alice. Humpty Dumpty sourit d'un air méprisant : « Bien sûr que vous ne le savez pas, puisque je ne vous l'ai pas encore expliqué. J'entendais par là : "Voilà pour vous un bel argument sans réplique !" » « Mais "gloire" ne signifie pas "bel argument sans réplique" », objecta Alice. « Lorsque moi j'emploie un mot, répliqua Humpty Dumpty d'un ton de voix quelque peu dédaigneux, il signifie exactement ce qu'il me plaît qu'il signifie, ni plus, ni moins. » « La question, dit Alice, est de savoir si vous avez le pouvoir de faire que les mots signifient autre chose que ce qu'ils veulent dire. » « La question, riposta Humpty Dumpty, est de savoir qui est le maître... C'est tout. »

De l'autre côté du miroir, Lewis Carroll

En Europe, l'Etat moderne a hérité, en le sécularisant et en l'adaptant aux besoins du capitalisme, du mode de représentation spécifique au christianisme. La démocratie avec les institutions et les formes de représentation qui l'accompagnent et qui la sanctifient – dont les médias sont l'une des pièces maîtresses –, est véritablement le ciel idéalisé du monde terrestre du capital. Elle rappelle, par bien des côtés, l'univers chrétien avec ses fidèles, ses rites, sa hiérarchie ecclésiastique et même ses hérétiques. Les citoyens continuent, sous des costumes profanes, à se comporter en partie comme des chrétiens. Ils protestent parfois contre les abus des ministres terrestres du dieu démocratique et contre la fourberie des interprètes de sa parole, à l'occasion de façon impertinente, en les insultant, en les chassant et parfois en les rossant. Il leur arrive même de refuser de participer aux cérémonies présidant au choix et à l'intronisation de leurs élus par l'intermédiaire des élections – encore le jargon religieux ! Mais ils ne vont pas jusqu'à briser l'idole et à rejeter en totalité le système global de représentation qui l'enveloppe. Là, ils restent paralysés, comme frappés de terreur sacrée face à l'ampleur du sacrilège. Malgré leurs poussées de colère et de méfiance, ils continuent à y croire et à l'accepter pour autant qu'il prenne des apparences plus aimables, fasse mine d'écouter leurs doléances et de les rapporter aux représentants du peuple souverain. Et nombre de contestataires qui crachent sur la mise en spectacle de la réalité effectuée par l'institution étatique n'hésitent pourtant pas à céder aux appels de pied des médias, voire à les solliciter.

Il est donc impossible d'en rester à la stigmatisation des médias pour leurs omissions, leurs déformations, leurs falsifications, leurs calomnies, leur rôle de relais de la police, etc. Sinon, la rupture avec les bases même de l'Etat, telles qu'elles furent constituées à l'époque de la prise du pouvoir par la bourgeoisie, reste incomplète. Car les illusions sur la possibilité d'utiliser les médias sont la conséquence et la consécration de celles, concomitantes à la création et à la consolidation de l'Etat démocratique, sur la possibilité de prendre part aux assemblées souveraines, en premier lieu l'assemblée parlementaire, dans l'objectif de les transformer en tribunes de diffusion des idées subversives. L'auréole qui entourait, au lendemain de la Commune de Paris, la représentation parlementaire devait finalement, vu la multiplication des dispositifs et des médiations mis en place dans tous les domaines de la vie sociale, et vu la résorption relative de la politique dans l'économie et dans le social, être élargie à la représentation en général, au fur et à mesure que le capital labourait et domestiquait l'ensemble de la société.

C'est ainsi que le spectacle de la politique, désormais bien décrépi, est devenu le spectacle du monde par l'intermédiaire des médias, la culture

premier des secrets. Il faut savoir où on met les pieds. Il faut rédiger des listes détaillées des efforts et des résultats obtenus. Et à force de mesurer ce que l'on a, on finit par tout obtenir, excepté la volonté de le mettre en jeu et de le perdre. On s'économise, attentif et prêt à présenter l'addition. L'œil fixé sur ce qui nous entoure, on ne s'oublie jamais soi-même. Vigilants comme des carabiniers.

Lorsque l'amour de soi déborde, il exige d'être propagé. Et cette surabondance de vie nous fait nous oublier, nous fait perdre le compte dans la tension de l'élan. Mais l'oubli de soi est le désir d'un monde où il vaille la peine de se perdre, d'un monde qui mérite notre oubli. C'est pour cela que le monde tel qu'il est, administré par des matons et des comptables, doit être détruit – pour qu'on puisse se dépenser sans compter. Là commence l'insurrection. Dépasser le calcul, non par défaut, comme le recommande cet humanitarisme qui pas après pas finit toujours par s'allier avec le bourreau, mais bien par excès. Là finit la politique.

La politique est l'art du **contrôle**. Afin que l'activité humaine ne se libère pas des entraves du devoir et du travail pour se révéler dans toute sa puissance. Afin que les ouvriers ne se rencontrent pas en tant qu'individus et n'arrêtent pas de se faire exploiter. Afin que les étudiants ne décident pas de détruire les écoles pour choisir comment, quand et quoi apprendre. Afin que les membres de la famille ne tombent pas amoureux les uns des autres et ne cessent d'être de petits serviteurs d'un petit Etat. Afin que les enfants ne soient rien d'autre que la copie imparfaite des adultes. Afin qu'on ne liquide pas la distinction entre les bons (anarchistes) et les mauvais (anarchistes). Afin que ce ne soient pas les individus qui aient des rapports, mais les marchandises. Afin qu'on ne désobéisse pas à l'autorité. Afin que si quelqu'un attaque les structures de l'Etat, on s'empresse de dire que « ce n'est pas l'œuvre de compagnons ». Afin que les banques, les tribunaux, les casernes ne sautent pas en l'air. En somme, afin que la vie ne se manifeste pas.

La politique est l'art de la **récupération**. La manière la plus efficace pour décourager toute rébellion, tout désir de changement réel, est de présenter un homme d'Etat comme un subversif, ou bien – mieux encore – transformer un subversif en homme d'Etat. Tous les hommes d'Etat ne sont pas payés par le

gouvernement. Il existe des fonctionnaires qui ne siègent pas au Parlement et encore moins dans ses pièces adjacentes ; au contraire, ils fréquentent les centres sociaux et connaissent discrètement les principales thèses révolutionnaires. Ils dissertent sur les potentialités libératoires de la technologie, ils théorisent des sphères publiques non étatiques et le dépassement du sujet. La réalité – ils le savent bien – est toujours plus complexe que n'importe quelle action. Ainsi, s'ils conçoivent une théorie totale, c'est uniquement dans le but de pouvoir, dans la vie quotidienne, l'oublier totalement. Le pouvoir a besoin d'eux parce que – comme ils nous l'enseignent eux-mêmes – lorsque personne ne le critique, le pouvoir est critiqué en tant que tel.

La politique est l'art de la **répression**. Contre ceux qui ne séparent pas les différents moments de leur vie et veulent changer les conditions données à partir de la totalité de leurs propres désirs. Contre ceux qui veulent brûler la passivité, la contemplation et la délégation. Contre ceux qui ne se laissent supplanter par aucune organisation, ni immobiliser par aucun programme. Contre ceux qui veulent avoir des rapports directs entre individus et font de la différence l'espace même de l'égalité. Contre ceux qui n'ont aucun Nous sur lequel jurer. Contre ceux qui perturbent l'ordre de l'attente parce qu'ils veulent s'insurger tout de suite, pas demain, ni après-demain. Contre ceux qui se donnent sans contrepartie et s'oublient par excès. Contre ceux qui défendent leurs compagnons avec amour et détermination. Contre ceux qui n'offrent aux récupérateurs qu'une seule possibilité : celle de disparaître. Contre ceux qui refusent de prendre place parmi la foule innombrable des fourbes et des endormis. Contre ceux qui ne veulent ni gouverner ni contrôler. Contre ceux qui veulent transformer l'avenir en une aventure fascinante.



jouant ici le rôle de l'une des prothèses essentielles de la politique. Par suite, quasi personne ne pense plus à participer aux élections (nationales ou communales) dans l'objectif de les retourner pour en faire des tribunes et pour en faciliter le dynamitage en cas d'insurrection. Par contre, l'argumentation de type léniniste, employée hier pour justifier la participation à la tribune parlementaire, est reprise presque à l'identique aujourd'hui pour affirmer que les révolutionnaires peuvent utiliser, à l'occasion, les tribunes que représenteraient les médias pour communiquer leurs idées – la communication est la transcription du terme désormais suspect de propagande. Bien entendu, face aux réticences que génèrent leur « subtile » tactique, à peu près aussi « subtile » que le parlementarisme des partis communistes d'antan, les adeptes de la dissidence journalistique déposent les mêmes bémols sur la même partition usée jusqu'à la corde, avec des promesses solennelles du genre : « L'utilisation des médias ne sera pas le nombril de notre activité. » Mais, dès que l'on a mis le pouce dans les engrenages de la représentation, il est difficile de l'en retirer et il n'est pas rare que, peu à peu, le corps y passe en entier, tête comprise. Dans *Humain, trop humain*, Nietzsche a bien résumé le processus amenant les individus, qui croient possible de jouer au plus malin avec la domination sans disposer du pouvoir réel, à en devenir de vulgaires partisans : « *A force de croire pouvoir endosser sans conséquences les rôles les plus divers, l'individu change peu à peu. À la fin, il n'est plus que ce qu'il croyait paraître.* »

De même, l'antique préjugé religieux sur la toute-puissance attribuée au verbe est loin d'être dépassé, préjugé qui, hier encore, justifiait que les partis léninistes créent des fractions parlementaires, qui ne devaient pas participer aux commissions parlementaires et jouer seulement le rôle de tribuns du haut de leur perchoir. L'histoire du parlementarisme révolutionnaire a montré que les prétendus propagandistes étaient devenus, en règle générale et à bref délai, des députés au sens le plus habituel du terme, leur phraséologie révolutionnaire camouflant leur activité de gestionnaires de l'Etat. De même aujourd'hui, on imagine parfois pouvoir faire irruption sur le terrain de la représentation médiatique pour le labourer, en quelque sorte, avec le langage de la subversion. Mais ce n'est que dans la mythologie biblique que les trompettes détruisirent les murailles de Jéricho. De telles conceptions, qui accordent des vertus quasi magiques au verbe révolutionnaire, pouvaient faire encore illusion lorsque le système de représentation officiel du capitalisme le traitait en permanence en ennemi, le censurait, l'ignorait, etc. Mais l'histoire des poussées révolutionnaires, en particulier celles des années 1960-1970 et de leurs échecs successifs, est passée par là. Leurs caractéristiques inédites, entre autres leur critique embryonnaire de la séparation politique et du rôle de laquais du pouvoir d'Etat joué par les médias institutionnels ont affecté en profondeur le système de représentation contemporain. Loin d'être la simple conséquence de l'évolution propre du capital, il est aussi l'exécuteur testamentaire des illusions de ces révoltes, en particulier de la tendance à charger le langage de plus de potentialités subversives qu'il ne peut en avoir. L'Etat démocratique a pu ainsi effectuer la neutralisation des idées qu'elles portaient plutôt que les interdire.

Désormais, le fossé est pour l'essentiel comblé. Lorsque des formes d'expression hostiles à la société semblent prendre de la vigueur et acquérir quelque influence hors des sentiers balisés, les pires ennemis ne sont plus les censeurs, mais les récupérateurs et les experts en reconnaissance sociale et étatique, des journalistes aux sociologues. La démocratie fonctionne ainsi :



les choses qu'elle ne peut pas ignorer, elle les reconnaît pour mieux les réduire à rien en les vidant de leur sens. Pour les irréductibles qui refusent de jouer le jeu, il reste évidemment la coercition. Mais plus les oppositions que l'Etat arrive à séduire paraissent subversives, plus le système de représentation y gagne. L'essentiel est qu'elles ne débouchent pas sur quelque tentative de transformation du monde. En la matière, le rôle des médias est déterminant. Il y a longtemps qu'ils ne se contentent plus de dépeindre sous des couleurs chatoyantes le monde capitaliste et de stigmatiser en bloc n'importe quelle tentative de le remettre en cause. Bien que le mensonge, en particulier le mensonge par omission, reste nécessaire, la domination actuelle est capable d'absorber sans crises majeures l'étalage des horreurs qui accompagnent son cours. Même la contestation peut parfois devenir marchandise, en particulier lorsqu'elle évolue sur le terrain politique et culturel. Là aussi, la récupération du refus embryonnaire de la politique, qui avait cours dans les années 1960-1970, a été décisive. La politique dite révolutionnaire est devenue objet de représentation officielle, après avoir perdu son sel réellement révolutionnaire. Les médias y gagnent la faculté de représenter de façon réifiée les révoltes, de purger les passions de ce qu'elles peuvent avoir de subversif, de transformer les rêves et les tentatives de bouleverser le monde en d'inoffensives rêveries qui ne changent rien à la vie de ceux qui participent au spectacle de la consolation citoyenne. Les médias ont en fait des informations au même titre que le reste, des masses de données à sélectionner, à traiter et à régurgiter aux spectateurs désabusés par le spectacle quotidien du monde, qui va de crises en catastrophes, mais toujours à la recherche de nouvelles drogues médiatiques, aussi excitantes qu'éphémères. Ainsi tourne le monde de la marchandise la plus moderne.

Face à la désaffection envers la politique et à la dégénérescence des partis en clans occupés à gérer les affaires courantes, l'Etat a reconnu qu'il ne pouvait plus régenter la société seulement par les moyens habituels : par la coercition sans phrases et la gestion administrative des populations. Il y a là des fissures peut-être pleines de risques qui apparaissent et le pouvoir d'Etat a horreur du vide. C'est pourquoi l'heure est au serrage de vis, mais aussi à

la participation de tous au spectacle qu'offre la démocratie. La censure existe toujours par intermittence, mais c'est essentiellement l'autocensure qui domine. La domination moderne ne peut se maintenir par le biais de la seule contrainte imposée comme telle et sans faire participer ceux et celles qu'elle écrase, à des degrés divers, au maintien de leur propre subordination. Elle favorise donc la mise en place des médiations destinées à encadrer et à neutraliser les tentatives de contestation embryonnaires, tels les colloques, les discussions contradictoires et les consultations, relayés par les médias et parfois organisés avec eux, voire par eux, dans lesquels les associations de citoyens sont invitées à débattre et à donner leur avis sur les « questions de société », déjà tranchées pour l'essentiel dans les coulisses du pouvoir d'Etat, afin de participer à la cogestion de leur aliénation. Les médias, même les plus contestataires d'entre eux, constituent donc des pièces maîtresses du dispositif de neutralisation en cours d'institutionnalisation. Ils jouent le rôle de relais de l'Etat pour combler les vides générés par l'atomisation de la vie quotidienne, pour « resocialiser les citoyens » et leur « redonner goût à la politique », comme l'affirment les sociologues. En d'autres termes, les médias participent pleinement au processus de sélection et de reconnaissance par l'Etat de leaders, d'associations, de lobbys, etc., qui sont censés représenter les forces d'opposition qui agitent la prétendue société civile. Au point que, contrairement à ce qui arrivait à l'époque de la reconnaissance par l'Etat des associations syndicales, il suffit aujourd'hui que telle ou telle vedette de la contestation soit reconnue par les médias comme interlocuteur pour que l'on dise d'elle qu'elle est représentative. Sans même savoir de qui et de quoi. Les médias donnent ainsi quelque apparence de force à des choses qui, parfois, en ont peu, ou pas du tout.

Dans de telles conditions, l'idée d'utiliser à l'avantage des révolutionnaires les niches médiatiques que le pouvoir leur concède n'est pas seulement illusoire. Elle est franchement dangereuse. Leur seule présence sur les plateaux ne suffit pas à fissurer le carcan de l'idéologie dans la tête des spectateurs. A moins de confondre puissance d'expression et puissance de transformation, et à croire que le sens de ce que l'on exprime, par la parole, par la plume, par l'image,

etc., est donné a priori, sans avoir à se préoccuper de savoir qui a le pouvoir de le faire. Il y aurait là du contenu qui pourrait exister sous des formes diverses sans en être affecté. Vieille illusion du monde réifié dans lequel les activités apparaissent comme des choses en soi détachées de la société. Mais pas plus que d'autres formes d'expression, la forme subversive du langage est la garante de l'incorrupibilité du sens. Elle n'est pas immunisée contre les dangers de la communication. Il suffit de l'exprimer sur les terrains propres à la domination pour en miner la signification, voire pour l'inverser.

C'est très exactement ce qui arrive sur le terrain des médias, lorsque l'on accepte d'y intervenir, même de façon insolente. Séparées de l'ensemble des conditions qui participaient à leur donner leur sens, les idées contestataires, même lorsque les médias n'y changent pas la moindre virgule, n'apparaissent plus que comme des opinions balancées sur le marché médiatique des idées, comme des interprétations du monde, voire des interprétations de la transformation du monde, parmi d'autres, bref des prises de position sans conséquences réelles. Au fond, il arrive ici, par exemple dans les tables rondes, ce qui est déjà advenu à l'époque de la naissance du parlementarisme. Des députés d'opposition prononçaient même parfois dans l'hémicycle des discours incendiaires qui les conduisaient en prison. Pourtant, en acceptant d'intervenir sur le terrain de la représentation politique, dont la clé de voûte était alors la Chambre des députés, ils apportaient de l'eau au moulin de la domination. A l'origine, ils pensaient sans doute diffuser leurs discours révolutionnaires en direction des populations qui, pétries d'illusions démocratiques, étaient à l'écoute de ce qui était débattu dans l'enceinte parlementaire. En réalité, ils étaient en train de passer de l'autre côté du miroir et commençaient à dialoguer avec le pouvoir d'Etat. Rien d'étonnant qu'ils aient fini, en règle générale, par y participer, voire par en prendre la direction. Car le spectacle n'est pas réductible à des ensembles d'images, mais il constitue le système de représentation dominant, intégré aux rapports sociaux entre des personnes, médiatisés par des images, rapports propres à la domination du capital. Partie intégrante de la domination, les médias participent également à l'instrumentalisation des relations sociales.

Avec l'introduction et la généralisation des nouveaux médias digitaux comme Internet, l'utilisation des « vieux » médias à des fins « subversives » semble laisser la place à l'intégration de toute une génération d'activistes, voire de révolutionnaires et d'anarchistes, dans les sphères virtuelles. Même quand ils identifient ces médias et leurs corollaires « participatifs » et « sociaux » comme des instruments de la domination, ils croient pouvoir en faire un usage qui nuirait à cette nouvelle forme de production de la pacification sociale. Mais le contenu cède rapidement la place aux exigences inhérentes à ces instruments et à toute la technologie de communication : rapidité, compatibilité avec l'ensemble, réductionnisme, reconnaissance par et dans le spectacle virtuel, efficacité. La subversion dans la pensée et dans les actes ne peut être imaginée que comme un mouvement de libération de telles caractéristiques. La représentation dans le monde virtuel suit la même ligne logique qui va de l'assemblée parlementaire aux médias : elle suscite l'illusion de combler la lacune entre les discours révolutionnaires et les véritables poussées subversives et

reculs dans les rapports sociaux. Ce qui peut être représenté, ne saurait longtemps résister à l'intégration dans la gestion moderne de l'ordre.

Les spectateurs, même les plus informés, n'en restent pas moins des spectateurs. Il règne entre eux le silence ou le rabâchage des clichés aussi protéiformes que banals qui correspondent aux rapports entre marchandises. Ils restent isolés ensemble. Toutes les formes de langage leur sont alors étrangères et s'autonomisent comme discours du pouvoir. Le spectacle est l'inverse du dialogue, de la rencontre et de la recherche d'affinités pour combattre le système qui nous sépare et nous traite comme des objets manipulables à volonté. Refusons donc des formes d'instrumentalisation, telles que la participation au spectacle médiatique, et traitons-les comme elles le méritent : en ennemies. N'oublions jamais que, séparés de l'activité subversive, les modes d'expression, aussi subversifs qu'ils puissent paraître, finissent par perdre leur saveur. À nous de mettre en œuvre nos modes de dialogue, par la plume et par d'autres moyens qui nous sont propres. ■



**BIEN DES GENS**, je le sais, parlent de la liberté sans la comprendre, ils n'en ont ni la science ni même le sentiment. Ils ne voient jamais dans la démolition de l'Autorité régnante qu'une substitution de nom ou de personnes ; ils n'imaginent pas qu'une société puisse fonctionner sans maîtres ni valets, sans chefs ni soldats ; ils sont pareils en cela à ces réacteurs qui disent : « *Il y a toujours eu des riches et des pauvres, il y en aura toujours. Que deviendrait le pauvre sans le riche ? Il mourrait de faim !* » Les démagogues ne disent pas tout à fait cela, mais ils disent : « *Il y a toujours eu des gouvernants et des gouvernés, il y en aura toujours. Que deviendrait le peuple sans gouvernement ? Il croupirait dans l'esclavage !* » Tous ces antiquaires-là, les rouges et les blancs, sont un peu compères et compagnons ; l'anarchie bouleverse leur misérable entendement, entendement encombré de préjugés ignares, de naïves vanités, de crétinisme. Plagiaires du passé, les révolutionnaires rétrospectifs et rétroactifs, les dictaturistes, les inféodés à la force brutale, tous ces autoritaires cramois qui réclament un pouvoir sauveur, croasseront toute leur vie sans trouver ce qu'ils désirent... Qui se dit révolutionnaire et parle de dictature n'est qu'un dupe ou un fripon, un imbécile ou un traître : imbécile et dupe s'il la préconise comme l'auxiliaire de la Révolution sociale, comme un mode de transition du passé au futur, car c'est toujours conjuguer l'Autorité à l'indicatif présent ; fripon et traître s'il ne l'envisage que comme un moyen de prendre place au budget et de jouer au mandataire sur tous les modes et dans tous les temps.

Joseph Déjacque,  
*L'Autorité - la Dictature*, avril 1859

# NOUS SOMMES LE 1 %

NN, novembre 2011

Nous vous avons vu. Nous vous avons entendu. Vous êtes désormais partout. Nous savons qui vous êtes. Vous êtes ces 99 % qui protestent contre les excès du capitalisme et les abus de l'Etat. Vous êtes les 99 % qui exigent des réformes électorales, des alternatives sociales, des subventions économiques et des mesures politiques. Vous êtes les 99 % angoissés de perdre votre futur, de n'être plus capables de vivre comme vous l'avez fait jusqu'à présent : un boulot, un revenu, un crédit pour la maison, une retraite. Vous laissez vivre, au minimum. Faire carrière, au maximum. Voilà ce que vous demandez. Vous ne voulez pas payer la « crise », vous voulez que tout redevienne comme avant. Que personne n'éteigne les écrans qui ont jour après jour asséché votre vie, la privant de tout sens et de toute émotion, la condamnant à la tristesse de la survie. Et tout cela, vous le demandez aux gouvernements et aux banques, afin que la démocratie soit : des gouvernants qui ne soient pas intéressés au pouvoir mais au bien commun, des banquiers qui ne soient pas intéressés au profit mais au bonheur des populations. Comme dans les contes, comme dans les films.

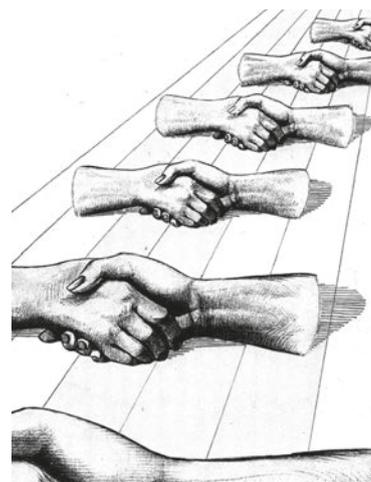
En attendant une fin heureuse qui tarde à venir, vous ne tolérez pas que certains ne partagent pas votre résignation hallucinante. De Madrid à Athènes, de Rome à Portland, vous êtes prêts à arrêter, dénoncer et bastonner ces enrégés qui ne voient pas dans les institutions les garanties de la liberté mais les causes de la misère et de l'oppression. La vengeance, vous ne l'appréciez que dans les fictions au cinéma, mais une fois que le masque tombe, vous lui préférez la soumission. Face à une société aussi odieuse que putréfiée, vous vous battez pour une protestation civile, mesurée, éduquée. Une protestation qui reste toujours à votre hauteur : à genoux.

Maintenant, nous savons qui est ce 1% que vous haïssez tant. Avec vos cordons, avec vos services d'ordre, avec vos délations, vous avez fait com-

prendre à tous qui est votre véritable ennemi. Ce n'est certainement pas la classe dirigeante, à laquelle vous vous adressez avec respect. C'est nous. Nous qui n'avons pas d'Etat à défendre ni à améliorer. Nous qui n'avons pas de marché à protéger ni à exploiter. Nous qui ne voulons exercer ou subir aucune autorité. Nous pour qui la vie n'est pas une carte d'adhésion à tamponner ou un compte courant à sauvegarder. Nous pour qui la crise n'est pas née avec les récentes spéculations boursières, ou suite à l'incapacité de ceux qui siègent actuellement au Parlement, mais en subissant cet ordre social sous tous ses aspects. Nous pour qui tous les jours sont précaires dans ce monde que nous n'avons pas voulu, dans lequel nous ne nous sommes jamais reconnus, et qui nous étouffe.

Nous ne voulons rien avoir à faire avec votre 99 %. Avec votre revendication d'un capitalisme modéré et d'un Etat correct. Avec votre allure politique majestueuse qui réduit le pouvoir et le privilège aux dimensions d'une carte de crédit. Avec votre camping urbain de scouts nostalgiques. Avec votre identification d'un adversaire – l'origine de l'« injustice » – toujours plus évanescents, immatériels et éloignés de nos coups. Avec vos bras toujours plus accueillants pour les politiciens, les industriels et les chiens de garde, et toujours plus vigoureux contre les rebelles. Avec vos actions toujours plus faibles qui ne sont devenues qu'un tiède intervalle entre deux status quo. Non, nous ne voulons pas de vos réformes, de votre collaborationisme, de votre travail aliénant, de vos revendications sinistres\* qui, à force d'être réchauffées, ne sont bonnes qu'à faire vomir.

Nous connaissons les véritables causes des souffrances que nous subissons : la soif de pouvoir, le culte de l'argent, mais aussi l'obéissance qu'ils exigent et obtiennent. Ces causes se perpétuent dans la vie quotidienne des êtres humains par des actions, des gestes, des rapports qui s'entremêlent à l'intérieur d'une société où nous nous sentons partout étrangers. Et ces causes –qui doivent



être refusées, désertées, démolies – ont trouvé leur place au sein de votre mouvement. Nous ne nous sommes jamais sentis à l'aise dans le 99 % de notre vie moderne, passée à faire la queue pour mendier des miettes, et malgré cela vous vous acharnez à défendre ces 99 % du problème. Nous chercherons nos possibilités ailleurs. A travers les espoirs, les rêves et les actions qui ont mérité votre condamnation.

Quant à vous, continuez donc votre traversée de l'océan de l'indignation universelle, hissez vos voiles en passant les cordes à des bureaucrates et des flics. Partagez l'espace et l'air avec la lie qui a rendu la vie sur cette planète si invivable. Allez droit devant vers de nouvelles terres, les bottes encore pleines de la merde d'hier. Nous ne monterons pas dans votre bateau, au pire nous en descendrons. Nous resterons sur les radeaux que vous méprisez tant, parce que trop petits et trop légers. Mais faites attention. Un vaisseau qui vogue avec nos ennemis à bord est une occasion trop belle pour la laisser filer. Vous riez ? Vous ne nous craignez pas, parce que nous n'avons pas la force pour vous donner l'abordage ? Vous nous avez mal compris. Votre or ne nous intéresse pas, nous ne voulons pas nous en emparer. Nous voulons vous envoyer par le fond avec toute votre cargaison de mort. Pour y réussir, pas besoin d'une flotte majestueuse, il suffit d'un brûlot. Petit et léger. ◆

\* NdT : jeu de mot entre « sinistre » et « de gôche ».



# POUR EN FINIR AVEC LE SACRÉ

Francisco, Villabona (Asturies), août 2014

J'ai tourné et retourné la question de la cohérence et de la consistance de l'anarchisme, pour déterminer ce qui en définitif nous motive à nous déclarer anarchistes et pas autre chose, ce qui nous mène à vivre une vie marquée par les thèmes récurrents de la police, des filatures et de la prison, autant de thèmes qui évidemment ne plaisent à personne, mais qui sont toujours présents en ce qu'ils imprègnent notre quotidien. Je pense que dans ce sens, l'antiautoritarisme est central, car c'est, avec la tentative de liberté, ce qui nous différencie politiquement des autres courants politiques et fait même la différence à l'intérieur de l'anarchisme lui-même. En effet, l'antiautoritarisme implique une rupture avec ce tout qui est établi et avec les idées qui le nourrissent, entre autres le paradigme "judéo-chrétien" du progrès enkysté dans la majeure partie de la pensée occidentale, révolutionnaire ou pas.

Alors, est-il nécessaire de rompre avec la tradition de pensée judéo-chrétienne ? Evidemment. Si l'anarchisme prétend rompre avec l'ordre établi, il ne peut participer à la reproduction de l'un des piliers de l'oppression : la pensée sacrée. Il est certain qu'une grande partie du courant acrate part du postulat que grâce à la révolution sociale on obtiendra un état d'harmonie complète, que par la science on parviendra à la plénitude. Nous trouvons cela dans la plupart de la littérature anarchiste du XIXe et des débuts du XXe siècle, imprégnée par le siècle des Lumières et par l'apologie de la raison qui en découle. Par conséquent, la pensée sacrée se maintient, n'est pas remise en question, dans la mesure où ne se produit pas de rupture avec ce qui est imposé. L'anarchisme se fait sacré de la même manière que l'est le christianisme.

Certaines positions ne suivent pourtant pas ce jeu, comme par exemple les approches de Bakounine et Stirner. En notant que toute destruction est à la fois création, le premier sécarte de la pensée du siècle des Lumières et nous ouvre de nouvelles portes. La destruction et la création seraient inséparables, ne constitueraient pas des phases séparées, c'est le fait d'en finir avec l'existant qui ouvrira un large éventail de possibilités marquées par la révolte constante. Pour sa part, Stirner affirme clairement : *"le sacré ne se supprime pas aussi facilement que semblent le croire beaucoup qui continuent à rejeter ce mot impropre. Que ce "sacré" soit d'ailleurs aussi hu-*

*main qu'on le veuille, qu'il soit l'humain même ne lui enlève en rien son caractère, au mieux le sacré supraterrrestre devient sacré terrestre. Il passe de divin à humain".*

Le siècle des Lumières remplace cet objet sacré : l'Etat, résultat et expression de la raison, prend la place de Dieu, tout en acquérant les mêmes caractéristiques, ce qui lui assure une domination absolue. Cette "passation de pouvoirs" reflète la continuité d'une structure de pensée particulière qui se manifeste dans une grande partie des mouvements révolutionnaires d'occident. Le paradigme de l'oppression se reproduit. En ce sens, il devient indispensable de provoquer une fracture avec "le sacré" dans chacune de ses formes, que ce soit la science ou quelque doctrine politique. C'est de cette manière que le questionnement de nous-mêmes comme de notre environnement tente d'éliminer de nos relations toute expression sacrée, qui est en définitive la manifestation de l'autorité.

Nous sommes iconoclastes. Je pense donc que nous devons être conséquents dans cette recherche ; nous ne sommes les sauveurs de rien ni de personne. Si nous affrontons le pouvoir, c'est parce que nous voulons l'éliminer de nos vies, et pas parce que nous espérons que de ses ruines surgisse un paradis. Nous aspirons à la négation totale de tout ce qui est établi et ce que cela nous réserve est une énigme. Voilà ce qui nous motive.

NB :

Francisco est incarcéré en régime FIES depuis novembre 2013, accusé avec Mónica (en taule à Brieva) de l'attaque explosive contre la Basilique del Pilar de Saragosse qui s'était produite un mois plus tôt, et revendiquée par le "comando insurreccional Mateo Morral". Ils sont sous juridiction anti-«terroriste» pour leur appartenance supposée aux *Groupes Anarchistes Coordinés* (GAC).

Pour leur écrire :

Francisco Javier Solar Domínguez  
C.P. de Villabona Finca Tabladiello  
33480 Villabona-Llanera (Asturies)

Mónica Andrea Caballero Sepúlveda  
Ávila-Prisión Provincial  
Ctra. de Vicolozano s/n Apdo. 206  
05194 Brieva (Ávila)

# LE PALIER DU " VOISIN "

NN, Barcelone, juin 2014

## Embrasser le chaos vs Embrasser la voisine

**A** lors que la figure de l'ouvrier d'usine telle qu'on l'entendait il n'y a pas si longtemps se fait obsolète, et que l'analyse de la situation actuelle pour entrevoir les possibles interventions se complexifie, certains éprouvent le besoin de chercher de nouveaux « sujets (potentiellement) révolutionnaires ». Un nouveau sujet qui, aux yeux de quelques-uns, serait capable de se dépasser et de mettre en échec le pouvoir établi dans une union de forces luttant et s'organisant sur un même principe... C'est à l'aune de ce tournant qu'on peut détecter un nouveau sujet qui, comme le *peuple*, la *masse* ou les *gens*, vient combler ce vide, et produit l'abstraction de vouloir à la fois croître quantitativement et se sentir « cautionnés » par un secteur de la société, comme si nous n'étions pas assez légitimes à nos propres yeux. C'est donc là qu'entre en scène la figure du « *voisin* », doté de toute une série de qualités incroyables, en plus de celle d'habiter dans un endroit spécifique (tout comme nous). Avec lui apparaît une liste de mythes que l'on pourrait énumérer – de manière plus ou moins caricaturale – comme cela :

*Il faut lutter avec les voisins.* Pourquoi ? Suffit-il pour cela de partager des rues, une cage d'escalier, etc. ? Pour lutter ensemble, il faut avoir un intérêt et un terrain de conflit commun. C'est précisément ce conflit d'un côté, et surtout la disposition à l'affronter de l'autre, qui seuls pourraient à un moment donné nous amener à lutter avec nos voisins.

*Nos voisins sont des alliés potentiels parce qu'il partagent les mêmes problèmes.* Ne pas être d'accord avec cette affirmation ne veut pas dire que tous les voisins (qui évidemment ne



constituent pas une masse uniforme) soient des ennemis, loin de là, à moins qu'ils nous le démontrent, puisque cette figure abstraite n'existe pas. Certes, il y a des voisins chouettes comme il y a des voisins de merde, mais en général la plupart sont indifférents et apathiques, puisque c'est en fin de compte une image particulière de ce qui règne dans la société dans laquelle nous vivons.

*Le voisin ne va pas comprendre.* A chaque fois que l'on tente de développer un discours (« vers l'extérieur » pour ainsi dire) un peu plus profond que d'habitude, et d'aller au-delà des quatre mêmes phrases (qui ne sont pas nécessairement comprises non plus), arrive le doute de si le message sera « compris » ou pas. Dans ce cas, si nous cherchons à nous comprendre, comme nous le disions précédemment, il doit y avoir un langage commun. Et il ne s'agit pas seulement de mots et de langue, cela relève aussi de codes, d'expériences vécues et de références. C'est comme prétendre que quelqu'un qui n'est jamais allé à l'université ou n'a jamais étudié pour son propre compte comprenne le langage académique auto-référentiel. Quelqu'un qui n'a jamais eu un livre en main, n'a pas non plus les instruments pour lire et comprendre son contenu. C'est comme une conversation entre deux personnes parlant deux langages différents. Cela signifie que si nous voulons communiquer avec un voisin, il faut pour commencer que ce soit quelque chose qui le



concerne, qu'il connaisse ou qu'il souhaite s'approprié d'une certaine manière, sinon cela ne rencontrera que le rejet, l'indifférence ou, dans le meilleur des cas, de la compassion. Mais pas de la complicité.

*Il ne faut pas effrayer le voisin.* Dans l'urgence de plaire et ne pas provoquer le rejet, on finit souvent par créer plus de confusion, en courant le risque de ressembler aux politiciens, y compris les plus foireux, c'est-à-dire ceux dont tu ne sais pas quelles sont leurs intentions, et qui semblent vouloir t'arnaquer avec des milliers de mots ambigus. En essayant que notre propagande (toujours avec l'obsession qu'elle parvienne « au voisin ») n'effraie pas, on en vient à modifier le langage et l'esthétique, en créant une espèce d'hybride qui finit en général par dire le contraire de ce qu'on veut dire, allant parfois même jusqu'à nier le désir d'en finir avec l'infamie qui nous soumet.

Une manière possible d'être sincères, avec nous-mêmes et avec notre hypothétique voisine, serait peut-être de dire réellement ce que signifie pour nous être anarchistes et *pourquoi* nous le sommes, car chaque message qui cherche à être compris doit partir également de la propre sincérité. Du coup, la question n'est alors plus ici *que dire*, mais juste *comment* le dire, sans modifier le contenu de nos idées.





# Consternations

Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21<sup>e</sup> siècle*, ed. de L'éclat (Paris), mai 2014, 704 p.

Il semblera peut-être étrange à certains de pouvoir critiquer près de 700 pages grand format en seulement quelques lignes. Et pourtant, malgré la consternation procurée par des récits qui, les uns après les autres, finissent plus par accumuler un sentiment de conciliation avec l'existant que de rage, nul besoin d'abattre quelques arbres supplémentaires pour tirer deux-trois enseignements de ces « *trajectoires révolutionnaires* ».

Un mois avant la parution de ce livre, on pouvait lire sur des sites du mouvement que la mairie de Dijon (du pas encore ministre socialiste du Travail) avait voté dans son budget l'allocation d'une somme de 1,6 millions d'euros pour réhabiliter un bâtiment qui sera offert en gestion à un collectif d'anciens squatters. Passer en quinze années de l'occupation illégale d'un lieu à sa légalisation par contrat, avant de finalement déménager dans l'espace culturel ripoliné des ambitions municipales, voilà un exemple assez banal de collaboration avec le pouvoir et de l'absorption qui s'en suit. Mais pour nos saltimbanques du verbiage, il ne s'agirait surtout pas de confondre cette intégration politique avec leur « *pari tactique* » lié au fait que le mouvement aurait « *besoin de "vitrines"* ». Grâce à cet ouvrage, on pourra donc hisser fièrement le drapeau du réalisme politique en guise de parcours radical, face aux tenants d'un « *inatteignable idéal de pureté* » qui ont encore à cœur de lutter contre l'Etat et de briser *toutes* les vitrines, face à ces partisans d'« *objectifs maximalistes* » qui ne font que produire « *un certain sentiment d'impuissance* ». Grâce à cet ouvrage, on pourra aussi découvrir comment la novlangue de ce début de 21<sup>e</sup> siècle transforme une négociation entre bureaucrates des deux côtés de la barricade en création de « *rapports de force* » qui permettent de se maintenir « *du côté tranchant* ». Grâce à cet ouvrage, on apprendra que pour tenter d'éviter les insultes comme "bouffer à tous les râteliers", mieux vaut affirmer oeuvrer à la « *constitution de réseaux... [avec des] avocats, artisans, journalistes, architectes, maraîchers, fils et filles de flics et de politiciens, militants associatifs et syndicalistes, mécanos et métallos, filous et gitans ou fonctionnaires complices* » !

Certes, pour contrebalancer un peu l'égout de la politique qui traverse tout le livre, le « *collectif d'écriture d'une douzaine de membres* » a bien lancé quelques incursions en dehors d'îlots alternatifs (squats, jardins potagers ou autres cultivateurs/éleveurs ruraux) présentés comme des luttes subversives, en allant aussi s'aventurer un peu plus loin que son panel de militants post-gauchistes (composé de soutiens aux inculpés de Tarnac, de CQFD ou de Luther Blisset/Wu Ming). Mais là encore, leur constat est sans appel : l'issue à la question révolutionnaire ne réside pas dans la rupture préalable avec l'existant –ses institutions, ses hommes et ses mécanismes–, mais dans la construction quantitative d'un contre-pouvoir qui dialogue avec une domination qu'il prétend combattre (le collectif *Mauvaise Troupe* n'a pas résisté deux mois avant de rédiger un article pour *Le Monde*, hors-série *Génération rebelle*, juillet 2014). Ainsi, même le texte d'un groupe de "casseurs" (« *Le marteau sans maître* ») finit par nous expliquer qu'après « *la fièvre nihiliste* » vient le temps où il faut savoir « *ménager des moments de compromis* » avec les citoyenistes et les démocrates, « *enlever la cagoule pour composer avec d'autres* », cesser « *la recherche du point d'affrontement le plus haut* ». Un autre texte, celui d'une fille qui cultive les « *illégalismes jubilatoires* » depuis le mouvement lycéen de 2005 (« *Mots d'absence* »), nous explique pour sa part que son auteure a « *pour seule ligne de conduite une éthique fluctuant selon les nécessités* ». Un peu comme un reflet de ce monde de bou ges, en somme.

Ce pavé aux angles limés, dont le titre initial *Vivre et lutter* reflétait de façon moins grandiloquente des cheminements pratiques qu'on peinerait ici à qualifier de « *trajectoires révolutionnaires* », est finalement assez symptomatique de l'évolution d'une frange du mouvement radical. Que cette dernière ait pris son élan lors des contre-sommets de l'altermondialisme ou au cours des émeutes du CPE, son printemps anti-autoritaire et « *autonome vis-vis des pouvoirs institués* » n'aura duré qu'une courte saison, avant de plonger dans les échappatoires offertes par le système capitaliste ou de revêtir prestement la veste rapiécée de la *politique* et de ses travers. Le tout, en maintenant bien sûr encore pour un temps un radicalisme imagé dont ce livre n'est qu'une distorsion, mélange confus de démocratisation radical, de mouvementisme pragmatique, d'intellectualisme universitaire (comme cette présentation du bouquin le 4 juin dernier par ses auteurs à Montpellier, « *animée par Pascal Nicolas-Le-Strat, Maître de conférences en sociologie* ») et de références autoritaires quant aux moyens à employer. Car si le mélange écoeurant qui relie constamment toutes ces constellations est souvent « *cacophonique* » (et on vous épargne ici le chapitre sur la fête ou sur les « *espaces de lutte ouverts à travers internet* »), il vomit en revanche un chœur unanime de raisonnements à base d'alliances, de composition, de victoire, de tactique ou de force. Mais lorsqu'on choisit de suivre la voie ouverte par d'autres apprentis politiciens de ce « *jeune 21<sup>e</sup> siècle* » en commercialisant à son tour ses idées chez un éditeur de gôche tout en prônant par ailleurs l'autonomie, et qui plus est chez un éditeur dont le titre suivant –dans la même collection d'ailleurs– est le recueil de cinq textes d'un féroce révolutionnaire parvenu au pouvoir comme on sait (Lénine, *Mieux vaut moins mais mieux et autres textes de 1923*), plus rien n'étonne...

En ce siècle comme aux précédents, il faudra beaucoup, beaucoup de troupes pour que soient satisfaites les ambitions consternantes de leurs auteurs. Mais il suffira de quelques individus insoumis pour qu'elles soient ruinées. A jamais.

# Bonnot et les évangélistes

Valerio Evangelisti, *Fantômas e gli illegalisti*, in *Fantômas. La vita plurale di un antieroe*, Monica Dall'Asta dir., ed. il principe costante (Milan), juin 2004, 270 p.

Les anciens combattants ont toujours été obsédés par les mouvements sociaux. Anciens combattants de batailles considérées comme perdues, anciens combattants à l'idéologie décomposée, anciens combattants aux utopies non réalisées, tristes figures qui présentent leur propre défaite personnelle comme s'il s'agissait d'une défaite historique, afin de trouver quelque justification publique à leur misère humaine. Pour les anciens combattants, on le sait, une fois que leur vie est terminée, il leur faut penser à comment affronter la survie, et quelques-uns d'entre eux ne résistent pas à la tentation de s'abandonner à la littérature. Vu que leurs expériences et connaissances n'ont pas servi hier à faire la révolution, qu'elle servent au moins aujourd'hui à joindre les deux bouts !

Une de ces braves personnes est Valerio Evangelisti, célèbre auteur de science-fiction, le créateur du personnage d'Eymerich l'Inquisiteur<sup>1</sup>. Mais pas seulement. Il s'est aussi occupé du « Projet Mémoire - La Commune », a été président de l'Archive historique de la Nouvelle gauche « Marco Pezzi » de Bologne, est un collaborateur du *Monde Diplomatique* et aussi directeur de la revue *Carmilla* (« littérature, imaginaire et culture d'opposition »). C'est un peu le dada de tous ces écrivains aux éruptions radicales, que de tenter de conjuguer profit et militantisme. A dire vrai, il faut pourtant lui reconnaître un indéniable saut qualitatif. A la différence de ceux qui sont partis à l'assaut des classements des meilleures ventes après avoir renoncé à partir à l'assaut du ciel, Evangelisti a seulement dû renoncer à une carrière universitaire parallèle à un travail de fonctionnaire au ministère des Finances.

Comme son collègue Pino Cacucci<sup>2</sup>, ex-anarchiste révolutionnaire, Evangelisti est né dans la capitale de l'Emilie, qui possède l'ignoble privilège d'avoir formé des générations entières de récupérateurs « créatifs » (de Bifo à Luther Blisset, en passant par Helena Velená). Comme Cacucci, il s'est occupé des anarchistes illégalistes français du début du 20e siècle, connus sous le nom de « bande à Bonnot ». Le premier nous a livré un roman qu'on pouvait également trouver il n'y a pas si longtemps dans les rayons des supermarchés, après le pain mais un peu avant le papier-toilette ; le second a livré un essai publié dans une anthologie qui voudrait rendre hommage au personnage littéraire créé par l'imagination de Marcel Allain et Pierre Souvestre, *Fantômas il Re del Terrore* (Fantômas le Roi de la terreur). Cet essai, qui a pour titre *Fantômas et les illégalistes*, constitue un remarquable exemple de la passion d'Evangelisti : lier texte de science-fiction et critique politique. Mais il faut bien dire qu'ici, la science-fiction évoquée par Fantômas est plutôt un prétexte pour laisser libre cours à une critique politique des anarchistes illégalistes. Sur les six paragraphes qui composent ce texte, seul le premier concerne le personnage d'Allain et Souvestre, les autres livrant les cauchemars de ce militant de gôche face à une révolte anarchiste qui ne se résoud décidément pas à finir étouffée à jamais par la poussière des archives.

La thèse d'Evangelisti est vite résumée. Fantômas, criminel capable de commettre n'importe quel délit atroce aux dépens de tout un chacun, a été créé en France au début du 20e siècle ; ses inspirateurs en ont été les anarchistes illégalistes qui défrayaient alors la chronique des « crimes, quelques fois gratuits », commis pour assouvir un individualisme effréné extérieur à tout contexte de lutte sociale ; cet illégalisme avait connu une première génération dont les épisodes de violence brutale étaient

restés limités (Ravachol et Henry) et de toute façon encore liés à une perspective de classe, mais ils avaient ensuite subi une dégénération ayant porté à défendre la violence indifférenciée contre les exploités eux-mêmes, comme en témoignent en théorie les textes de Libertad et en pratique les actions de la « bande à Bonnot » ; les idées illégalistes sont restées complètement circonscrites à un milieu marginal du mouvement anarchiste, ne rencontrant aucun écho chez les autres ennemis de l'Etat, pour lesquels « *le processus révolutionnaire est en permanence conçu comme une action de masse, même si la tâche de l'allumer peut être attribuée à de petites avant-gardes* ». Cette exaltation aveugle de la violence au nom d'un Individu attentif à son seul confort est en réalité proche de la pire raison d'Etat, parce que « *ce sera justement la bourgeoisie faite Etat qui inaugurerá l'époque contemporaine avec la boucherie la plus grande et la plus indiscriminée qu'on ait vue jusque-là. Ce sera elle qui incarnerá collectivement l'idéal illégaliste, aussi bien à travers sa haine des faibles qu'à travers la revendication d'une liberté absolue par rapport aux contraintes morales* ». La conclusion vaut son pesant de cacahuètes : « *d'idéologie minoritaire, l'illégalisme devient pensée dominante, avec tout le sang qui va avec.* »

On ne peut pas dire que les arguments d'Evangelisti soient très originaux : il ne font que répéter les anathèmes qui ont volé si souvent contre les anarchistes illégalistes, des anathèmes balancés autant par les anarchistes les plus réacs que par des marxistes de tout poil, hautains intellectuels hostiles au « lumpenproletariat ». Tous ces fiers ennemis de l'individu et loyaux amis du peuple s'évertuent depuis près d'un siècle à diffuser l'image d'un Bonnot alter ego du féroce bourgeois (un peu comme dans le milieu philosophique où on a tenté de présenter Sade comme un alter ego du féroce nazi). Comme si un individu en révolte contre la société pouvait avoir quoi que soit en commun avec un homme d'Etat ivre de pouvoir. Comme si ces anarchistes du passé (mais dans les intentions cachées de l'auteur la référence vaut pour quelques anarchistes du présent) étaient une poignée de fous furieux, assoiffés de sang et aspirants massacreurs. Il est peut-être temps d'opposer à ce mensonge quelque chose d'autre que le silence de l'indifférence ou le sourire hilare. Le texte d'Evangelisti – une petite anthologie d'erreurs, de contradictions et de calomnies, le tout enrobé de bévues plaisantes – offre une bonne occasion de le faire.

**A BAS LE TRAVAIL !**

On a souvent remarqué que les pires ennemis de l'histoire sont les historiens eux-mêmes. A la différence de ceux qui font l'histoire, ils se contentent de la raconter. Leur objet d'étude – la vie aventureuse des autres – devient parfois un miroir dans lequel on peut voir le reflet de la fadeur de sa propre existence. Un miroir à briser, tant sa vue est insupportable.

Conscients de leur rôle passif, de simple contemplation, ils se vengent contre ceux qui ont vécu eux-même ces histoires et agi directement. Il n'est donc pas étonnant qu'Evangelisti, ce diplômé en histoire, cet auteur prolifique d'essais à caractère historique, ce directeur d'un centre d'archives, mystifie l'histoire de



ces lointains anarchistes. Pour commencer, on ne comprend pas bien ce qu'Emile Henry a à voir avec l'illégalisme, si on se réfère à ce terme comme un ensemble de pratiques extra-légales visant à obtenir de l'argent : vols, braquages, arnaques, contrefaçon de fausse monnaie. Ce qui poussait les anarchistes vers l'illégalisme, ce n'était pas le délire de toute puissance ou l'abjection morale, mais plutôt le refus du travail salarié.

Le pire chantage auquel nous soumet la société est celui de choisir entre travailler ou mourir de faim. Dans le travail, dans la recherche d'un travail, dans le repos après un travail, c'est toute notre vie y qui passe. Combien de rêves brisés, combien de passions flétries, combien d'espoirs déçus, combien de désirs insoumis dans la terrible condamnation quotidienne au travail, qui a toujours été la plus féroce des perpétuités.

Quelques anarchistes, plutôt que de baisser la tête et de courber l'échine contre un salaire pour soi et le profit pour d'autres, ont préféré se procurer l'argent indispensable pour vivre d'une autre manière. Un choix, celui-là, partagé et pratiqué par de nombreux autres prolétaires. Le bien-pensant Evangelisti se garde bien de rappeler qu'à l'époque tout un pan de Paris vivait d'expédients, comme la majeure partie de la population prolétaire de Montmartre. Comme s'en souviendra par la suite Victor Serge : « une des caractéristiques particulières du Paris ouvrier de cette époque, était qu'il se trouvait en contact dans de vastes zones avec la canaille, c'est-à-dire avec le vaste monde des irréguliers, des perdants, des misérables, avec un monde ambigu : il existait peu de différences majeures entre le jeune ouvrier ou artisan des vieux quartiers du centre et le maquereau des ruelles proche des Halles. Le chauffeur et le mécanicien un peu habiles volaient systématiquement tout ce qu'ils pouvaient au patron, par esprit de classe et parce que "dénudés" de préjugés... » De fait, des quartiers entiers de Paris étaient plus ou moins "risqués", principalement la banlieue nord-est de la ville (Pantin, St-Ouen, Aubervilliers et Clichy), où habitaient de nombreux voleurs et détoursseurs professionnels, arnaqueurs et faussaires, ainsi que des milliers de prolétaires contraintes de se prostituer pour boucler leurs fins de mois. Les prolétaires parisiens, lorsqu'ils ne faisaient pas partie de ce « monde ambigu » en étaient

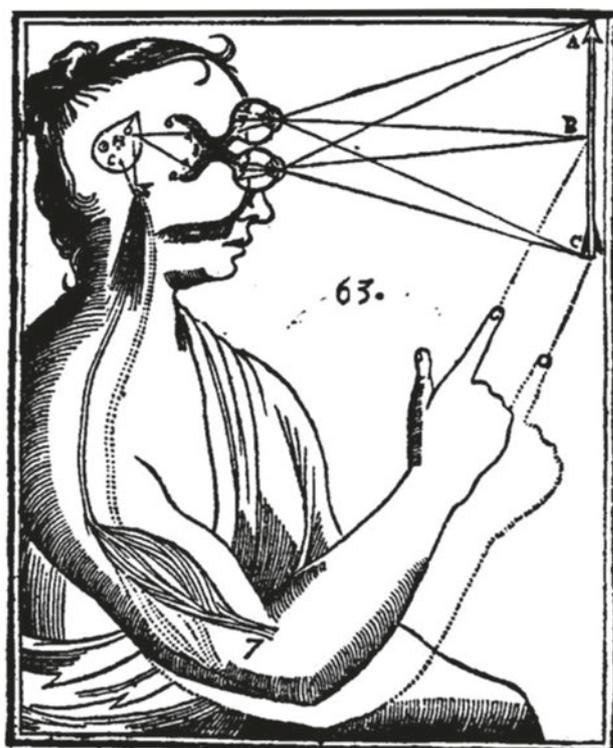
généralement sympathisants, étaient naturellement hostiles à la police, et n'avaient rien contre effectuer eux-mêmes à l'occasion de petits larcins.

Juste après le premier braquage accompli par Bonnot et ses compagnons, un journal français déclara que la police parisienne avait besoin de renforts parce qu'elle devait faire face à 200 000 hors-la-loi (sur une population de 3 millions de personnes). Si les prolétaires ont bien mieux accueilli les thèses anarchistes sur la « reprise individuelle » que la morale d'un Jean Grave (ou d'un Valerio Evangelisti), s'ils ont sympathisé avec des personnages comme Jacob ou Bonnot, c'est parce qu'ils comprenaient d'où ils venaient.

Pourtant, Evangelisti affirme que chez les anarchistes illégalistes, le refus du travail salarié était devenu du mépris pour les travailleurs, transformant les victimes du système capitaliste en ses complices. Si bien qu'à la division de classe entre exploités et exploités, les illégalistes auraient substitué celle entre complices de l'exploitation et rebelles. Tout l'essai d'Evangelisti est une dénonciation de cette « énorme simplification », de cette « grossière abolition de toute nuance analytique », coupable de conduire au « brouillage des perspectives stratégiques de la lutte comme des tactiques revendicatrices à moyen terme. » En somme, Valerio Evangelisti nous l'assure : il ne s'agit pas là des mots de l'ancien fonctionnaire du ministère des Finances qui sent un frisson lui parcourir l'échine, mais bien ceux d'un camarade habitué à prendre garde au « cadre articulé d'une société stratifiée en classes » et préoccupé qu'il ne soit remplacé par un « profil simplifié ». Pour le bien de la révolution, inutile de le rajouter.

#### ILLÉGALISTES, PAS ÉVANGÉLISTES

Le piège du créateur d'Eymerich est celui de tous les militants gris et sinistres : ne pas comprendre que ces anarchistes n'avaient pas le temps d'attendre patiemment l'arrivée du "grand soir", c'est-à-dire la révolution des masses qui aurait résolu la question sociale en se libérant de l'exploitation. Ils n'avaient pas envie d'écouter la bonne parole des prêtres rouges, selon les-



quels la libération est inscrite au sein du processus capitaliste, constituant même sa fin joyeuse. Ils n'avaient pas confiance dans les leaders qui, du haut de leur sagesse, observant, mesurant, calculant, parvenaient à l'immanquable conclusion que la révolution se fera demain, jamais aujourd'hui. Ils avaient soif et envie de vivre, pas de survivre, ici et maintenant.

Le premier à s'être moqué avec force et continuité des révolutionnaires évangélistes en France fut Zo d'Axa, créateur de l'hebdomadaire *L'Endehors*, auquel collaboraient également des écrivains du calibre de Georges Darien, Lucien Descaves, Victor Barrucand, Félix Fénéon, Bernard Lazare, Saint-Pol Roux, Octave Mirbeau, Tristan Bernard, Emile Verhaeren et beaucoup d'autres (et dire que ce pauvre Evangelisti, dans son ignorance académique, liquide Zo d'Axa comme un « *divulgateur secondaire* » !) : poursuivi par la magistrature, incriminé pour « association de malfaiteurs », d'Axa ne chantait pas les vertus des futurs paradis terrestres, mais fouettait les vices des enfers sociaux présents afin d'inciter ses lecteurs à la révolte

Après lui, ce sera au tour d'Albert Libertad. Mais à l'inverse de Zo d'Axa, resté essentiellement un solitaire, Libertad a été capable de donner à son action une forme constructive et un impact social, amplifiant le souffle de ses idées. Evangelisti est contraint de reconnaître que son journal « *diffusé discrètement* » avait réussi à « *conquérir de l'influence dans certains secteurs populaires* ». Collaborateur de la presse libertaire, actif dans l'agitation pro-Dreyfus, Libertad fut en 1902 parmi les fondateurs de la Ligue antimilitariste, et fonda avec Paraf-Javal les Causeries populaires, discussions publiques qui rencontrèrent un grand intérêt à travers tout le pays, contribuant à l'ouverture d'une librairie et de plusieurs locaux dans différents quartiers de Paris. Sur la vague d'enthousiasme suscitée par ces initiatives, il créa trois ans plus tard l'hebdomadaire *l'anarchie*, qui lors du 14 juillet par exemple, imprima et diffusa l'affiche *La Bastille de l'Autorité* à 100 000 exemplaires. En plus de fébriles activités contre l'ordre social, Libertad avait l'habitude d'organiser des fêtes, des bals et des balades champêtres, liés à une vision de l'anarchisme comme « *joie de vivre* » et pas comme sacrifice militant et pulsion de mort, tentant de concilier les exigences de l'individu (dans son besoin d'autonomie) à la nécessité de détruire la société autoritaire. En effet, Libertad dépassait la fausse dichotomie révolte individuelle/révolution sociale, en mettant en avant que la première n'est qu'un moment de la seconde et pas sa négation : la révolte ne peut que naître de la tension individuelle de chacun, qui seulement en s'étendant, peut déboucher sur un projet social de libération. Pour Libertad, l'anarchisme ne consiste pas à vivre séparés de tout contexte social dans quelque froide tour d'ivoire ou quelque île communautaire heureuse, pas plus qu'à vivre en se soumettant aux rôles sociaux en repoussant au loin le moment où mettre en acte ses convictions, mais à vivre ici et maintenant en anarchistes, sans concessions, de la seule manière possible : en se révoltant. Et voilà que dans cette perspective, révolte individuelle et révolution sociale ne s'excluent plus l'une l'autre, mais se mêlent. Cette conception de la vie exige une concordance entre théorie et pratique qui rend furieux les différents évangélistes<sup>3</sup>, eux qui pensent pouvoir être révolutionnaires tout en continuant à être employés de banque, professeurs d'université, expert-comptables, bureaucrates de ministère ou représentants de grandes maisons d'édition, abandonnant à un mécanisme historique extérieur la tâche de transformer la réalité. Comme le disait lui-même Libertad, « *notre vie est une insulte pour les faibles et les menteurs qui se targuent d'une idée qu'ils ne mettent jamais en pratique.* » Dans ses mémoires, Victor Serge se souviendra ainsi de la fascination exercée par les idées de Libertad : « *L'anarchisme nous prenait tout entier parce qu'il demandait tout : il n'y avait pas un seul angle de la vie qu'il épargnait, du moins c'était notre impression. On pouvait être catholiques, protestants, libéraux, radicaux, socialistes, ou même syndicalistes, sans rien changer de sa propre vie, et par*

*conséquent de la vie ; à la rigueur fréquenter le café des uns et des autres. Tissé de contradictions, déchiré en tendances et sous-tendances, l'anarchisme exigeait avant tout accord entre les actes et les paroles...»*

#### PAS DE MAÎTRES SANS ESCLAVES

Selon les évangélistes, ce sont les patrons qui créent les esclaves. Ce n'est que lorsque disparaîtront ceux qui commandent, que ceux qui obéissent le feront à leur tour. Mais tant qu'existent les maîtres, il ne reste aux esclaves qu'à continuer de baisser la tête et d'attendre patiemment la mort. Pour les illégalistes au contraire, ce sont également les esclaves qui créent les maîtres. Si les premiers cessaient d'obéir, les seconds disparaîtraient sur le champ. Voilà pourquoi les illégalistes tendent souvent à laisser tomber le ton persuasif si cher aux évangélistes, puisqu'ils n'entendent pas convertir les exploités, mais plutôt les exciter, les déchaîner, les pousser contre le vieux monde.

A première vue, cela ressemble presque à une différence de nuance, mais il s'agit en fait de deux perspectives opposées dont les conséquences pratiques sont complètement différentes.

Lorsqu'un évangéliste maudit le maître et fait l'éloge de l'esclave, il ne fait rien d'autre que critiquer l'œuvre du premier et saluer la résistance au fouet du second. Le maître est mauvais parce qu'il opprime, et l'esclave est bon parce qu'il endure. Et puisque les évangélistes nient la révolte singulière des esclaves, auxquels il n'est concédé que de se révolter collectivement, tous ensemble au même moment –un moment renvoyé à l'infini par ceux qui n'aiment pas les « *profils simplifié* »–, qu'est ce qu'il en suit ? Que les esclaves doivent continuer à être bons, c'est-à-dire d'endurer, dans l'espoir qu'un jour ou l'autre...

A contrario, lorsque l'illégaliste maudit aussi bien le maître que l'esclave, il ne le fait pas pour mettre leurs responsabilités sur le même plan, mais pour exhorter le second à changer immédiatement sa vie, à agir contre le premier, parce qu'il pense qu'il est toujours possible de faire quelque chose de concret pour se libérer du joug. Parce que commander est indigne, c'est vrai, mais obéir l'est aussi. Parce que face au fouet, on ne va pas acclamer la tolérance, mais la révolte. Il n'y a rien d'admirable dans les honnêtes travailleurs qui se laissent exploiter ou dans les honnêtes électeurs qui se laissent gouverner. Ce qui est admirable, c'est la capacité à se rebeller, à désertier les rôles sociaux imposés, pour commencer à être soi-mêmes ; une capacité qui a toujours la possibilité de s'exprimer. Derrière le mépris des mots de Libertad (et des autres anarchistes comme lui) pour ce que les exploités acceptent, il y a toujours la passion pour ce qu'ils pourraient faire. On peut plus ou moins partager cette approche de la « question sociale », mais affirmer qu'elle va contre les exploités, qu'il s'agit d'une théorisation de la violence aveugle et indiscriminée, est une aberration digne d'un imbécile ou une calomnie digne d'un misérable.

Evangelisti se révèle à la fois l'un et l'autre, par exemple lorsqu'il met sur le même plan les bourgeois fauteurs de guerre et les anarchistes illégalistes, oubliant que si les premiers nourrissaient une « *haine envers les faibles* », les seconds nourrissaient une haine envers les puissants. Ce même Evangelisti, après l'avoir enrôlé parmi les illégalistes, a dû admettre que lorsqu'Emile Henry s'était déclaré en faveur des « *actes de révolte brutale* », il avait également spécifié que son objectif était uniquement les bourgeois. Quant à ses victimes, le minimum qu'on puisse dire est qu'aux yeux intéressés des évangélistes, leur sang devait être plus ragoûtant que celui qu'ont fait couler des anarcho-syndicalistes espagnols. Qu'ont-ils en effet effectué de si différent, ces quinze compagnons qui au printemps 1923 à Barcelone ont fait irruption dans le *Cercle des Chasseurs*, lieu de rencontre habituel des patrons les plus réactionnaires, et ont ouvert le feu sur les présents ?



André Soudy, 1911

Quoi qu'il en soit, c'est surtout contre les illégalistes français passés à l'histoire sous le nom de "bande à Bonnot" qu'Evangelisti lance ses excommunications. Bien, à part le fait que la "bande à Bonnot" en tant que telle n'a jamais existé, étant une pure invention de journalistes, qui étaient donc ces anarchistes ?

Bonnot avait pratiqué différents métiers, souvent licencié parce qu'il ne supportait pas les patrons. Garnier était un insoumis au service militaire, un ouvrier qui avait participé à de nombreuses grèves avec la carte du syndicat en poche, condamné pour outrage et incitation au meurtre au cours de l'une d'elles. Callemin avait déjà été condamné plusieurs fois pour vol et pour des affrontements avec la police lors d'une grève générale. Valet était forgeron, toujours présent dans les manifestations. Dieudonné était menuisier et avait participé à de nombreuses grèves. Soudy était garçon d'épicerie, condamné pour outrage, rébellion à l'arrestation et pour avoir distribué des tracts lors d'une grève. De Boe était un imprimeur qui avait été incarcéré pour plusieurs articles antimilitaristes. Carouy travaillait dans un garage. Medge, lui aussi insoumis au service, était cuisinier. Tous étaient de simples prolétaires, actifs dans le mouvement de l'époque, collaborant de différentes manières aux publications subversives, fréquentant les locaux, participant aux affrontements avec la police comme ceux qui ont suivi la Semaine Tragique ou l'exécution de Liabeuf. Tous étaient des compagnons, fichés comme agitateurs et têtes brûlées. Et c'est pour cela que trouver du travail était pour eux une entreprise encore plus ardue. Il n'y a donc rien de surprenant dans le fait qu'ils aient décidé d'avoir recours à la reprise individuelle. Que certains d'entre eux soient parfois tombés dans de déplaisants "incidents de parcours" est un fait qui ne couvre en soi pas d'infamie un choix individuel entièrement cohérent avec les idées anarchistes.

#### LES MÉSAVENTURES D'UN HISTORIEN

L'historien Evangelisti ne peut pas s'empêcher de monter sur l'estrade pour donner des leçons. En lisant son essai, on est ainsi instruit de nombreuses choses intéressantes, bien que souvent contradictoires, parfois complètement absurdes.

Tout d'abord, on ne comprend pas quel est le rapport entre Fantômas et les illégalistes. Premièrement : si « *l'homicide, et non le vol, est l'axe de son action criminelle* », à l'inverse le vol est l'axe de l'action des illégalistes et l'homicide uniquement un imprévu (plus ou moins évitable, c'est un autre problème) qui s'est parfois produit. Deuxièmement : si les « *hommes de Bonnot* » (sic !) sont « *apparus quelques mois après* » que Fantômas ait vu le jour, comment diable font-ils pour l'inspirer ? Qui sont donc ces anarchistes illégalistes qui auraient défrayé une chronique « *bourrée* » de leurs méfaits, déclenchant la fantaisie d'Allain et Souvestre ?

Puis il y a l'habituel Max Stirner, bête noire de tous ceux qui aiment les masses populaires parce qu'ils ont l'intention de les guider ou de les domestiquer. Il est défini au début comme « *la référence obligée* » de Fantômas et donc, selon Evangelisti, des anarchistes amateurs du « *crime* ». Ensuite, petit à petit, voilà que « *pas même Max Stirner n'est identifiable comme l'inspirateur des illégalistes* ». Et que dire des idées illégalistes ? Sont-elles un « *corpus théorique d'épaisseur non négligeable* » ou bien constituent-elles un « *bagage théorique limité* » ?

Pour faire la terre brûlée autour des idées individualistes et illégalistes, Evangelisti ne trouve rien de mieux que de faire appel aux grands noms du mouvement anarchiste, en rappelant que « *rien d'analogue n'est trouvable chez Proudhon, Bakounine, Kropotkine ou chez les contemporains Malatesta et Reclus* ». Un peu comme dire que par rapport aux pères fondateurs, ces délinquants ne sont certainement pas de vrais anarchistes ! Pourtant, c'est justement Proudhon qui, en décrétant que la propriété est un vol, a jeté les bases du concept de reprise individuelle. Et

que dire du déchaînement des mauvaises passions invoqué par Bakounine ? Kropotkine théorisait certes la nécessité de planter des graines sous la neige, mais également que « *tout est bon pour nous qui n'est pas la légalité.* » Quant au « *contemporain* » Reclus, c'est lui qui a défendu que « *la lâcheté par excellence est le respect de la loi* » et qui s'est exprimé sur Ravachol en ces termes : « *j'admire son courage, sa bonté, sa grandeur d'âme... je connais peu d'hommes qui le dépassent en noblesse... c'est un héros à la magnanimité hors du commun* » (tandis que son neveu Paul assurait que « *dans la société actuelle, le vol et le travail ne sont pas substantiellement différents. Je m'élève contre la thèse qu'il y ait un moyen honnête de gagner sa vie, le travail, et un malhonnête, le vol ou l'arnaque...* »). De plus, quel sens cela a-t-il de s'en prendre autant à Armand (par ailleurs le plus candide des illégalistes), quand il est connu que l'autre « *contemporain* » Malatesta l'appréciait au point de se demander « *pourquoi donc Armand parle en permanence d' "individualisme anarchiste" comme d'un corps de doctrine distinct, tandis qu'en général il ne fait qu'exposer les principes communs à tous les anarchistes de toute tendance* » ?

Comme si tout cela ne suffisait pas, l'écrivain de fiction bolognais réussit même à confondre Raymond Callemín avec le situationniste Guy Debord ! Voilà son insinuation : « *ce n'est peut-être pas par hasard si en 1912 le bras droit de Jules Bonnot, Raymond-la-Science, exalte dans une ballade ironique une autre entreprise d'Henry, l'attentat contre les bureaux des mines de Carmaux, définissant poulets vulgaires les victimes civiles du geste* ». Ici, l'historien Evangelisti a commis une bévue historique, donnant le meilleur de lui-même : 1) la ballade ironique a été écrite par Debord, qui pour plaisanter l'a signée du nom du « *bras droit* » de Bonnot (certaines personnes ne peuvent s'empêcher de raisonner en termes de hiérarchie...) ; 2) poulets vulgaires signifie flics vulgaires, et cela fait référence au flic municipal et au sous-brigadier morts dans l'explosion ; 3) la seule victime civile fut le postier de l'histoire, qui avait aidé les flics à transporter la bombe de la compagnie des mines jusqu'à l'intérieur du commissariat.

L'opposition soulevée par Evangelisti entre Libertad et Pouget est aussi divertissante. Anarchiste illégaliste le premier, anarcho-syndicaliste le second, comment s'étonner que les considérations de Pouget soient définies « *bien plus équilibrées* » ? On en vient à se demander si Evangelisti a vraiment lu le journal de Pouget, le *Père Peinard*. Voilà ce qu'écrivait en 1905 un contemporain à propos de ce journal anarchiste, le plus ordurier et celui aussi qui avait le plus grand nombre de lecteurs dans la classe des travailleurs : « *Sans aucun étalage de philosophie (ce qui ne veut pas dire qu'il n'en ait pas), il a joué ouvertement avec les appétits, les préjugés et les rancœurs du prolétariat. Sans réserve ni tromperie, il a incité au vol, à la contrefaçon, au refus des impôts et loyers, à l'homicide et à l'incendie. Il a conseillé l'assassinat immédiat de députés, sénateurs, juges, prêtres et officiers de l'armée. Il a invité les ouvriers au chômage à se saisir de la nourriture pour eux et leur famille partout où ils en trouveraient, à s'emparer de chaussures dans le magasin de chaussures quand la pluie de printemps baignait leurs pieds, et à se couvrir dans le magasin de vêtements quand les vents d'hiver les piquait au vif. Il a invité les ouvriers à mettre à la porte leurs employeurs tyranniques, et à s'appropriier leurs usines ; les journalistes et les vigneronnes à s'emparer des fermes et des vignes, et transformer les proprios des champs et des vignes en fertilisants phosphatés ; les mineurs à s'emparer des mines et à offrir des pioches aux actionnaires au cas où ils seraient disponibles à travailler comme leurs amis et frères, et sinon à les jeter dans des puits inutilisés ; les conscrits à émigrer plutôt que de faire leur service militaire, les soldats à désertier ou à tirer contre les officiers. Il a exalté les braconniers et autres transgresseurs volontaires de la loi. Il a raconté la geste des anciens brigands et hors-la-loi, et exhorté les contemporains à suivre leur exemple.* » Si seulement il existait

aujourd'hui encore des anarcho-syndicalistes aussi équilibrés...

Quant à la bourgeoisie qui aurait incarné « *l'idéal illégaliste* » au point de déclencher la Première guerre mondiale, pour se faire une idée de l'infamie d'une telle hypothèse, il suffit de rappeler qu'en France les anarchistes interventionnistes ne furent ni les illégalistes ni les individualistes, mais justement les anarchistes bigots à la Jean Grave.

Seuls ceux qui aiment les masses au point de les suivre et de justifier toutes ses bassesses ont accepté l'idée de soutenir la guerre. Ce furent les plus grands critiques de Libertad et de Bonnot qui défendirent qu'un anarchiste peut être un soldat mais pas un braqueur. Voilà la double morale évangéliste.

ENFIN...

À presque un siècle de distance, la révolte de ces lointains Anarchistes continue de brûler. Tandis que la servitude volontaire a quasi atteint le chiffre de six milliards, tandis qu'une catastrophe sociale, technologique et écologique menace tous les jours un peu plus la simple survie du genre humain, tandis que de toutes parts on voit des riches respecter la misère des pauvres et des pauvres respecter l'abondance des riches, il est incroyable qu'il existe encore des pompiers qui, au nom de la révolution mais en réalité pour la quiétude de leur existence, courent pour éteindre les foyers illégalistes. Mais les appels au calme des évangélistes du milieu militant pourront-ils jamais arrêter l'urgence de la guerre sociale ?



NdT

1. Dont la quinzaine d'essais et de romans policiers ont été publiés en français, de 1991 à 2013, principalement chez l'éditeur Christian Bourgois (Paris).

2. Auteur de plus d'une vingtaine de livres depuis 1988, dont quasi tous publiés ou republiés chez Feltrinelli. Son roman autour de Bonnot, *In ogni caso nessun rimorso*, date de 1994. Dans leur hebdomadaire *Canenero* (n°43, 20 décembre 1996), les compagnons italiens de l'époque avaient déjà souligné que « *Evidemment la révolution ne paie pas, en tout cas pas autant que l'éditeur Longanesi aura payé pour ce livre. Pour celui qui fut un temps "anarchiste" – comme Cacucci, justement – qu'y a-t-il de mieux que de capitaliser ce qu'on a eu l'occasion de bien connaître ? Rien d'étrange donc. Pas même de le retrouver au milieu d'autres produits en plastique sur les rayonnages d'un supermarché. Comme tant d'autres anciens combattants, Cacucci a compris qu'en cette époque de dépression il est beaucoup plus rentable d'émettre toute idée et action jusqu'à en obtenir un produit culturel, avec une évidente prédilection pour ce qui au départ ne l'était en aucun cas, plutôt que de se perdre derrière les utopies.* " *Les protagonistes des pages qui suivent ont à l'inverse tout perdu : batailles, travail, amis, idéaux, et leur vie même. La seule chose qu'ils ont réussi à ne pas perdre est la dignité*", écrit solennellement l'auteur dans une note introductive au livre, lui qui a tout trouvé – travail, amis et gloire – en renonçant justement à la dignité. »

3. Ici, jeu de mot entre les types comme Evangelisti et les évangélistes.

# LA VENGEANCE DE SACCO & VANZETTI

Le  
23  
août  
1927,  
les com-  
pagnons Sacco  
et Vanzetti sont  
exécutés sur la chaise  
électrique, accusés de  
deux braquages qui ont  
coûté la vie au caissier et à  
son garde du corps, malgré la gi-  
gantesque campagne innocentiste  
en cours sept années pour tenter d'em-  
pêcher cet assassinat d'Etat. De Chicago à  
Melbourne, de Mexico à Johannesburg, de  
Moscou à Shangai, en passant par la plupart  
des grandes capitales européennes, des millions de  
personnes ont manifesté sur tous les continents et des  
centaines de milliers de travailleurs ont croisé les bras.  
En juillet 1927, New York connut ainsi la plus grande grève  
de son histoire, et tout au long de cette année fatidique, en Ar-  
gentine, au Paraguay, en Uruguay, mais aussi au Brésil, au Chili, au  
Mexique et au Venezuela, des manifestants par centaines de milliers  
ont affronté les forces de répression face aux ambassades des Etats-Unis  
protégées par l'armée. En Russie même, alors de l'Internationale Commu-  
niste avait jeté ses troupes dans la bataille pour tenter d'en prendre la tête,  
les anarchistes sortirent des tracts pour Sacco et Vanzetti... et finirent bien sûr en  
prison. Olga Taratouta, compagne rescapée de tous les combats armés contre le  
Tsar puis les bolchéviques, écrira à ce propos en 1927 dans une lettre pleine d'audace au  
GPU : « vous ne parviendrez jamais à tuer nos idées avec des balles et la prison. En ce qui  
me concerne, cela revient au même que vous me mettiez dans une petite prison ou que vous  
me laissiez dans la grande qu'est à présent devenue la Russie soviétique. » A mesure que la date  
fatidique approchait, des attaques explosives sont même venues apporter leur voix au concert  
de protestations. Enfin, à Paris, lorsque la nouvelle de leur exécution s'est répandue le 23 août, des  
milliers de personnes se sont faites émeutières sur les boulevards : cafés et magasins pillés, ébauches de  
barricades, 124 flics blessés (et 250 manifestants arrêtés). Innocents ou pas, Sacco et Vanzetti n'étaient en  
tout cas pas de ces compagnons qui refusaient l'attaque directe contre le pouvoir. Anarchistes communistes  
et anti-syndicalistes proches de la *Cronaca Sovversiva* de Galleani, soit du courant de l'anarchisme autonome  
(ou anti-organisationnel), ils avaient notamment participé les années précédentes à l'agitation contre la Première  
guerre mondiale, un point méconnu sur lequel nous avons voulu revenir ici, tant leur anarchisme a fini par ne devenir  
que le simple appendice de victimes par excellence de la raison d'Etat – et immigrées de surcroît ! Si le rapport entre idée  
et action est un bien précieux à cultiver, il est aussi ce qui peut aujourd'hui encore relier chacun à ces deux compagnons...

---

Raul Pavich, juillet 2014

« L'anarchiste est l'ennemi de l'humanité, de toute l'humanité, et possède un degré de criminalité plus profond que tous les autres. »

Theodore Roosevelt, Président des Etats-Unis,  
Déclaration au Congrès, 1er décembre 1901

« *Le bon cordonnier et le pauvre vendeur de poisson* ». Voilà une  
des descriptions les plus communes de Sacco et Vanzetti.  
Elle aurait été faite par Vanzetti lui-même juste avant qu'il ne soit  
exécuté avec Sacco<sup>1</sup>. La description, avec tout ce qu'elle engage,  
n'est pourtant pas adaptée, et aujourd'hui encore, elle contribue à  
masquer les véritables idées de ces deux compagnons. Ce n'étaient  
pas non plus des anarchistes « philosophiques » ou des pacifistes  
Tolstoïens comme certains de leurs amis l'ont prétendu. Tous  
deux étaient au contraire partisans d'une guerre sociale sans trêve  
contre l'Etat et le capitalisme. Loin d'être ces innocents rêveurs si  
souvent dépeints par leurs supporters, ils partageaient les idées de  
cette partie du mouvement anarchiste qui défendait l'offensive in-  
surrectionnelle et les attaques explosives. Ces activités étaient une  
réponse à la monstrueuse violence de l'Etat, car les plus grands je-

teurs de bombes et assassins ne sont certainement pas les rebelles  
poussés par la révolte, mais les ressources militaires de tout gou-  
vernement — l'armée, la milice, la police, les pelotons d'exécution  
et les bourreaux.

Telle était la position de Sacco et Vanzetti, comme celle de Luigi  
Galleani, qui défendait fièrement chaque fait de rébellion et glo-  
rifiait parfois ses auteurs comme des héros se sacrifiant pour les  
opprimés. « *Nick et moi sommes des anarchistes* » déclarait Vanzet-  
ti, « *les radicaux des radicaux, les chats noirs, la terreur de beau-  
coup de gens, de tous les bigots, les exploités, les charlatans, les  
imposteurs et les oppresseurs* ». La soumission au gouvernement  
était pour eux une lâcheté indigne d'un véritable anarchiste. Etre  
rebelle, insistaient-ils, signifiait d'abord refuser de plier devant les  
autorités.

En avril 1917, les Etats-Unis entrèrent dans la Première guerre  
mondiale, à laquelle tous ces compagnons étaient opposés sans  
compromis possible. Ils organisèrent ainsi nombre meetings, pu-



2 juin 1919, Washington DC  
L'immeuble familial du procureur général des Etats-Unis prend l'air après une attaque explosive coordonnée.

blèrent des appels à refuser la conscription, et une soixantaine d'entre eux partit de l'autre côté de la frontière, à Monterrey, pour ne pas devenir soldats et réfléchir à une possible insurrection. C'est d'ailleurs lors de ce séjour mexicain que Sacco et Vanzetti développèrent leurs liens affinitaires. Aux Etats-Unis, la répression se déchaîna à travers tout le pays contre les anti-militaristes et les subversifs. Les locaux anarchistes étaient perquisitionnés, les compagnons tabassés, le matériel brisé, les bibliothèques et les archives passées au crible et détruites, leurs lectures publiques et récitals perturbés, leurs journaux supprimés. Ce fut par exemple le cas de la *Cronaca Sovversiva*, dont les deux derniers numéros sortirent clandestinement en mars et mai 1919 avant la déportation de Galleani en Italie, mais aussi de l'*Era Nuova* (Paterson) ou du *Mother Earth* (New York) d'Emma Goldman, elle-même rapidement condamnée à deux ans de prison pour propagande antimilitariste contre la conscription, avant d'être déportée en Russie. Du pénitencier, elle écrivit à un ami : « deux ans de prison pour avoir tenu une position sans compromis au nom de ses propres idées, ce n'est pas cher payé... » De la même façon, le révolutionnaire anarchiste mexicain Ricardo Flores Magón prit vingt ans de prison (où il mourut en novembre 1922) pour « obstruction à l'effort de guerre » des Etats-Unis suite à la publication d'une affiche anti-guerre en 1918.

Beaucoup de compagnons affrontèrent tous ces événements avec une rage de moins en moins contenue. Energiques et déterminés, ils ne pouvaient pas rester passifs alors même que plusieurs d'entre eux étaient emprisonnés, leur presse réduite au silence, leurs meetings interrompus et dispersés par la police. Un irrépressible désir de rendre des coups significatifs à l'Etat qui était en train de briser le mouvement se fit jour, désir qui se mêlait à leur farouche opposition à la guerre en cours à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. C'est ainsi que se produisit une série d'attaques explosives entre 1916<sup>2</sup> et 1919, y compris au moment du pic du *Red Scare*<sup>3</sup>, pas seulement dans un rapport d'auto-défense, mais aussi d'agitation afin de continuer à porter la lutte en avant.

Ces attaques devinrent encore plus saillantes en 1919, après plusieurs déportations d'anarchistes italiens. La nuit du 30 décembre

1918 à Philadelphie, les domiciles du Président de la Chambre du Commerce, du Chef de la police et d'un juge subirent de lourds dégâts à l'explosif. Des tracts retrouvés sur place dénonçaient « les prêtres, les exploités, les juges, la police et les soldats. » En février sortit le tract *Go-head !* (Allez-y !), signé *Des anarchistes américains*, qui finissait ainsi : « Vous avez été sans pitié avec nous ! Nous en ferons autant. Déportez-nous ! Nous vous dynamiterons ! Déportez-nous tous ou libérez-nous ! » (beaucoup étaient incarcérés en attente d'expulsion). Le 1er mai, date qui marquait encore les esprits à l'époque, des colis piégés furent expédiés aux responsables directs de ces mesures. La liste des destinataires comprenait 30 noms, dont le procureur général des Etats-Unis A. Mitchell Palmer, le responsable général des Postes Albert S. Burleson, le secrétaire d'Etat au travail William B. Wilson, le juge de la Cour suprême Oliver Wendell Holmes, le Commissaire général à l'immigration Anthony Caminetti, le juge fédéral de district Kenesaw Mountain Landis, ainsi que John D. Rockefeller ou J.P. Morgan. Toutes ces cibles s'étaient particulièrement distinguées dans la chasse aux compagnons ou en participant à l'élaboration de l'arsenal de lois répressives entrées en vigueur depuis 1914. Si cette méthode est contestable parce qu'elle n'est pas assez ciblée (les grands de ce monde ouvrent-ils leur courrier eux-mêmes ?) et délègue à d'autres le soin de réussir ou pas l'attaque (en l'occurrence aux infrastructures postales) tout en leur faisant courir un risque inacceptable, elle fit son effet. Huit autres bombes, cette fois placées dans des récipients adéquats et déposées devant les domiciles d'une partie de ces puissants (juges, maires, patrons, procureur, élu), explosèrent le 2 juin 1919 de façon coordonnée à travers tout le pays aux alentours de minuit (New York, Boston, Pittsburgh, Cleveland, Washington, Philadelphie et Patterson). Aucun ne fut blessé, mais beaucoup d'entre eux, qui dormaient sur place avec leur famille, et leurs riches voisins en ressortirent fortement secoués, tandis qu'un garde privé trop curieux (à New York) et un compagnon (à Washington) furent déchiquetés accidentellement par les engins. Un tract imprimé sur papier rose, titré *Plain Words* (Mots clairs), fut plusieurs fois retrouvé sur place et reproduit par les grands journaux. Signé *Des combattants anarchistes*, il se terminait ainsi : « Nous sommes prêts à tout faire, quoi que ce soit,

pour supprimer la classe capitaliste ; exactement comme vous faites tout, quoi que ce soit, pour supprimer la révolution prolétarienne. La position de chacun d'entre nous est donc claire. Ce que nous venons d'accomplir n'est qu'un avertissement sur le fait que des amis des libertés populaires sont encore en vie. Maintenant que nous sommes entrés dans la lutte, vous aurez l'occasion de voir ce que sont capables de faire les amants de la liberté. N'essayez pas de nous faire passer pour des Allemands ou des agents payés par le diable ; vous savez bien que nous sommes des hommes avec une conscience de classe et une grande détermination, et pas de vulgaires criminels. Et n'allez pas vous imaginer que vos flics et vos chiens réussiront un jour à libérer le pays du germe anarchiste qui bat dans nos veines. Nous savons comment agir face à vous, et comment nous protéger de vous. De plus, vous ne nous arrêterez jamais tous, et nous nous multiplions chaque jour. Quant à ceux qui acceptent et se résignent à leur destin, c'est uniquement parce que le privilège et les riches leur ont fait tourner la tête. Vive la révolution sociale ! A bas la tyrannie ! »

Pour les compagnons italiens qui gravitaient autour de Galleani et du journal *Cronaca Sovversiva* (dans lequel Vanzetti avait écrit en 1916 pour rendre compte de la grève de Plymouth tout en maintenant ses positions anti-syndicalistes), la guerre sociale n'était pas une vue de l'esprit. L'emploi de méthodes explosives dans la lutte pour la liberté et la révolution sociale n'était en rien comparable à celles d'un Etat qui venait d'en user en abondance et de manière indiscriminée sur le sol européen dans un tout autre objectif : renforcer le pouvoir et augmenter la richesse de la classe dirigeante. Comme l'exprimait Vanzetti, « nous luttons pour le triomphe d'une cause — pour ne pas être écrasés par les possédants — et nous ne vaincrons jamais sans les défaire. Ce sont des mercenaires, nous sommes des idéalistes ; un homme libre ou un rebelle devrait-il les laisser faire ce qu'ils veulent ? » Ou encore, face aux attaques incessantes des puissants : « je donnerai mon sang pour empêcher un bain de sang, mais ni les abysses, ni la terre ou l'enfer n'ont de lois qui condamnent l'auto-défense. Mort pour mort. » Et s'il fallait encore quelques exemples supplémentaires des interventions militaires de l'Etat en cette année 1919 postérieure à la Première guerre mondiale, on pourrait évoquer la grève générale de Seattle en janvier (60 000 grévistes), écrasée en cinq jours par 1500 policiers et 1500 soldats des troupes fédérales ; l'utilisation de tanks et de camions militaires pour mater l'émeute du 1er mai à Cleveland (Ohio) ; l'émeute raciale du 10 mai à Charleston (Caroline du Sud) où des soldats de l'US Navy attaquèrent les quartiers noirs ; la grève de l'acier en septembre/octobre, où la résistance des grévistes face à la police fut écrasée par l'intervention de l'armée qui prit le contrôle de Gary (Indiana) et y déclara la loi martiale, ... Elle venait d'ailleurs aussi seconder la police dans les grandes rafles d'étran-

gers subversifs — dont de nombreux anarchistes, communistes et syndicalistes — menées sous la direction du procureur général Palmer. 10 000 d'entre eux furent arrêtés entre novembre 1919 et février 1920, 3500 incarcérés et près de 800 déportés. Après leur arrestation en mai 1920, Sacco et Vanzetti continuèrent à défendre toutes leurs idées révolutionnaires, alors qu'ils se voyaient accusés du braquage d'une usine de chaussure en décembre 1919 à Bridgewater, dans le Massachusetts, et d'un second commis en avril 1920 à South Braintree, où le caissier et de son garde du corps trouvèrent la mort. Conscients de leurs faibles chances d'être acquittés, ils commencèrent à s'organiser face au pire avec certains compagnons à l'extérieur. Cela consistait d'une part à tenter de s'évader de prison et de priver ainsi les autorités de leur proie si l'exécution sur la chaise électrique devait arriver. En cas d'échec, il y avait d'autre part la vengeance, avant tout dirigée contre le pouvoir en général, et contre le juge de l'affaire (Webster Thayer) et les jurés en particulier.

Les autorités connaissaient de telles possibilités. Elles soupçonnaient les anarchistes proches de Galleani, comme Sacco et Vanzetti, d'être responsables des attaques explosives de 1919, sans compter l'explosion contre la bourse de Wall Street le 16 septembre 1920, qui provoqua la mort de 33 personnes. Elles n'allaient donc laisser aucune chance aux compagnons. Au procès de Dedham qui se déroula de mai à juillet 1921 et lors duquel tous deux risquaient la peine de mort (Vanzetti avait été condamné, seul, en août 1920 pour le premier braquage à quinze ans de prison), toutes les précautions furent prises et le tribunal transformé en camp retranché. Pour prévenir une évasion ou une attaque à la dynamite, une lourde plaque de métal avait été fixée sur la fenêtre de la cellule de détention adjacente à la salle d'audience. La cage de cette salle dans laquelle devaient s'asseoir les avocats était sous bonne garde. Chaque spectateur était fouillé sans ménagement, et pour la première fois de leur carrière, on recherchait même des pistolets sur les journalistes. Une troupe de la police fédérale à cheval paradait en ville, tandis qu'une autre en véhicules patrouillait dans la rue principale. Chaque jour, Sacco et Vanzetti, menottés, étaient transférés de la prison vers le tribunal entourés de gardes lourdement armés, qui les y raccompagnaient chaque soir. Tout au long de ce procès qui traîna en longueur, les rumeurs abondaient à propos de plans de sortie en force des accusés. Et de tels plans avaient réellement été pensés. Sacco, Vanzetti et leurs compagnons connaissaient bien l'histoire de l'évasion de Sibérie de Bakounine en 1861, ou celle de Kropotkine de l'hôpital-prison de St Petersburg en 1876. Plus près encore, en 1900, Alexandre Berkman qui avait tiré sur l'industriel Henry Clay Frick lors de la grève de Homestead en 1892, avait presque réussi à s'évader du

# PROTESTA UMANA

Bollettino del Comitato di difesa Sacco e Vanzetti

Indirizzo: SACCO-VANZETTI DEFENSE COMMITTEE, P. O. Box 93 Hanover Street Station, Boston, Mass.

Mentre s'approssima il giorno dell'esecuzione  
i reclusi ammoniscono: LA SALUTE E' IN VOI!

...a quelli che detengono i minciò, fra l'ostilità, il progiu- Il Nuovo Processo Negato ...dei buoni cittadini della Contea Norfolk, prima e più anno. In breve, gli accusati...

Juin 1926

*La Protesta Umana* (Boston), journal du Comité de Défense Sacco et Vanzetti, annonce dans son premier numéro en Une la proposition des deux compagnons : « Alors qu'approche le jour de l'exécution, les prisonniers avertissent : LE SALUT VOUS APPARTIENT ! ». C'était le nom d'un manuel technique anarchiste (1905) au pouvoir détonnant...

pénitencier de Pennsylvanie grâce à un tunnel creusé avec l'aide de mineurs anarchistes italiens. Dans sa cellule de Dedham, Vanzetti lisait d'ailleurs les *Mémoires de prison d'un anarchiste*, où Berkman faisait un compte-rendu détaillé de cette tentative.

L'évasion de 1921, en fin de compte, ne fut jamais mise en oeuvre, certainement à cause de la lourde présence policière. Mais en 1923 de nouveaux plans furent élaborés. Cette année-là, selon l'historien Paul Avrich qui cite un anarchiste de l'époque<sup>4</sup>, une réunion de compagnons se serait déroulée à Springfield, Massachusetts, pour discuter de cette possibilité. L'idée était de délivrer les deux hommes pendant leur transfert en train de la prison vers le tribunal de Dedham, où des motions en vue d'un nouveau procès devaient être plaidées devant le juge Thayer. La figure clé de la réunion de Springfield aurait été Cesare Stami, un anarchiste expérimenté qui participait à un petit journal publié à New York, *La rivolta degli angeli*, dont le sous-titre était *Giornale degl'anormali* (La révolte des anges, journal des anormaux). A part cette publication, Stami et ses amis expropriateurs avaient déjà effectué des braquages en Pennsylvanie, Ohio et Virginie Occidentale, mais aussi à Détroit. Il aurait eu techniquement besoin de 5000 dollars pour mener à bien cette opération délicate, mais le groupe de Springfield ne disposant pas cette somme, l'accord ne se fit pas. L'année suivante, en mai 1924, Stami attaqua un train chargé d'or en Pennsylvanie, mais un de ses hommes de confiance, devenu mouchard, l'avait balancé à la police. Le train fut encerclé par les flics et Stami tué dans un échange de coups de feu en même temps que plusieurs de ses complices (d'autres sources affirment que son corps n'a jamais été identifié formellement et qu'il s'en est peut-être sorti).

Au cours de cette même année, en octobre 1924, le juge Thayer rejeta les appels pour un nouveau procès et, en mai 1926, le jugement fut confirmé par la Cour Suprême du Massachusetts. Il était à nouveau temps de songer à une évasion. En janvier 1927, Vanzetti fit cette allusion dans une lettre à Alice Stone Blackwell : « *Je sortirai peut-être cette année, peu importe si c'est mort ou viv. J'espère de toutes mes forces que mon vœu se réalisera. En disant cela, je ne pense pas au suicide* ».

Mais le cours des événements allait à l'encontre des deux compagnons. Le 9 avril, au tribunal de Dedham, le juge Thayer prononça la peine de mort. Le 1er juillet, tous deux furent transférés de la prison de Dedham à la prison d'Etat de Charlestown, à Boston. Le 4 août, le gouverneur Alvan Fuller leur refusait sa grâce. Il était temps d'agir. la dernière échéance était l'exécution.

Un plan fut rapidement concocté. L'idée était de faire venir des mineurs anarchistes de Pennsylvanie pour provoquer une explosion dans la prison et les faire évader. Au même moment, Aldino Felicani, trésorier du *Comité de Défense pour Sacco-Vanzetti*, tenta à travers un ex-détenu nommé Jack Grey, perceur de coffres-forts ayant passé 20 ans derrière les barreaux, de soudoyer un électricien de la prison de Charlestown afin que l'exécution ne puisse avoir lieu au moment décisif. L'électricien donna son accord et reçut le pot-de-vin. Il prévoyait son sabotage pour deux jours avant l'exécution, mais en tripatoillant une armoire électrique pour faire des essais, c'est tout le système qu'il fit sauter trop tôt. Les lumières de la prison s'éteignirent, « *et ça a été une pagaille monstre* » selon Gardner Jackson, du Comité de Défense. Le plan n'avait donc pas fonctionné. Selon Jackson, cette même personne, Grey, tenta lors des dernières semaines de convaincre certains matons d'aider les deux hommes à s'évader, mais sans succès.

Vanzetti avait fait un dessin de l'intérieur de la prison où il avait souligné le meilleur chemin de fuite, indiquant aussi la position des gardiens. Un jour, alors qu'il recevait dans sa cellule la visite de Roger Baldwin, responsable de l'*American Civil Liberties Union*, et d'Elizabeth Glendower Evans, membre du *New England Civil Liberties Committee*, qui s'étaient intéressés à leur procès, Vanzetti leur dit qu'une évasion était prévue. Selon Baldwin, Mrs. Evans le réprimanda aussi sec sur la folie de cette idée, et il y renonça. Cette interprétation semble plutôt douteuse. Plus probablement, le plan dut être abandonné lorsque l'électricien fit sauter les plombs trop tôt.

Aussi bien Vanzetti que Sacco savaient que les plans d'évasion avaient échoué. Mais ils avaient toujours en tête la vengeance tant désirée. En février 1924 déjà, alors que le juge Thayer était sur le point de rejeter leur demande d'un nouveau procès, Vanzetti écrivit dans une lettre à Alice Blackwell : « *Je crierais vengeance – et je peux vous dire que je mourrais heureux de la main du bourreau si je savais que je serais vengé. Je veux dire "œil pour œil et dent pour dent", et même plus, puisque pour vaincre il faut que, pour chacun d'entre nous, tombent cent de nos ennemis* ».

En octobre de cette même année, sans surprise, le juge Thayer rejeta les motions des accusés. Après avoir prononcé sa sentence, il alla se détendre en assistant à la partie de football Dartmouth-McGill à Hanover, dans le New Hampshire (Thayer était un ancien étudiant de l'université de Dartmouth). Là, il rencontra James Richardson, professeur de Droit à Dartmouth, auquel il déclara : « *Tu as vu ce que j'ai fait avec ces bâtards d'anarchistes l'autre jour ?* ». « *J'espère que ça leur servira de leçon pour longtemps* ». Mis au courant de cette remarque, Vanzetti explosa de rage. « *Mort pour mort, je pense que les temps sont venus d'emmener avec nous quelques ennemis, quelques crapules – je dirai même le plus que nous pourrions* », écrivit-il en mai 1925. A cette période, William Thompson, avocat de Sacco et Vanzetti, fit appel de la décision de Thayer à la Cour suprême du Massachusetts. Le 12 mai 1926, la cour rejeta l'appel et confirma le verdict définitif de culpabilité contre les accusés.

Quelques semaines plus tard apparut un article dans la *Protesta Umana*, l'organe en italien du Comité de Défense. Le gros titre de la première page proclamait : « *Alors qu'approche le jour de l'exécution, les prisonniers avertissent : LA SALUTE È IN VOI !* ». *La Salute è in voi* – « le Salut vous appartient » – était le titre d'un manuel anarchiste de fabrication de bombes diffusé publiquement par la *Cronaca Sovversiva* de Galleani depuis 1905. L'article qui suivait, signé Sacco et Vanzetti, contenait un appel à la vengeance. « *Souvenez-vous* », concluait-il, « *la salute è in voi !* ». Cela signifiait, comme leurs compagnons le comprirent, un retour aux attaques explosives contre les autorités, comme celles qui s'étaient produites jusqu'en 1919. Jusqu'à leur assassinat le 23 août 1927, les prisonniers revinrent souvent sur ce thème. « *Si nous devons mourir pour un crime pour lequel nous sommes innocents, nous demandons vengeance, vengeance en notre nom et au nom de notre vie et de notre mort. Je ferai une liste d'honneur des jurés qui nous ont assassinés. J'essayerais de voir Thayer mort. Je mettrais le feu aux cerveaux humains* » écrivit Vanzetti.

Sacco n'était pas moins véhément. Au printemps 1927, lorsque son compagnon Armando Borghi lui rendit visite en prison, ses yeux se remplirent de joie à la lecture des déclarations d'Emile Henry et de Michele Angiolillo, de Paolino Pallas et de Gaetano Bresci. « *Nous sommes fiers de mourir, et nous tomberons comme tombent les anarchistes. C'est à vous de jouer, maintenant, compagnons !* » écrivit-il début août 1927 après que le gouverneur Fuller ait refusé la grâce.

Leurs compagnons aux Etats-unis ne les oublièrent pas (des attaques se produisirent également de Buenos Aires à Sofia et de Londres à Canton). Dès le 1er juin 1926, une bombe explosa au domicile de Samuel Johnson à West Bridgewater, dans le Massachusetts. Malheureusement, son auteur avait confondu la maison de Johnson avec celle de son frère Simon, celui qui avait appelé la police, conduisant à l'arrestation de Sacco et Vanzetti. Le 10 mai 1927, un colis piégé adressé au gouverneur Fuller fut intercepté à la Poste de Boston. Personne ne fut blessé ni arrêté. Trois mois plus tard, le 6 août, des bombes explosèrent dans le métro de New York, une église de Philadelphie et la résidence du maire de Baltimore. Le 15 août, une explosion se produisit à East Milton (Massachusetts) contre le domicile de Lewis McHardy, un juré du procès de Dedham. La bombe, placée sous le porche de cette maison à deux étages, explosa à 3h30 du matin. Plus de la moitié du bâtiment fut soufflé. McHardy, sa femme et leurs trois enfants furent jetés du lit mais s'en sortirent indemnes. Apparemment, McHardy avait été pris pour cible parce qu'il s'était opposé à l'avis du gouverneur

de réunir un comité de sages pour revoir le cas. Le lendemain, il planta un immense drapeau américain devant sa porte d'entrée – ou plutôt devant ce qu'il en restait.

Le 22 août 1927, l'avocat William Thompson rencontra Vanzetti dans le couloir de la mort, quelques heures avant les exécutions. Il lui dit qu'il espérait qu'il déconseillerait à ses amis de le venger. Vanzetti refusa, répondant qu'« *en lisant l'histoire, il voyait que toutes les grandes causes qui avaient servi le bien de l'humanité avaient lutté pour leur existence contre les retranchements de la puissance et de l'erreur* ». Il rappela à Thompson la cruauté des sept années d'emprisonnement en préventive, faites d'espoir et de craintes, que lui et Sacco avaient dû endurer. Il lui rappela les remarques attribuées au juge Thayer par le professeur Richardson et d'autres, en lui demandant quel état d'esprit elles indiquaient. Il lui demanda comment, de bonne foi, on pouvait croire à l'impartialité d'un juge capable de dire d'accusés « *ces bâtards d'anarchistes* », et s'il ne pensait pas que tous ces raffinements de cruauté qui leur avaient été infligés méritaient de ne pas rester impunis ? Thompson fut incapable de répondre.

Les attaques ne cessèrent pas avec l'exécution des deux compagnons. Au funérarium de Boston, une pièce florale proclamait *Aspettando l'ora di vendetta* (En attendant l'heure de la vengeance). Elle vint le 17 mai 1928, lorsqu'une bombe explosa à Richmond Hills, dans le Queens (New York), contre le domicile de Robert G. Elliott, le bourreau qui avait exécuté Sacco et Vanzetti. Personne ne fut blessé, mais la maison fut gravement endommagée. Elliott était le bourreau le plus actif et le plus connu du pays. A l'époque de Sacco et Vanzetti, il avait 56 ans et exécutait des prisonniers depuis trente ans.

Pour conclure, laissons une dernière fois la parole à l'historien de service qui voit partout des grands-prêtres, des disciples et des chefs chez les anarchistes, Paul Avrich : « Je souhaite mentionner quelque chose qui est arrivé lors de mes recherches sur ce cas il y a plusieurs années. Cela concerne le juge Thayer, un des principaux personnages du drame [sic]. J'avais besoin de plus d'informations sur lui et j'écrivis à l'adresse où il vivait en 1927, que j'avais trouvée dans un journal de Boston. J'adressais ma lettre aux " *Occupants, 180 Institute Road, Worcester, Massachusetts* ", espérant que des membres de sa famille y vivaient encore, ou quelqu'un qui connaîtrait l'histoire. Je n'eus pas de chance. Ma lettre revint, tamponnée d'un " *adresse inexistante* ". Non pas " *adresse inconnue* ", mais bien " *adresse inexistante* ". Qu'est-ce que cela voulait dire ? Eh bien, cela signifiait qu'une bombe avait rasé cette maison, et que celle construite à sa place, au coin d'une rue, avait désormais son entrée principale de l'autre côté ! L'adresse était devenue " *2 Beachmont Street* ", et les résidents ignoraient tout de son passé.

C'est le 27 septembre 1932 que cette bombe souffla la maison de Thayer, et le juge faillit y rester. Très choqué par cette attaque, il se retira dans son club à Boston où il resta cloîtré jusqu'à sa mort, sept mois plus tard. Il n'y eut pas d'autres explosions, et aucun des auteurs ne fut arrêté. Mon vieil ami Valerio Isca m'offrit une dernière information sur Thayer. Valerio, le dernier des anarchistes italiens de New York, est mort en 1997 à 95 ans. Il avait lutté dans les années 20 pour sauver Sacco et Vanzetti, malheureusement sans y réussir. Mais les deux hommes, me dit-il, reçurent une dernière vengeance posthume. Thayer mourut sur le siège des toilettes, " *et son âme s'en fut directement dans les égouts* ". »

NdT

1. En réalité, cette phrase a été mise dans la bouche de Vanzetti par le journaliste Phil Song, qui l'avait interviewé en prison. Un an plus tard, dans une lettre du 16 juillet 1928 à Upton Sinclair, qui voulait écrire sa nouvelle nommée *Boston* en reprenant les mots exacts des deux anarchistes, le journaliste avait confessé : « *Vanzetti n'a bien sûr pas dit "les vies d'un bon cordonnier et d'un pauvre marchand de poisson". J'ai voulu injecter artificiellement dans mon histoire cette humilité et cette simplicité avec lesquelles j'étais en présence. C'est la seule liberté consciente que j'ai prise avec les mots, et je pense que c'était justifié* ». De plus, comme le fait remarquer Roberto D'Attilio, Vanzetti n'aurait jamais confondu un cordonnier (*shoemaker*) avec un ouvrier d'une usine de chaussures (*shoemaker*), pas plus qu'il se serait qualifié de marchand de poisson, une activité qu'il pratiquait depuis moins d'un an.

Voir Robert D'Attilio, *La salute è in voi : the anarchist dimension*, in *Sacco-Vanzetti : developments and reconsiderations-1979*, Trustees of the public library of the city of Boston (Boston, Etats-Unis), 1982, p. 77

2. Une de ces premières attaques contre l'entrée en guerre des Etats-Unis se produisit le 22 juillet 1916. Au cours de la *Preparedness Parade* à Philadelphie, qui s'inscrit dans le mouvement de mobilisation générale lancé par l'Etat pour préparer la population et faire accepter la conscription de chair à canon, une bombe explosa contre cette procession patriotique de 50 000 personnes défilant pendant quatre heures. Elle fit 10 morts et une quarantaine de blessés. Les syndicalistes Mooney et Billings furent condamnés à mort, sentence commuée en prison à vie par le Président Wilson en 1918, vue l'énormité de la construction judiciaire qui avait mené à ce verdict (faux témoignages, etc.). Ils ne sortirent de prison qu'en 1939.

3. Le *Red Scare* [« *La Peur du rouge* » ou « *Chasse au rouge* »] a commencé avec l'adoption de l'*Espionage Act* en juin 1917 suivi du *Sedition Act* en mai 1918, et de l'*Immigration Act* en octobre 1918, d'abord contre les pacifistes et antimilitaristes, puis contre l'ensemble des individus considérés comme subversifs (syndicalistes des IWW, socialistes, et bien sûr anarchistes), surtout s'ils étaient d'origine étrangère. Nombre d'entre eux furent expulsés (dont des Italiens), et l'image la plus célèbre est le bateau parti en décembre 1919 avec 250 déportés renvoyés vers la Russie (dont 184 anarcho-syndicalistes de l'*Union des travailleurs russes*, mais aussi Emma Goldman et Alexander Berkman). L'*Immigration act* de 1918 posait comme motif valable d'expulsion d'un étranger le simple fait d'être anarchiste, prouvé par la possession de livres et brochures, l'adhésion à une organisation anarchiste ou l'abonnement à un journal défendant ces idées.

4. On peut lire cet entretien avec Bartolomeo Provo dans Paul Avrich, *American voices. An oral history of anarchism in America*, ed. AK Press (Oakland), 2005 (1995), pp. 115-119

On peut comparer cette somme avec les 300 000 dollars que le *Comité de défense* de Boston créé en mai 1921 parvint à lever pendant sept ans, fonds dans lesquels puisèrent les avocats pour effectuer leurs contre-enquêtes.

[Librement adapté et complété de Paul Avrich, *Sacco and Vanzetti's Revenge* in Philipp Cannistraro & Gerald Meyer dir., *The lost world of Italian-American radicalism*, ed. Praeger (Westport, Etats-Unis), 2003, pp. 163-169 ]



**POUR LA DÉFENSE** de notre vie et le triomphe de nos idées, nous étions prêts au sacrifice suprême. Mais nous espérions tomber au combat de façon ouverte et l'arme au poing, face à face avec l'ennemi haï. Atroce ironie : on rêve de tomber en lion, et le destin nous prépare la mort d'un rat. Pourtant, une certitude nous reconforte, celle de savoir que même sous cette forme notre sacrifice n'est pas vain, mais fait mûrir et rapproche l'heure de la grande revanche.

Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti,

*Donnez-nous la liberté ou la mort*, in *L'Adunata dei refrattari* (New York), 10 février 1923

# FACE À FACE AVEC L'ENNEMI !

SEULE LA VOIX DE LA DYNAMITE A LE DROIT DE PROTÉGER !

ANNO I. BUENOS AIRES, 1 Agosto 1925 Num. 1.

On ne peut pas se faire entendre d'un sourd si on ne crie pas... Il est impossible d'échapper à un loup sans user de moyens violents. En deux mots : on ne va pas à la guerre dans le but de prêcher la non-violence, mais plutôt exclusivement pour combattre.

Et en ces jours de martyr, de malédiction et de défense du droit à la vie, on ne peut pas rester sur la brèche en se contentant d'être les spectateurs impassibles de la plus grande tragédie qu'ait vécue l'humanité.

Le supplice de Sacco et Vanzetti, qui a duré sept années et s'est conclu par la terrible exécution dans la prison de Charlestown, est sans équivoque le fait le plus inouï et féroce, l'attentat le plus cynique et sadique que la force brute de l'Etat ait commis contre la nature humaine.

Charlestown a dévoilé aux premières lueurs du 23 août la vraie attitude, le véritable but de la fausse démocratie nord-américaine. Les voiles épais du mensonge sont tombés à terre, et devant le monde entier est apparue dans sa crudité même l'infâme Méduse, patronne des destins et du développement multiforme de la société : la bourgeoisie.

Fuller, Taft et Coolidge ne sont que les représentants, les mandatés de la Méduse étatique. Plus vulgaires que le bourreau Robert Elliott, ce sont les grands bouchers qui, non contents de tendre leur bras dans l'arène et d'abaisser le pouce, sont aussi les esclaves rémunérés par le péché de mégalomanie qui émane de façon sinistre des coffres-forts de Wall Street.

L'Etat est fort. L'Etat est violent. Et pour éprouver sa puissance et continuer sa domination en tout, il a sans cesse besoin de s'entraîner dans le stadium de l'humiliation pour y tuer le germe de la rébellion, pour y étouffer les cris de Prométhée.

Dans la balance, entre le débit et le crédit que comporte la tragédie de Charlestown, Wall Street a préféré opter pour l'exécution de Sacco et Vanzetti, déduisant que toute incertitude éventuelle qui pouvait en découler aurait été moindre que les bénéfices qu'y gagneraient la raison et la force d'Etat.

Il nous faut jour après jour démentir ce calcul erroné. Nous devons faire regretter amèrement à la caste des ploutocrates leur infâme impudence. Est en jeu notre dignité, qui ne peut être bafouée à aucun moment de notre existence révolutionnaire.

Un froid calcul a été fait sur les gains entrant, eh bien, nous réfléchissons et agissons froidement pour mettre à bas cette cynique balance aux résultats sanguinaires.

Au cours de ces sept années de tragédie, ils ont en permanence compté sur la violence finale, cachant leur instinct brutal et assassin derrière la farce légale.

Nous ne pouvons pas recourir à un moyen différent du leur : la violence. Notre violence ne nous est dictée par aucun autre but que celui de la solidarité la plus sincère avec ceux qui ont



RIVISTA ANARCHICA

sacrifié leur vie sur l'autel de nos idées, en un suprême holocauste de vitalité et d'affirmation rebelle.

Nous devons recueillir jusqu'aux plus infimes particules de la pensée de Sacco et Vanzetti et les souder en un amalgame indissoluble.

Mais ça ne suffit pas. Cet affront et leur froid calcul doivent précipiter notre plus sainte et mâle vengeance.

A leur violence, nous devons répondre par notre violence : la vengeance.

A leur instrument infâme qui a brûlé les corps de Sacco et Vanzetti, nous devons opposer nos instruments vengeurs qui brûleront les mille tentacules monstrueux de la bête vampirique qui enserrant les sentiers de la terre, étouffant tout et

tous.

Notre dynamite purifiera les lieux que la maudite caste du dollar a empestés.

La dynamite, en plus de la vengeance, fera mentir les conclusions de leur balance tragique, détruisant le cynique calcul. Seule la dynamite affirmera le boycott et le sabotage des produits nord-américains.

La dynamite fera éclater le verre des faux Samaritains qui se nichent dans les couloirs obscurs de toutes les banques internationales subventionnées par le Dieu Jaune.

La dynamite sera l'arme qui nous rendra dignes compagnons des deux martyrs de Boston.

Nous devons persévérer de façon tenace en ce sens.

A leur violence, opposons-leur la nôtre !

A la chaise électrique, la bombe !

En échange de Sacco et Vanzetti qu'ils nous ont sadiquement enlevés, cherchons en chaque lieu les bêtes féroces et avides, qu'elles souffrent dans leur propre chair leur crime noir et monstrueux.

Il est temps de transformer en actes ce que nous avons promis mille et mille fois à cette caste de bourreaux.

Au nom de notre sérieux et de notre dignité ! (...)

Déjà se font entendre les premières voix. Les avant-garde extrêmes de l'anarchisme militant qui vivent aux marges de la société corrompue d'aujourd'hui ont commencé leur œuvre hardie et périlleuse.

Saluons dans ces pages exemptes de tout préjugé leur suprême courage et l'affirmation de la rébellion la plus explicite.

Espérons que dure cette affirmation et qu'elle se montre d'une ténacité sans faille.

\*\*\*

Les faits advenus en différents endroits de la planète sont les suivants :

**Buenos Aires**, 22 juillet. — Aux heures avancées de la nuit explosent deux bombes. Une au pied du monument dédié à Georges Washington qui s'élève dans le quartier le plus riche de la ville, et l'autre contre le concessionnaire Ford, au croisement de la calle Perù et de l'Avenida de Mayo, située au centre ville. Les dégâts occasionnés sont corrects.

**Montevideo**, 5 août. — Une formidable bombe est déposée près de la City Bank, institution bancaire nord-américaine. La police n'a jusqu'à présent pas trouvé trace du constructeur et du dépositaire de l'engin.

**New York**, 5 août. — Dans plusieurs stations du métro de New York de puissantes bombes paralysent totalement le trafic de la ligne. Il y a plusieurs blessés et des dégâts considérables. La police déclare que la force destructrice des engins est d'une puissance supérieure à celle qui a détruit plusieurs bâtiments de Wall Street en 1920.

**Philadelphie**, 5 août. — En représailles contre un sermon prononcé dans l'église Saint Emmanuel de cette ville contre Sacco et Vanzetti, une partie de l'édifice sacré est détruit à la dynamite.

**Pergamino (Buenos Aires)**, 6 août. — Deux bombes explosent en endommageant le concessionnaire Ford et les entrepôts de la Standard Oil Co.

**San Diego (Californie)**, 6 août. — Une bombe explose dans les bureaux du gouvernement fédéral, une employée blessée.

**Baltimore**, 6 août. — Une bombe explose en matinée dans la résidence du maire de la ville, Williams Broenings. La maison est partiellement abîmée, avant que se propage un incendie vite maîtrisé par les pompiers. La police retrouve une seconde bombe non explosée dans la résidence. Le maire en est absent, au contraire de sa famille. Pas de victimes.

**Montevideo**, 8 août. — Une bombe de grande puissance explose contre l'entrepôt principal de la West Oil India Co. Aucun blessé.

**Chicago**, 9 août. — Deux bombes avec minuterie sont découvertes. Une à la Poste et l'autre dans une station de métro.

**Buenos Aires**, 10 août. — Aux heures les plus avancées de la nuit explosent plusieurs bombes en divers points de la ville. Les principaux lieux touchés sont : le Palais de Justice et la station Vélez Sarsfield du F.C.O. De plus, de l'explosif est retrouvé que l'intervention rapide de la police empêche de faire exploser.

A Córdoba et à Avellaneda, les dégâts provoqués par l'explosion de bombes, en plus d'effrayer la classe bourgeoise, ont pas mal lésé les intérêts du commerce nord-américain et national.

**Sacramento (Californie)**, 11 août. — Plusieurs bombes explosent dans la ville, dont une détruit le Théâtre d'Etat sans faire de blessé.

**Bâle (Suisse)**, 11 août. — Dans la station de tramway située Barfuesserplatz explose une bombe qui cause de gros dégâts. On compte 15 blessés, dont deux grièvement.

**Brisbane (Australie)**, 15 août. — Les bureaux du Département d'Enquêtes Criminelles sont détruits à minuit par un attentat « terroriste ». Le feu prend, finissant l'œuvre destructrice. Un enquêteur est grièvement blessé.

**East Milton (Massachusetts)**, 16 août. — La résidence de Lewis Mac Hardy, qui fut durant sept années juré dans le procès contre Sacco et Vanzetti est détruite par une terrible explosion. La femme, les enfants et le juré lui-même sont jetés hors du lit, subissant de lourdes contusions.

**Buenos Aires**, 16 août. — Pour protester contre les abus de la police contre certains militants anarchistes qui se sont distingués au cours de la grande agitation en faveur de Sacco et Vanzetti, une puissante bombe détruit partiellement la résidence du chef d'investigation de la police de cette ville. Bien que les dégâts soient d'une certaine importance, il n'y a pas de victime.

**Sofia (Bulgarie)**, 18 août. — Au cours de la nuit, on peut entendre l'explosion d'une bombe dans le bâtiment où se rend la délégation américaine. Pas de victime.

**Córdoba**, 20 août. — Dans l'entrepôt Ford de cette ville, une

bombe détruit une partie du bâtiment, produisant de grands dégâts matériels dans le lotissement et les maisons voisines. De nombreux compagnons sont incarcérés.

**Montpellier**, 23 août. — Deux bombes explosent dans cette ville. Une contre la caserne dans laquelle est blessé un gendarme, l'autre contre la prison, sans faire de victime.

**Cleveland**, 23 août. — Une puissante bombe détruit partiellement l'église Saint-Joseph. Pas de blessé, mais des dégâts voisins de dix mille dollars.

**Chicago**, 24 août. — A l'aube de ce matin-là, dans le quartier latino de la ville, explose une bombe qui détruit en peu de temps trois magasins et deux maisons appartenant à des citoyens nord-américains. Le feu achève l'œuvre destructrice.

— De plus, on peut noter en de nombreux endroits des explosions qui n'ont pas produit de grands dégâts, parmi lesquels signalons Londres (dans la station de métro), Canton (Chine), Niagara Falls, Talera (Colombie) et d'autres villes d'Amérique du Nord et d'Argentine.

\*\*\*

Cette campagne enthousiaste a été souvent passée sous silence par les services d'information, qui sont en général contrôlés par le capital nord-américain.

Mais l'effet de *réclame* ne nous intéresse pas. Ce qui importe est uniquement que s'accomplissent entièrement toutes les promesses faites. Aujourd'hui il n'est de temps que pour la vengeance, et nous devons toujours avoir à l'esprit la phrase par laquelle se termine la lettre envoyée par Bartolomeo Vanzetti aux compagnons et au peuple d'Argentine :

*« L'ennemi nous veut morts et nous aura, afin de défendre le privilège et la tyrannie, afin de vous humilier, de vous avilir, de vous vaincre, de vous détruire et d'enchaîner les peuples au char de sa servitude. L'ennemi s'est enivré des pleurs de nos femmes, de celui de nos parents et de nos enfants. Il nous a torturés atome après atome, insultés, craché dessus, cloués, moqués, abreuvés de fiel et de vinaigre : il offrira finalement à Mammon le fumet de nos chairs macérées et écorchées.*

*Et ce même ennemi plante ses immondes tentacules dans la chair de tous les peuples de la Terre : il est en train d'organiser le plus grand militarisme du monde et se prépare à rendre esclave toute l'humanité.*

*Il faut écraser leur tête.*

*Celle-ci passerait volontiers sur le corps des rebelles, des révolutionnaires et des libertaires ; celles-là se préparent à piétiner l'humanité.*

*Ceux qui tombent, tous ceux qui tombent doivent être vengés.*

*Gare s'ils ne le sont pas. Gare... ! »*

C'est une promesse qui implique un devoir de fer. Ce n'est pas le moment de tergiverser. La gifle que la ploutocratie nord-américaine nous a balancé au visage avec tant de violence ne s'efface pas avec des bavardages. Seule l'action la plus tenace et la plus fébrile pourra racheter l'affront subi.

Sus à la résignation franciscaine ou chrétienne et place à la dynamite vengeresse, au feu purificateur et au fer guerrier.

Nous avons construit notre place à travers sept années de luttes et nous n'avons pas de temps à perdre pour la défendre.

Au nom des martyrs de Boston !

Au nom de Sacco et Vanzetti !

*Culmine* (Buenos Aires), 3e année, n°27 du 31 août 1927

# MOURIR INNOCENTS EST PLUS RAGEANT

A. M. Bonanno, juillet 1989

Nous sommes certes loin de l'époque et des conditions sociales dans lesquelles a mûri la tragédie de Sacco et Vanzetti. Mais les problèmes concernant la manière dont a réagi le mouvement d'opinion démocratique mondial et le mouvement anarchiste international en ces jours lointains ont-ils changé ? Les contradictions qui ont émergé alors ne pourraient-elles pas resurgir encore aujourd'hui ? Pour quelles raisons ? Peut-être à cause du manque de clarification de certaines ambiguïtés ? Ces questions ont généré les modestes contributions qui suivent.

J'ai lu les *Actes du colloque sur Sacco et Vanzetti* tenu à Villafalletto les 4 et 5 septembre 1987, extraits du *Notiziario dell'Istituto storico della resistenza in Cuneo e Provincia* n°33, juin 1988, pp. 192 et suivantes. A l'improviste, justement ces jours-ci, je me suis demandé comment cela il se fait qu'une question ne sorte jamais de ces interventions : quel a été le rôle joué dans toute cette histoire, aussi bien à l'époque qu'aujourd'hui, par le fait, absolument incontestable, que les deux compagnons étaient innocents ? Si les deux compagnons s'étaient déclarés ou, au moins incontestablement, avaient été déclarés responsables des faits qui leur ont été attribués, auraient-ils été défendus de la même manière par le mouvement anarchiste international ? Quelles auraient en revanche été dans ce cas les réactions du mouvement d'opinion mondial qui a pris en main toute l'affaire ?

Certes, je sais parfaitement que l'histoire ne se construit pas avec des si. Mais je ne souhaite pas apporter ma contribution à l'« histoire » de Sacco et Vanzetti.

Je nourris une forte suspicion envers tous les historiens de métier plus ou moins certifiés, et n'en nourris pas moins en ce qui concerne l'Histoire, en plus d'avoir logiquement des doutes sur la bonne foi de nombreux politiciens anciens et nouveaux qui s'intéressent aux « cas » historiques.

D'un autre côté, je n'ai aucun doute sur le fait que Sacco et Vanzetti aient été absolument étrangers aux faits spécifiques dont ils ont été accusés, mais cette certitude, personnelle et en tout cas éloignée des éléments qui peuvent être certifiés ou négligés dans les méandres d'un procès judiciaire, ne m'empêche pas de me poser, et j'espère aussi aux rares compagnons qui me lisent, quelques questions inquiétantes.

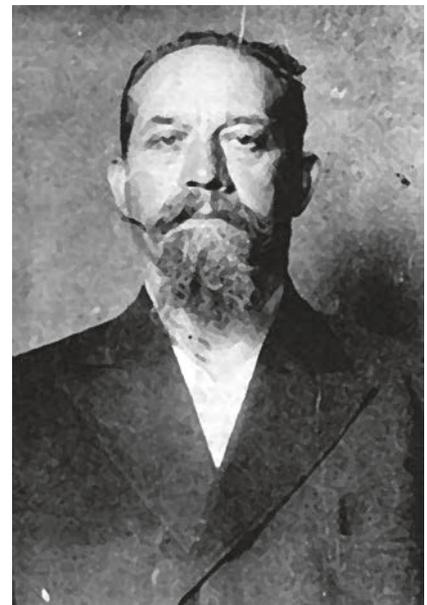
Claudio Venza, l'historien de l'anarchisme qu'on ne louera jamais assez, cite une phrase dans son texte d'introduction, d'un autre historien de l'anarchisme, Ronald Creagh (eh ben, aurait dit Coeurderoy) : « *Exceptionnelle et banale, l'histoire de Sacco et Vanzetti est immense, et aucun livre ne l'épuisera, celui-ci pas plus que tous les autres<sup>1</sup> ; plutôt que d'émettre des jugements catégoriques sur l'innocence ou la culpabilité des accusés, ce livre souhaite plutôt suggérer de nouveaux champs de recherche* » (*Actes*, p.5). Je connais Creagh, mais je n'ai pas lu son livre sur Sacco et Vanzetti (il fut un temps lointain où il m'envoyait ou me remettait personnellement tout ce qu'il écrivait, même lorsque cela sortait en cinq ou six exemplaires, mais il s'agit d'un temps lointain et peut-être oublié désormais), je n'ai pas lu ce livre, disais-je, mais la phrase en question m'a donné à réfléchir. Et c'est pour cela que j'ai



Nicola Sacco



Bartolomeo Vanzetti



Luigi Galleani

rédigé ces pauvres notes sceptiques. Je laisse à d'autres le soin de juger de leur validité actuelle, en un temps où on préfère se taire ou regarder ailleurs, face à des évidences qui demanderaient le courage de donner ou de refuser sa propre solidarité<sup>2</sup>.

Certes, mourir innocents doit être terrible, parce qu'en chacun de nous demeure enracinée la valeur morale de la justice –non pas celle sacro-sainte de la rébellion prolétaire, qui renverse tout et s'impose comme une tempête collective de destruction qui pourrait être vue avec autant de frayeur que l'on veut, mais que personne ne pourra arrêter–, mais celle qui est technique, juridique, religieuse, sacrée, traditionnelle, cette vieille justice aux yeux bandés que nous devons démasquer pour découvrir avec surprise qu'elle n'a plus d'yeux parce qu'ils ont pourri depuis longtemps.

Malgré le fait que nous ayons tous lu et que nous nous souvenions tous de ce concept, nous sommes tous intimement convaincus que la justice doit fonctionner. Merde ! Comment fait-on pour envoyer à la mort deux innocents ? La sainte indignation de nombreux compagnons anarchistes se rapproche ici de l'indignation plus laïque des communistes, des divers démocrates et des possibilistes de tous poils. La vieille et glorieuse croisade de « gauche » se recompose inmanquablement à chaque fois qu'on mentionne Sacco et Vanzetti. Et le lien est justement ce prétexte général, objectivement fondé, de l'innocence. Mais la rage, qui est le fond de ce lien, la rage que deux compagnons soient assassinés par l'Etat, ne peut pas nous faire fermer les yeux sur les autres problèmes.

Il me semble que l'afflux de personnalités démocrates en tout genre, en particulier celles des milieux artistiques et culturels, sans compter celles des milieux juridiques et universitaires, a beaucoup contribué à diffuser le « cas » Sacco et Vanzetti, a contribué à l'époque à créer une immense propagande universelle, mais a également abaissé le niveau de l'affrontement qui se déroulait sans aucun doute aux Etats-Unis, et plus spécifiquement dans ce tribunal. Trop de bavardages, trop de pièces de théâtre, trop de journalistes démocrates, trop d'hommes politiques, et tout cela se poursuit en un fil continu et pervers avec les tentatives de récupération du candidat à la Maison Blanche Dukakis<sup>3</sup>.

Mais comment trancher la question différemment ? Prenons le cas de Piazza Fontana, pouvait-on envoyer valser l'aide offerte par le Parti communiste italien ? Si les anarchistes font tout pour élargir leur propagande, pour impliquer les gens, pour se faire entendre par le plus grand nombre de personnes possibles, comment fait-on ensuite, lorsque l'occasion se présente, pour refuser la collaboration de forces politiques et intellectuelles dont on sait très bien par avance où elles souhaitent s'arrêter ? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Pouvait-on repousser à l'époque l'appui de gens comme Sinclair Lewis, Eugene O'Neill, Walter Lippman, John Dos Passos, pour ne pas parler des Romain Rolland, Thomas Mann, Albert Einstein, etc. qui, dans le monde entier, défendirent l'innocence des deux anarchistes. Certes, c'était difficile.

Je n'entends pas soulever ici le point de vue, par ailleurs très légitime, que les compagnons auraient uniquement dû être défendus dans la limite des forces du mouvement anarchiste

international, en orientant la propagande sur les seules motivations des anarchistes, et en n'acceptant que les forces extérieures disposées à rester dans le cadre de ces motivations. Ce que je veux dire, c'est qu'une fois la porte ouverte à cette collaboration, imposée par l'avocat Moore mais qui devait par la force des choses avoir le consentement aussi bien du Comité de défense que des deux compagnons en prison, on ne pouvait pas prévoir à quel point elle allait s'arrêter. C'est-à-dire combien aurait été soulignée –comme ce fut le cas à outrance– l'innocence *de fait* des deux compagnons, et combien serait négligée leur culpabilité *de principe* en tant qu'anarchistes. Leur anarchisme, leur activité, leur appartenance à une partie spécifique du mouvement anarchiste américain et international ont été mis de côté, presque à l'arrière-plan. C'était le prix à payer pour obtenir cette collaboration : après tout, on pouvait jouer sur l'ambiguïté, et on continue à le faire jusqu'à aujourd'hui, qu'il s'agissait de deux immigrés, de deux honnêtes travailleurs, utilisant ainsi la clé nationaliste et la clé classiste, toutes choses qui faisaient certainement leur effet à l'époque, mais qui n'ont pas permis de mettre réellement en lumière la personnalité anarchiste et révolutionnaire de Sacco et Vanzetti.

Est-ce que cette présence des forces de la « gauche » internationale afin de sauver leur vie a été productive ? On doit en conclure que non, du fait qu'ils ont été exécutés. Et du fait qu'on a amoindri les possibilités de faire émerger leur identité anarchiste, on doit aussi en déduire que non.

Et si cette collaboration avait été repoussée, que serait-il arrivé ? Les deux compagnons auraient été défendus de la même manière par le journal de Galleani que furent défendus tant d'autres compagnons qui sont montés à l'échafaud, les uns innocents, les autres coupables. Et là vient une question : cette différence entre « coupables » et « innocents », a-t-elle du sens ou non ?

Franchement, je n'en sais rien. J'ai lu, et j'ai revu dans les *Actes du colloque* dont je discute ici, qu'aussi bien Sacco que Vanzetti étaient des collaborateurs du journal *Cronaca Sovversiva*. Ils devaient donc nécessairement connaître la position de Galleani sur ce faux dilemme. Le fait qu'ils soient innocents ne pouvait pas les mener à accepter en bloc la thèse innocentiste et technique, au moins dans les termes selon lesquels elle a été développée lors du procès. Je suis donc d'accord avec la relation de Pedretti, quand elle affirme : « Bartolomeo Vanzetti en tout cas, n'était pas un personnage acritique et unidimensionnel, et il a dénoncé jusqu'à la fin le mécanisme qui portait à héroïser sa défaite : il était essentiellement un anarchiste communiste, profondément convaincu et extrêmement fier de ses choix politiques et existentiels... en fait, il n'a jamais caché sa haine de l'injustice dont il a été victime, ni son désir d'être vengé » (p. 130).

Dans une certaine mesure, on doit considérer qu'une fois cette décision d'élargissement prise, ils devaient aller jusqu'au bout, jusqu'au sacrifice de ne faire apparaître leur anarchisme qu'en pointillés, qui leur a été imposé par l'« horreur progressiste » qui constituait la grande masse des défenseurs de Sacco et Vanzetti.

Le fait que Sacco et Vanzetti aient été assassinés tout en étant lourdement innocents prouve une seule chose : que le concept d'innocence ou de culpabilité n'est pas une don-



Le Libertaire, 23 août 1927

... et les 24/25 août en comparution immédiate, 18 manifestans mangeront 51 mois de prison (d'un mois à six mois chacun) pour outrage, port d'arme prohibé ou vol dans les magasins pillés (notamment de chaussures). Il y a eu 124 policiers blessés.

née de fait, mais se mesure à l'aune qu'impose le conflit de classe. Les techniques comme les procédures judiciaires et policières, à travers lesquelles on arrive à déterminer, avec une certitude absolue, qu'une personne est coupable ou innocente, sont un patrimoine de la culture et de la technique de la domination.

Pour un révolutionnaire anarchiste, ces procédures qui sont vendues comme l'évidence de la logique, ne valent absolument rien. C'est devant sa propre conscience révolutionnaire qu'on doit répondre, pas devant l'évidence d'une situation gérée par l'ennemi, où ce dernier fait et défait à plaisir les règles du jeu. Pour un « démocrate », ancien ou nouveau, il existe au contraire une différence très nette entre être coupable ou être innocent. Le coupable est celui qui a enfreint la loi d'une manière précise, dans le contexte qui lui a été notifié par la loi, et contre lequel s'instaure un procès pénal. L'innocent est celui qui n'a pas fait, pour de multiples raisons, ce dont on l'accuse. La grande masse des gens qui s'horrifient encore aujourd'hui de la « fin » de Sacco et Vanzetti le fait parce que nos deux compagnons étaient innocents, c'est-à-dire n'avaient pas commis le braquage, ni tué les deux employés, ce dont ils étaient pourtant accusés, et ce pour quoi ils ont fini sur la chaise électrique. Une petite minorité, parmi laquelle devraient se trouver les anarchistes, s'horrifie au contraire du fait que Sacco et Vanzetti aient été tués par l'Etat, indépendamment de la manière plus ou moins dégueulasse, incroyable et insoutenable avec laquelle l'accusation a réussi à développer leur responsabilité pour des faits spécifiques. L'horreur dont nous discutons, à l'exception de cette petite minorité qui, pour une raison ou pour une

Le Petit Parisien, 24 août 1927

« Chassés des Grands Boulevards et des abords de l'ambassade des Etats-Unis par des charges incessantes, les manifestants se regroupent sur les boulevards Rochechouart, de Clichy, de Sébastopol, Beaumarchais et sur les places de la République et de la Bastille. Sur leur passage, ils brisent la plupart des vitrines des magasins, dévastent les terrasses des cafés, pillent les étalages. Au carrefour Sébastopol-Réaumur une barricade est dressée. Deux cents arrestations ont été opérées. Dans les hôpitaux, on a admis onze policiers blessés. »



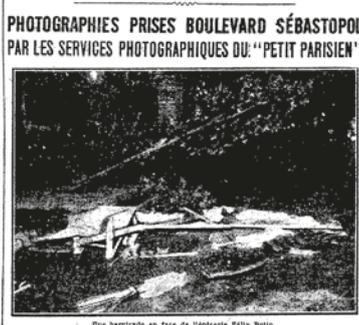
## SOIRÉE D'ÉMEUTE A PARIS

**Chassés des Grands Boulevards et des abords de l'ambassade des États-Unis par des charges incessantes, les manifestants se regroupent sur les boulevards Rochechouart, de Clichy, de Sébastopol, Beaumarchais et sur les places de la République et de la Bastille**

**SUR LEUR PASSAGE, ILS BRISENT LA PLUPART DES VITRINES DES MAGASINS DÉVASTENT LES TERRASSES DES CAFÉS, PILLENT LES ÉTALAGES**

**AU CARREFOUR SÉBASTOPOL - RÉAUMUR UNE BARRICADE EST DRESSÉE**

**Deux cents arrestations ont été opérées ; dans les hôpitaux, on a admis onze policiers blessés**



**Comment sont morts Sacco et Vanzetti**

« Vive l'anarchie » a crié Sacco et Vanzetti a protesté une fois encore de son innocence

En vain, M<sup>rs</sup> Sacco et M<sup>rs</sup> Vanzetti avaient, en sanglotant et pendant plus d'une heure, supplié le gouverneur Fuller de gracier les deux condamnés

« Je suis désolé, avait répondu le gouverneur, mais ma conduite m'est dictée par la loi »

New-York, 23 août (d. nat. cour. part.) C'est exactement à 23 h. 3 minutes, heure locale, que le gouverneur Fuller annonça qu'il était irrévocablement résolu à laisser la justice suivre son cours. Depuis 14 h. 30, des milliers d'Américains

autre, ne souhaite pas prendre en compte la donnée objective de leur innocence, aurait-elle été la même si les deux anarchistes avaient eu un procès plus digne (du point de vue de la certitude des preuves) et avaient commis ces faits ? On peut être certain que ces gens auraient eu un comportement différent.

La grande masse des bien-pensants de profession aurait été en faveur de la condamnation, et on peut le comprendre. La petite minorité en revanche, celle où nous situons également les anarchistes, aurait été à son tour divisée et combattue. Il y aurait eu ceux comme Galleani qui auraient réitéré leur refus d'admettre toute différence entre innocence et culpabilité, et ceux qui auraient fait cette différence, mieux même, qui l'auraient défendue et avalisée avec des raisonnements juridiques.

S'ils avaient réellement commis ces faits, il y aurait eu une défense des compagnons très modeste, à la hauteur du mouvement d'opinion qu'il y avait quelque temps avant la tragédie de Sacco et Vanzetti, comme par exemple celui en faveur de Ravachol. D'un autre côté, les compagnons qui se posent dans l'optique de l'expropriation ne peuvent pas penser avoir un mouvement derrière eux, quelles que soient les conditions objectives de développement quantitatif de ce mouvement, et quels que soient les niveaux d'approfondissement théoriques atteints par ce mouvement.

Pourquoi ne peut-on pas s'attendre à une telle chose ? Au moins pour deux bonnes raisons : d'abord, parce que la décision d'accomplir certaines actions, même dans le but de

participer à travers un effort concret à la croissance et à la disponibilité de certains instruments révolutionnaires, est toujours une décision personnelle et doit être défendue, en bien comme en mal, par le compagnon au niveau individuel, en tant que choix de conscience ; ensuite parce qu'un mouvement, même révolutionnaire, a certaines nécessités de développement, certaines divergences d'opinion, certaines réserves légitimes, qui ne peuvent toutes être mises de côté et toutes en une seule fois.

Une fois posé le problème de cette façon, à mon avis correcte, il n'y a pas à s'étonner devant une prise de distance, une claire affirmation d'extériorité aux faits. Pourquoi donc un compagnon accusé devrait-il accepter d'être impliqué, qui plus est a posteriori, dans quelque chose qu'il ne partage pas ? Ce qui n'empêche pas de critiquer les prises de position purement morales, qui finissent inéluctablement dans les bras de la morale dominante, celle produite et voulue par les maîtres.

Cette brève réflexion devrait nous faire mieux voir les diverses situations possibles, à commencer par celle de Sacco et Vanzetti. Si l'innocentisme est uniquement un fait objectif qui peut être, et malheureusement peut ne pas être –et dans le cas des deux compagnons assassinés aux Etats-Unis, ils étaient innocents–, les compagnons doivent être défendus dans tous les cas, donc même s'ils sont « coupables ». A présent, si c'est le cas, on ne peut pas constituer de larges fronts, avec toute la lourdeur des démocrates, lorsque les compagnons sont innocents, puis se limiter à une petite partie du mouvement anarchiste lorsque les compagnons sont coupables. La position devrait être la même, au moins théoriquement, si on admet a priori, comme cela devrait être le cas, qu'ils ne peuvent être « innocents » et « coupables » que sur la base des raisonnements voulus et imposés par la logique dominante.

Comment sortir de ce dilemme ? De manière simple. En partant toujours de la thèse que pour nous, le fait technique est secondaire, et que si les compagnons sont accusés, incarcérés et, parfois, assassinés par l'Etat, ce n'est que parce qu'ils sont anarchistes, au-delà du fait objectif qui constitue un élément de débat dans le procès, mais qui pour nous, en tant que révolutionnaires, ne nous intéresse qu'à la marge. Nous ne pouvons jamais partir de ce point technique comme un élément central de la campagne de défense.

De nombreux compagnons, y compris de bonne foi, raisonnent de manière différente, parce qu'ils sont pris par les lieux communs de l'intellectualisme dominant. La prétention à l'objectivisation est en effet une des bases de la pensée philosophique des conquistadors. Une fois au pouvoir, ces derniers se sont assurés de continuer le fil logique que le rationalisme classique avait d'abord abandonné aux mains de l'Eglise.

Il est important de comprendre ce développement, parce qu'il prend toujours par surprise, et qu'on le voit toujours pointer là où on ne l'aurait jamais attendu. Que la réalité soit déterminable de manière exacte est une des nombreuses choses à la base de la nouvelle pensée scientifique, comme elle émerge des conditions complexes de la Renaissance, comme dans la pensée de Galilée : il s'agit d'un rationalisme réduit à la constatation de la manière dont la réalité s'exprime, et non plus de son essence. La science juridique ac-

tuelle, héritière du rationalisme des Lumières, n'a pas beaucoup modifié ses certitudes concernant la « manière » dont sont allées les choses. Aujourd'hui encore, dans les procès au tribunal, on peut assister à des « reconstitutions » comiques de la réalité, à des « preuves », des « témoignages » et tant d'autres éléments du même calibre. Nous sommes désormais tellement habitués à cette manière de raisonner qu'on n'y prête même plus attention.

Lorsqu'on affirme au contraire que Sacco et Vanzetti n'étaient pas innocents mais coupables, et uniquement d'être anarchistes, on insère dans le prétendu procès objectif, ayant donc des prétentions quantitatives, un élément étranger au procès lui-même (ou du moins tel que le considère la science juridique), un élément ayant un caractère qualitatif. Souvent, même lorsque c'est nous qui le faisons, cette insertion nous semble étrange, on la traite presque comme un expédient de propagande, une manière de procéder qui repousse la réalité au loin afin qu'elle devienne matière à un procès idéal, ou plutôt idéologique.

Mais ce n'est pas le cas. La réalité est justement cette chose complexe qui ne peut être réduite aux conséquences d'un processus judiciaire. Ce dernier sera toujours arbitraire et basé non pas sur l'évidence, mais sur la force, non pas sur la logique, mais sur la domination.

Un raisonnement difficile à tenir ? Peut-être bien, mais un raisonnement qui une fois effectué ne s'oublie plus.



NdT

1. Creagh fait ici référence à son propre livre, publié en France en 1984 (*Sacco et Vanzetti*, Paris, ed. La Découverte & rééd. augmentée et complétée : *L'affaire Sacco et Vanzetti*, Les éditions de Paris, mars 2004, 262 p.).

2. Ce texte de Bonanno dont nous donnons ici la traduction est paru en juillet 1989 dans *Anarchismo*. Un mois avant, son auteur avait été arrêté à Bergame avec un autre compagnon suite au braquage d'une bijouterie. Dans un texte rendu public juste après, ils précisaient : « *Nous avons vu qu'une divergence d'opinions s'est produite dans le mouvement anarchiste autour de cette histoire, quand ce n'est pas tout simplement un silence de convenance. Nous maintenons évidemment la thèse de ceux qui disent que lorsque les anarchistes ont besoin d'argent, ils se mettent en route et s'en emparent, et c'est ce que nous avons tenté de faire. (...) Nous n'avons pas peur. Nous sommes fiers de confirmer notre parcours anarchiste fort et clair, face à l'Etat et à la gueule de tous ceux qui souhaitent nous enterrer au nom d'une respectabilité imméritée.* »

3. Le 19 juillet 1977, le gouverneur démocrate du Massachusetts, Michael Dukakis, créait un jour officiel de commémoration de Sacco et Vanzetti (le 23 août), dans cet Etat qui les avaient envoyés cinquante ans avant rôtir sur la chaise électrique.

[Traduit de l'italien : Alfredo Maria Bonanno, *Morire innocenti fa più rabbia* in *A mano armata*, ed. Anarchismo (Catania), novembre 1998, pp. 40-46 (original : *Noterelle su Sacco e Vanzetti. In margine a un Convegno di studi* in *Anarchismo* n°63, juillet 1989, pp. 36-40)]

## AUX RÉVOLUTIONNAIRES... CHRÉTIENS

**N**ous avons tous un cœur, nous ressentons tous le besoin urgent de saluer comme frères tous ceux qui se retrouvent en nous, dans le désert ou la forêt, dans les rues des villes ou les petits chemins de montagne. Ce besoin d'amour, de fraternité, est si instinctif qu'il suffirait de briser toutes les fausses barrières d'intérêts artificiels qui lui barrent la route, pour trouver dans l'humanité toute une famille.

M. Bakounine, Carlo Cafiero, E. Reclus, Fanelli et tout le groupe intrépide des conspirateurs ; Bruno, Arnaldo Da Brescia, Gerolamo Savonarole, Francisco Ferrer, Spartacus, les Martyrs de Chicago et les nihilistes de Russie furent intensément sensibles à la douleur humaine ; mais ce fut aussi le cas de Ravachol, Henry, Caserio, Angiolillo et Bresci ; et certains brigands légendaires aussi, en rupture avec leur société, mais souvent protecteurs du faible contre l'arrogance du fort. Mais tout en étant sensibles, ils se jettèrent à corps perdu dans la lutte, affrontèrent l'ouragan, promouvèrent quand ils ne la pratiquèrent pas directement, la mort et la destruction, face à un ennemi bardé de la triple ceinture de la morale, du code et de la force armée. Parce que vont à la guerre ceux qui sont prêts à combattre, à mourir en combattant et à semer la mort au cours du combat. L'histoire du martyr prolétaire est toute une glorieuse épopée de douleurs, de sacrifices et d'holocaustes.

Il est humain et logique si de notre côté de la barricade, les millions d'assassinés dans les charniers européens ne promeuvent pas le sens de l'émotion ; si les millions de mutilés, déguenillés et outragés, voués aux attentions de la police au nom des lois contre le vagabondage, manifestent contre une société d'assassins ; si les jeunes filles réduites à l'anémie dans les usines, si la jeunesse toute entière sont alertes, plutôt que d'être écrasés dans les mines ou les fonderies chaque fois qu'un Crésus tient dans son poing la vie et la mort des pauvres gens, et que ces derniers ne rencontrent que les crocs du chien et l'insouciance du patron.

Et c'est nous, qui avons subi toutes les férocités, toutes les brutalités, qui devrions baisser les armes à la vue du sang bourgeois ? Et c'est nous qui devrions être horrifiés, qui devrions désapprouver et lancer des anathèmes lorsque le plomb ou le poignard prolétaires trouvent le chemin de la chair des satrapes arrogants ? Lorsque l'explosion de la dynamite démonte la carcasse de quelque illustre histrion du grand théâtre social ?

Les infamies, les embuscades, les massacres, les persécutions, les incarcérations et les déportations de nos meilleurs compagnons ne s'oublient pas. Comme ne sont pas si lointains les gestes des chemises noires qui tuent, poignent, détruisent, incendient, anéantissent tout acte digne du prolétariat.

Et donc, trêve de palinodies et de supplications ! Reprenons notre poste face aux événements qui grondent, bouleversant les tièdes et troublant les craintifs.

Je ne suis pas content d'être ici, dans ce bordel où me retiennent l'hypocrisie du juge Thayer, l'acharnement féroce de l'inquisiteur Katzmann [le procureur] et la prostitution des douze ploucs [les jurés] ; mais si ma liberté devait être conquise au prix d'une bassesse et d'un renoncement, mieux vaut la chaise électrique. J'aime la liberté, la vie ; j'aime mes enfants, mon épouse, tous les enfants comme tous les hommes et toutes les femmes, tout ce que la nature nous prodigue de beau et de bon. Je franchirai toute barrière, je briserai n'importe quelle muraille, par tous les moyens, afin de rejoindre la grande famille humaine, afin de conquérir ma liberté et celle de l'humanité opprimée, mais uniquement en préservant dans leur intégralité mes idées et ma foi inébranlable dans l'Anarchie, la vision et la foi de tous ceux qui luttent et surmontent les dangers sur le chemin dur et fatigant de l'émancipation intégrale.

Nicola Sacco

*L'Adunata dei refrattari* (New York), 15 décembre 1922

### DÉJÀ-VU

4. *Für die Umwälzung der Welt*, traduit de l'allemand de *Aufbruch* (Zurich) n°9, juillet 2013, pp.1-2
10. *I muri della Città*, extrait traduit de l'italien de *Diavolo in corpo* (Turin) n°3, novembre 2000, p.47
12. *Über die zweite Stammstrecke*, traduit de l'allemand de *Fernweh* (Munich) n°2, avril 2013, pp.6-7
14. *Dal finestrino*, traduit de l'italien de *Finimondo*, juin 2013
15. Texte publié sur Indymedia Nantes le 4 juin 2014
25. *Wir leben in Zeiten des Krieges...*, traduit de l'allemand de *Wut im Bauch !* (Hambourg), n°6, septembre 2013, p.7
28. *Nieder mit der Politik*, traduit de l'allemand de *Aufbruch* (Zurich) n°13, 8 mars 2014, p.1
31. *De l'autre côté du miroir*, repris de *Salto* (Bruxelles) n°3, juillet 2013, pp. 48-53
35. *Noi siamo l'1%*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 11 novembre 2011
36. *Reflexiones en torno al anarquismo...*, traduit de l'espagnol de Indymedia Barcelone, 2 août 2014
37. *Anarquista o libertario: una cuestión etimológica*, extrait traduit de l'espagnol de *Aversión* (Péninsule ibérique) n°11, juin 2014, p.4
39. *Bonnot e gli evangelisti*, traduit de l'italien de *Machete* n°1 (Turin), janvier 2008, pp. 24-28

